

**Avis de convocation à  
l'assemblée annuelle  
des actionnaires et  
circulaire de sollicitation  
de procurations de  
la direction**

**Jeudi le 13 mai 2021**

Le 23 mars 2021

Madame,  
Monsieur,

L'assemblée annuelle de cette année sera virtuelle et se tiendra le jeudi 13 mai 2021 à 11 h (heure de l'Est) par webémission audio en direct à [www.virtualshareholdermeeting.com/YP2021](http://www.virtualshareholdermeeting.com/YP2021).

C'est la deuxième année que nous tenons une assemblée virtuelle. La direction et le conseil d'administration ont pris la décision de tenir une telle assemblée étant donné que les lignes directrices en matière de santé publique et les autres questions liées à la pandémie de COVID-19 continuent de laisser planer de l'incertitude. Nous avons jugé que la tenue, cette année, d'une assemblée virtuelle par webémission audio en direct constitue une mesure proactive et prudente pour assurer la santé et la sécurité de nos actionnaires et employés ainsi que des collectivités dans lesquelles nous vivons.

Une fois de plus, la Société applique les procédures de notification et d'accès pour envoyer l'avis de convocation à l'assemblée annuelle des actionnaires et la circulaire de sollicitation de procurations par la direction aux propriétaires véritables et aux porteurs inscrits de ses actions ordinaires. Nous espérons que vous trouverez dans la circulaire de cette année tous les renseignements dont vous avez besoin pour prendre une décision éclairée lors de l'exercice de votre vote. Nous vous invitons également à prendre connaissance du rapport annuel de 2020, qui renferme le rapport de gestion ainsi que les états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2020.

Votre participation aux affaires de la Société compte beaucoup pour nous et nous vous encourageons à exercer votre droit de vote. Les points à l'ordre du jour de l'assemblée annuelle des actionnaires sont la réception des états financiers consolidés de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2020, l'élection des administrateurs pour l'exercice suivant, la nomination de l'auditeur externe et l'approbation d'une modification apportée au régime d'options d'achat d'actions de 2012. Nous vous encourageons à voter à l'avance, en ligne à [www.provyvote.com](http://www.provyvote.com) ou par téléphone, ou à remplir le formulaire de procuration ou le formulaire d'instructions de vote et à le retourner dans l'enveloppe prévue à cette fin, dans chaque cas en suivant les directives qui figurent dans le formulaire de procuration ou le formulaire d'instructions de vote. Vous pouvez également accéder et voter à l'assemblée générale annuelle de façon virtuelle en suivant les instructions fournies dans la circulaire.

La Société a continué de générer de solides flux de trésorerie en 2020 en dépit de l'incidence négative de la COVID-19 et de la baisse continue des produits. Étant donné que la Société a effectué un passage rapide et sans heurt au télétravail, ses activités se sont poursuivies comme à l'habitude depuis le début de la crise liée à la COVID-19. L'effet de la crise sur les produits de la Société ne représente que quelques points de pourcentage et a donc été moins grave que prévu. En outre, grâce à son bilan solide, la Société a été en mesure de récompenser ses actionnaires ordinaires en 2020. En mai, elle a annoncé une politique concernant le versement de ses premiers dividendes depuis 2011 et versé à ses actionnaires ordinaires des dividendes trimestriels de 0,11 \$ par action et en août, elle a annoncé le lancement d'une offre publique de rachat dans le cours normal des affaires (une « **offre publique de rachat** ») visant le rachat d'une tranche maximale d'actions ordinaires d'une valeur de 5 millions de dollars. Enfin, la Société a réitéré, en février 2021, son intention de rembourser intégralement, le 31 mai 2021 ou peu après cette date, ses débetures échangeables à la valeur nominale. Elle a également réinvesti des capitaux dans ses activités en 2020 grâce au lancement de nouveaux produits et au doublement de sa capacité de télévente, le tout afin d'accentuer davantage la courbe des produits. Bien que la Société ait commencé à récolter les fruits des mesures difficiles qu'elle a prises ces dernières années pour établir des fondations solides sur lesquelles elle compte bâtir son avenir, nous surveillerons de près l'incidence de la COVID-19 sur ses activités et nous nous ajusterons en conséquence. En cette année sans précédent particulièrement éprouvante sur les plans professionnel et familial ainsi que de la santé, nous tenons à remercier nos actionnaires et employés de leur confiance et de leur soutien indéfectible. Nous espérons que vous serez des nôtres à l'assemblée.

Veillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.

La présidente du conseil,

**Susan Kudzman**



## Avis de convocation à l'assemblée annuelle de 2021 des actionnaires et documents relatifs à l'assemblée

Vous recevez le présent avis en tant qu'actionnaire de Pages Jaunes Limitée (la « **Société** »). Il est très important que vous lisiez les documents relatifs à l'assemblée avant d'exercer les droits de vote rattachés à vos actions.

Quand

Le jeudi 13 mai 2021 à 11 h (heure de l'Est)

Où

Assemblée virtuelle par webémission audio en direct, en ligne à [www.virtualshareholdermeeting.com/YP2021](http://www.virtualshareholdermeeting.com/YP2021)

### Points à l'ordre du jour de l'assemblée

1. Recevoir les états financiers consolidés de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2020, y compris le rapport de l'auditeur;
2. Élire les administrateurs de la Société pour l'exercice suivant;
3. Nommer l'auditeur de la Société pour l'exercice suivant;
4. Approuver une modification apportée au régime d'options d'achat d'actions de 2012 afin d'accroître les limites de participation des initiés et le nombre maximum d'actions pouvant être émises en faveur d'une personne pour le faire passer de 5 % à 10 % des actions émises et en circulation;
5. Examiner toute autre question dûment soumise à l'assemblée ou à toute reprise de celle-ci en cas d'ajournement.

Des renseignements supplémentaires au sujet de chacun de ces points figurent à la rubrique « Ordre du jour de l'assemblée » et aux rubriques suivantes de la circulaire.

### Pourquoi tenir une assemblée virtuelle

Les lignes directrices en matière de santé publique et les autres questions liées à la pandémie de COVID-19 continuent de laisser planer de l'incertitude. Par conséquent, la Société a jugé que la tenue d'une assemblée virtuelle par webémission audio en direct cette année constitue une mesure proactive et prudente pour assurer la santé et la sécurité de nos actionnaires et employés ainsi que des collectivités dans lesquelles nous vivons.

### Droit de voter

Veuillez noter que vous ne pouvez voter simplement en retournant le présent avis.

Vous pouvez exercer les droits de vote rattachés à vos actions par Internet, par téléphone ou par la poste. Veuillez suivre les instructions qui figurent sur votre procuration ou votre formulaire d'instructions de vote distinct pour savoir comment voter à l'aide de ces méthodes.

Vous pouvez également voter à l'assemblée virtuelle, qui sera diffusée par webémission audio en direct, en ligne à [www.virtualshareholdermeeting.com/YP2021](http://www.virtualshareholdermeeting.com/YP2021). Vous pourrez accéder à l'assemblée à l'aide d'un appareil connecté à Internet comme un portable, un ordinateur, une tablette ou un téléphone cellulaire, ainsi qu'à la plate-forme de l'assemblée si vous utilisez un navigateur et un appareil fonctionnant avec la version la plus à jour des modules d'extension appropriés.

Vous trouverez des renseignements détaillés sur ce que vous devez faire pour assister, participer et voter à l'assemblée à la rubrique « Questions et réponses concernant le vote » de la circulaire.

Seuls les actionnaires inscrits et les fondés de pouvoir dûment nommés (y compris les actionnaires non inscrits (véritables) qui se sont nommés à titre de fondés de pouvoir) auront le droit d'assister, de participer et de voter à l'assemblée, le tout en temps réel.

Les actionnaires non inscrits (véritables) qui ne se nomment pas dûment en tant que fondés de pouvoir peuvent néanmoins assister à l'assemblée et y poser des questions. Les invités pourront écouter l'assemblée, mais ne pourront y voter et y poser des questions.

Il y a lieu de préciser que les actionnaires ne pourront assister en personne à l'assemblée de cette année. Tous ceux qui participeront à l'assemblée virtuelle devront demeurer connectés à Internet en tout temps durant l'assemblée afin de pouvoir voter lorsque le scrutin commencera. Il vous incombe de vous assurer d'être connecté à Internet pendant toute la durée de l'assemblée.

### Actionnaires inscrits

Si vous ne pouvez voter à l'assemblée virtuelle, vous devez transmettre vos instructions de votes en ligne à [www.proxyvote.com](http://www.proxyvote.com) ou par téléphone, ou faire parvenir votre formulaire de procuration rempli à Broadridge, dans chaque cas avant le mardi 11 mai 2021 à 16 h (heure de l'Est) ou, en cas de report ou d'ajournement de l'assemblée, au plus tard 48 heures avant l'heure de reprise de l'assemblée (à l'exclusion des samedis, des dimanches et des jours fériés).

### Actionnaires non inscrits

Votre intermédiaire doit recevoir vos instructions de vote suffisamment à l'avance pour que votre vote puisse être traité avant le mardi 11 mai 2021 à 16 h (heure de l'Est), ou, en cas de report ou d'ajournement de l'assemblée, au plus tard 48 heures avant l'heure de reprise de l'assemblée (à l'exclusion des samedis, des dimanches et des jours fériés). Si vous souhaitez accéder à l'assemblée virtuelle et voter durant la webémission en direct, vous devez vous nommer en tant que fondé de pouvoir en suivant les instructions fournies à la rubrique « Questions et réponses concernant le vote » de la circulaire.

Si vous votez par Internet ou par téléphone, vous devez le faire avant le mardi 11 mai 2021 à 16 h (heure de l'Est).

Il se pourrait aussi que vous soyez un actionnaire non inscrit et que vous receviez de votre intermédiaire un formulaire de procuration préautorisé par celui-ci et faisant état du nombre d'actions dont les droits de vote doivent être exercés. Vous devrez remplir ce formulaire, le dater, le signer et le retourner à Broadridge par la poste avant le mardi 11 mai 2021 à 16 h (heure de l'Est).

### Documents relatifs à l'assemblée

La Société applique la procédure de notification et d'accès pour envoyer la circulaire de sollicitation de procurations aux actionnaires inscrits et non inscrits. La circulaire est donc affichée et accessible en ligne plutôt qu'envoyée par la poste. Cette procédure réduit considérablement les frais d'impression et de mise à la poste et est écologique puisqu'elle réduit la consommation de papier et d'énergie.

Vous trouverez ci-joint un formulaire de procuration ou un formulaire d'instructions de vote que vous pouvez utiliser pour exercer les droits de vote rattachés à vos actions de la Société.

**Comment accéder à la circulaire**

La circulaire est affichée à [www.documentsassemblee.com/ASTCA/PJ](http://www.documentsassemblee.com/ASTCA/PJ), sur le site Web de la Société à [entreprise.pj.ca](http://entreprise.pj.ca) ou sur SEDAR à [www.sedar.com](http://www.sedar.com).

**Comment demander une copie papier de la circulaire**

La Société fournira gratuitement aux actionnaires qui en feront la demande une copie papier de la circulaire pendant une période d'un an à compter de la date de dépôt de la circulaire sur SEDAR.

Vous pouvez obtenir à tout moment une copie papier de la circulaire avant l'assemblée sur le Web à [www.documentsassemblee.com/ASTCA/PJ](http://www.documentsassemblee.com/ASTCA/PJ) ou en communiquant avec AST au 1 888 433-6443 (sans frais au Canada et aux États-Unis) ou au 416 682-3801 (si vous appelez d'un autre pays).

Après l'assemblée, vous pourrez en faire la demande en composant le 1 877 956-2003 (sans frais au Canada et aux États-Unis).

Veillez prévoir trois jours ouvrables pour le traitement de votre demande ainsi que le délai usuel d'envoi du courrier par la poste.

Par ordre du conseil d'administration,

La première vice-présidente, Secrétaire et conseillère juridique principale,



**Treena Cooper**

Montréal (Québec)  
Le 23 mars 2021

# CIRCULAIRE DE SOLLICITATION DE PROCURATIONS

## TABLE DES MATIÈRES

<b>Renseignements généraux</b> .....	<b>5</b>
Déclarations prospectives.....	5
Questions et réponses concernant le vote.....	6
Que dois-je faire pour accéder et voter à l'assemblée.....	6
... si je suis un actionnaire inscrit?.....	6
... si je suis un actionnaire non inscrit?.....	7
<b>Actions en circulation et principaux actionnaires</b> .....	<b>11</b>
<b>Ordre du jour de l'assemblée</b> .....	<b>11</b>
<b>Présentation des états financiers</b> .....	<b>11</b>
<b>Élection du conseil d'administration</b> .....	<b>11</b>
Nombre d'administrateurs et élection.....	11
Candidats.....	12
Résultats du vote à l'assemblée annuelle de 2020.....	16
Réunions du conseil et des comités.....	16
Indépendance du conseil.....	16
Membres du conseil d'administration d'autres sociétés et mandats parallèles.....	16
Durée du mandat des administrateurs.....	17
Orientation et formation continue.....	17
Évaluation du rendement du conseil et de ses comités.....	17
Rémunération des administrateurs.....	18
Conseil et comités.....	20
Comité de gouvernance d'entreprise et de nomination.....	21
Comité des ressources humaines et de la rémunération.....	22
Comité d'audit.....	23
Comité ad hoc.....	23
<b>Rémunération de la haute direction</b> .....	<b>24</b>
<b>Lettre du conseil d'administration aux actionnaires</b> .....	<b>24</b>
<b>Analyse de la rémunération des membres de la haute direction</b> .....	<b>26</b>
Établissement de la rémunération.....	26
Lignes directrices en matière de propriété d'actions et restrictions relatives aux opérations de couverture applicables aux hauts dirigeants.....	26
Politique de recouvrement de la rémunération des hauts dirigeants.....	26
Consultant en rémunération.....	27
Philosophie et objectifs de rémunération.....	27
Composantes de la r rémunération totale.....	28
Avantages sociaux, avantages indirects et prestations de retraite.....	35
Tableau sommaire de la rémunération.....	37
Attributions en vertu d'un régime incitatif.....	38
Contrats de travail, cessations d'emploi et indemnités en cas de changement de contrôle.....	39
<b>Prêts aux administrateurs et aux membres de la haute direction</b> .....	<b>45</b>
<b>Assurance de la responsabilité civile des administrateurs</b> .....	<b>45</b>
<b>Intérêt de personnes informées dans des opérations importantes</b> .....	<b>46</b>
<b>Personnes et sociétés intéressées par certaines questions à l'ordre du jour</b> .....	<b>46</b>
<b>Nomination de l'auditeur</b> .....	<b>46</b>
<b>Honoraires d'audit</b> .....	<b>46</b>
<b>Pratiques de gouvernance</b> .....	<b>46</b>
<b>Généralités</b> .....	<b>46</b>
<b>Propositions d'actionnaires pour l'assemblée générale annuelle de 2021</b> .....	<b>46</b>
<b>Renseignements supplémentaires</b> .....	<b>46</b>
<b>Approbation des administrateurs</b> .....	<b>47</b>
<b>Annexe A : Information concernant les pratiques de gouvernance</b> .....	<b>48</b>
Lignes directrices sur les pratiques de gouvernance.....	48
Rôle du conseil.....	48
Structure et fonctionnement du conseil.....	48
Description de postes.....	48
Politique relative au vote majoritaire.....	49
Recrutement des administrateurs.....	49
Code d'éthique.....	50
Planification de la relève des hauts dirigeants.....	50
Comités du conseil.....	50
Surveillance des risques.....	51
Surveillance de la planification stratégique.....	51
<b>Appendice A : Règles du conseil d'administration (les "règles") de Pages Jaunes Limitée (la "Société")</b> .....	<b>52</b>
<b>Annexe B : Modification apportée au régime d'options d'achat d'actions de 2012</b> .....	<b>55</b>

## RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

La présente circulaire est fournie à l'occasion de la sollicitation, par la direction et pour son compte, de procurations devant servir à l'assemblée générale annuelle des actionnaires virtuelle qui se tiendra le jeudi 13 mai 2021 à 11 h (heure de l'Est) par webémission audio en direct à [www.virtualshareholdermeeting.com/YP2021](http://www.virtualshareholdermeeting.com/YP2021) (l'« assemblée »).

Sauf indication contraire, les renseignements figurant dans les présentes sont donnés au 23 mars 2021.

Dans la présente circulaire, les termes « nous », « notre » « nos », la « Société », « Pages Jaunes » et « PJ » désignent Pages Jaunes Limitée (auparavant Yellow Média Limitée) et ses filiales (notamment Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée, qui est l'entité issue de la fusion verticale simplifiée de Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée, de 411 Local Search Corp. (411.ca) (dissoute en date du 30 septembre 2020), de YPG (USA) Holdings, Inc. et de Yellow Pages Digital & Media Solutions LLC.

## DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

La présente circulaire contient des déclarations prospectives au sens de la législation en valeurs mobilières applicable. Ces déclarations portent sur des analyses et d'autres renseignements fondés sur des prévisions de résultats ou d'événements futurs et sur des estimations de montants qui ne peuvent pas encore être établis. Il peut s'agir notamment d'observations concernant les stratégies, les attentes, les activités planifiées ou les actions à venir. Ces déclarations prospectives se reconnaissent à l'usage de termes tels que « prévoir », « croire », « pouvoir », « estimer », « s'attendre à », « avoir pour but », « indiquer », « avoir l'intention de », « avoir comme objectif », « planifier », « projeter », « chercher à », « devoir », « s'efforcer de », « viser », parfois employés au futur ou au conditionnel, à l'emploi de noms similaires comme « objectif », « indication », « but » ou d'autres expressions similaires et à la mention de certaines hypothèses.

**Les déclarations prospectives comportent d'importants risques et incertitudes; elles ne devraient pas être considérées comme des garanties du rendement ou des résultats futurs ni comme une indication exacte quant à savoir si ce rendement ou ces résultats seront atteints. Un certain nombre de facteurs pourraient faire différer considérablement les résultats réels du rendement ou des résultats indiqués dans les déclarations prospectives, y compris les facteurs indiqués à la rubrique « Risques et incertitudes » de la notice annuelle datée du 26 mars 2021 relative à l'exercice de la Société clos le 31 décembre 2020 (la « notice annuelle »), qui sont intégrés par renvoi dans la présente mise en garde. La notice annuelle peut être consultée sur SEDAR à [www.sedar.com](http://www.sedar.com) et sur notre site Web au <https://entreprise.pj.ca>. D'autres risques et incertitudes dont la direction n'a actuellement pas connaissance ou qui sont actuellement considérés comme sans importance pourraient avoir un effet défavorable important sur les activités, la situation financière ou les résultats financiers de la Société. Bien que les déclarations prospectives figurant dans la présente circulaire soient fondées sur des hypothèses que la direction considère comme raisonnables, la Société ne peut pas garantir aux épargnants que les résultats réels seront conformes à ces déclarations prospectives et elle prévient les lecteurs de ne pas s'y fier indûment. Ces déclarations prospectives sont formulées à la date de la présente circulaire et la Société ne s'engage pas à les mettre à jour ou à les réviser en fonction de nouveaux événements ou de nouvelles circonstances, sauf dans la mesure prévue par les lois sur les valeurs mobilières applicables.**

## QUESTIONS ET RÉPONSES CONCERNANT LE VOTE

Les questions et réponses suivantes indiquent comment exercer les droits de vote rattachés à vos actions ordinaires de la Société (les « **actions** »).

### *QUI PEUT VOTER?*

Seuls les actionnaires inscrits à la fermeture des bureaux le 15 mars 2021 (la « **date de référence** ») sont habiles à recevoir un avis de convocation à l'assemblée et à y voter; aucune personne devenant actionnaire après la date de référence n'est habile à recevoir l'avis de convocation à l'assemblée ou à la reprise de celle-ci et à y voter. L'actionnaire qui ne reçoit pas l'avis de convocation à l'assemblée ne perd pas pour autant son droit d'y voter.

### *SUR QUOI LE VOTE PORTERA-T-IL?*

Les actionnaires seront appelés à voter à l'égard de ce qui suit : i) l'élection des administrateurs de la Société (les « **administrateurs** ») pour l'exercice suivant, ii) la nomination de l'auditeur de la Société pour l'exercice suivant; iii) l'approbation d'une modification apportée au régime d'options d'achat d'actions de 2012 afin d'accroître les limites de participation des initiés et le nombre maximum d'actions pouvant être émises en faveur d'une personne pour le faire passer de 5 % à 10 % des actions émises et en circulation, et iv) toute autre question dûment soumise à l'assemblée et pouvant exiger le vote des actionnaires.

### *COMMENT CES QUESTIONS SERONT-ELLES DÉCIDÉES À L'ASSEMBLÉE?*

Pour être approuvées, ces questions devront recevoir la majorité simple des voix exprimées par les actionnaires présents à l'assemblée, en personne ou par procuration.

### *QUI SOLLICITE MA PROCURATION?*

La direction sollicite votre procuration. La sollicitation devrait s'effectuer principalement par la poste; cependant, les procurations pourront aussi être sollicitées par téléphone, par Internet, par écrit ou en personne par les administrateurs, les dirigeants ou les employés permanents de la Société, qui ne toucheront aucune rémunération pour ce service, outre leur rémunération habituelle. La Société peut également rembourser aux courtiers et aux autres personnes qui détiennent des actions en leur nom ou pour le compte de prête-noms les coûts engagés pour l'envoi des documents relatifs à l'assemblée aux actionnaires afin d'obtenir leurs procurations. Ces coûts devraient être minimes.

### *AVEC QUI PUIS-JE COMMUNIQUER SI J'AI DES QUESTIONS?*

Si vous avez des questions au sujet du présent avis ou de l'assemblée, veuillez communiquer avec Broadridge par courriel à [proxy.request@broadridge.com](mailto:proxy.request@broadridge.com) ou, dans le cas d'un actionnaire non inscrit, votre prête-nom (banque, courtier en valeurs, fiduciaire, société de fiducie ou autre institution).

### *COMMENT PUIS-JE VOTER?*

Si vous êtes habile à voter et que vous êtes un actionnaire inscrit à la fermeture des bureaux à la date de référence, vous pouvez exercer les droits de vote rattachés à vos actions à l'assemblée ou par procuration, comme il est expliqué ci-dessous à la rubrique « Que dois-je faire pour voter par procuration ou à l'avance ... si je suis un actionnaire inscrit? ». Si vos actions sont détenues au nom d'un dépositaire ou d'un prête-nom, comme un fiduciaire, une institution financière ou un courtier en valeurs (appelé un intermédiaire), veuillez vous reporter aux instructions figurant ci-après à la rubrique « Que dois-je faire pour voter par procuration ou à l'avance ... si je suis un actionnaire non inscrit? ».

### *TRANSMISSION DES DOCUMENTS RELIÉS AUX PROCURATIONS*

Les documents reliés aux procurations sont envoyés directement aux actionnaires inscrits et seront envoyés aux intermédiaires, qui seront chargés de les transmettre à tous les actionnaires non inscrits (terme défini ci-après). La Société paie le coût de transmission des documents reliés aux procurations à tous les actionnaires inscrits et non inscrits.

### *POURQUOI L'ASSEMBLÉE DE CETTE ANNÉE EST-ELLE VIRTUELLE SEULEMENT?*

L'assemblée de cette année se tiendra de façon virtuelle par webémission audio en ligne, en direct en raison de l'incertitude que les lignes directrices en matière de santé publique et les autres questions liées à la pandémie de COVID-19 continuent de laisser planer. Il s'agit d'une mesure proactive et prudente pour assurer la santé et la sécurité de nos actionnaires et employés ainsi que des collectivités dans lesquelles nous vivons.

Les actionnaires inscrits et les fondés de pouvoir dûment nommés (y compris les actionnaires non inscrits qui se sont nommés en tant que fondés de pouvoir) auront le droit d'assister, de participer et de voter à l'assemblée, et ce, en temps réel. Les actionnaires non inscrits qui ne se sont pas nommés en tant que fondés de pouvoir pourront néanmoins assister à l'assemblée et y poser des questions. Les invités pourront écouter l'assemblée, mais ils ne pourront y voter ou y poser des questions.

IL Y A LIEU DE PRÉCISER QUE VOUS NE POURREZ ASSISTER À L'ASSEMBLÉE DE CETTE ANNÉE EN PERSONNE. SI VOUS PARTICIPEZ À L'ASSEMBLÉE VIRTUELLE, VOUS DEVREZ DEMEURER CONNECTÉ À INTERNET EN TOUT TEMPS DURANT L'ASSEMBLÉE AFIN DE POUVOIR VOTER LORSQUE LE SCRUTIN COMMENCERA. IL VOUS INCOMBE DE VOUS ASSURER D'ÊTRE CONNECTÉ À INTERNET PENDANT TOUTE LA DURÉE DE L'ASSEMBLÉE.

### *QUE DOIS-JE FAIRE POUR ACCÉDER ET VOTER À L'ASSEMBLÉE...*

Vous pourrez participer à l'assemblée à l'aide d'un appareil connecté à Internet comme un portable, un ordinateur, une tablette ou un téléphone cellulaire, et accéder à la plate-forme de l'assemblée si vous utilisez un navigateur et un appareil fonctionnant avec la version la plus à jour des modules d'extension appropriés et qui respectent les exigences minimales décrites ci-après.

Les mesures que vous devrez prendre pour accéder à l'assemblée dépendront de la question de savoir si vous êtes un actionnaire inscrit ou non inscrit. Vous devez suivre attentivement les instructions appropriées qui sont fournies ci-après.

### *...SI JE SUIS UN ACTIONNAIRE INSCRIT?*

Si vous êtes un actionnaire inscrit, Broadridge Investor Communications Corporation (« **Broadridge** ») devrait vous avoir envoyé un formulaire de procuration. Vous aurez besoin de ce document pour suivre les instructions indiquées ci-après. Toutefois, ne remplissez pas et ne retournez pas le formulaire de procuration à Broadridge étant donné que vous accéderez à l'assemblée et y voterez durant la webémission en direct.



Les actionnaires inscrits peuvent accéder à l'assemblée et voter durant la webémission en direct comme suit :

1. En allant à [www.virtualshareholdermeeting.com/YP2021](http://www.virtualshareholdermeeting.com/YP2021) et en se branchant au moins 15 minutes avant le début de l'assemblée, ce qui devrait leur laisser amplement le temps d'accéder à l'assemblée virtuelle et de suivre la procédure appropriée.
2. En entrant leur numéro de contrôle à 16 chiffres dans la section Entrée des actionnaires (ce numéro se trouve dans le formulaire de procuration) et en cliquant sur « Entrez ici ».
3. En suivant les instructions fournies pour accéder à l'assemblée et voter lorsqu'on les y invitera.

Même si vous prévoyez actuellement participer à l'assemblée virtuelle, vous devriez envisager la possibilité d'exercer les droits de vote rattachés à vos actions par procuration avant l'assemblée de sorte que votre vote soit comptabilisé si vous décidez ultérieurement de ne pas assister à l'assemblée ou si vous ne pouvez accéder à l'assemblée pour quelque raison que ce soit. Si vous accédez à l'assemblée et votez à l'égard d'une question durant la webémission en direct, cela aura pour effet de révoquer toute procuration remise antérieurement.

### *...SI JE SUIS UN ACTIONNAIRE NON INSCRIT?*

Les actionnaires non inscrits peuvent accéder à l'assemblée et voter durant la webémission en direct comme suit :

1. En se nommant en tant que fondés de pouvoir, comme il est indiqué ci-après à la rubrique « Que dois-je faire pour voter par procuration ou à l'avance ... si je suis un actionnaire non inscrit? », y compris en fournissant un « nom de fondé de pouvoir » et en désignant un « numéro d'identification de fondé de pouvoir » à huit caractères. Veuillez noter que vous devez suivre ces étapes avant la date limite pour la remise des procurations (terme défini ci-après) pour pouvoir exercer les droits de vote rattachés à vos actions à l'assemblée durant la webémission en direct.
2. En suivant les instructions fournies ci-après pour que les fondés de pouvoir puissent se brancher à l'assemblée et y voter.

Si la Société renonce à faire respecter la date limite pour la remise des procurations avant l'assemblée, tous les actionnaires non inscrits pourront accéder à l'assemblée et y voter de la même manière que les actionnaires inscrits, qui est décrite ci-dessus, à l'exception que votre numéro de contrôle à 16 chiffres se trouvera dans votre formulaire d'instructions de vote ou votre formulaire de procuration. Le cas échéant, si vous avez déjà fourni vos instructions de vote ou nommé une autre personne chargée de voter en votre nom et que vous choisissez d'accéder à l'assemblée et de voter sur une question durant la webémission en direct, cela aura pour effet de révoquer toutes vos instructions de vote ou nominations antérieures. Si vous ne voulez pas révoquer vos instructions ou nominations antérieures, vous pourrez néanmoins accéder à l'assemblée et y poser des questions. Vous ne devez pas présumer qu'il sera renoncé à faire respecter la date limite pour la remise des procurations en totalité ou en partie et vous devriez voter avant l'assemblée ou vous nommer vous-même ou nommer une autre personne chargée de voter en votre nom à l'assemblée avant la date limite pour la remise des procurations pour vous assurer que votre vote sera comptabilisé à l'assemblée.

Si vous êtes un actionnaire non inscrit et que vous souhaitez accéder à l'assemblée sans voter durant la webémission en direct – par exemple parce que vous avez fourni des instructions de vote avant l'assemblée ou nommé une autre personne chargée de voter en votre nom à l'assemblée – vous pouvez accéder à l'assemblée de la même manière que les actionnaires inscrits, qui est décrite ci-dessus, à l'aide du numéro de contrôle à 16 chiffres qui figure dans votre formulaire d'instructions de vote ou formulaire de procuration. Vous pourrez poser des questions si vous accédez à l'assemblée de cette manière.

### *...SI JE SUIS UN FONDÉ DE POUVOIR?*

Si vous avez été nommé en tant que fondé de pouvoir d'un actionnaire inscrit ou non inscrit (ou si vous êtes un actionnaire non inscrit et que vous vous êtes nommé en tant que fondé de pouvoir), vous pouvez accéder à l'assemblée et voter durant la webémission en direct comme suit :

1. Allez à [www.virtualshareholdermeeting.com/YP2021](http://www.virtualshareholdermeeting.com/YP2021) et branchez-vous au moins 15 minutes avant le début de l'assemblée, ce qui devrait vous laisser amplement le temps d'accéder à l'assemblée virtuelle et de suivre la procédure appropriée.
2. Entrez le nom de fondé de pouvoir et le numéro d'identification de fondé de pouvoir exactement comme l'actionnaire qui vous a nommé en tant que fondé de pouvoir les a fournis à Broadridge et cliquez sur « Entrez ici ». Si l'actionnaire ne vous fournit pas cette information ou si vous n'entrez pas exactement la même information que celle que l'actionnaire a fournie à Broadridge, vous ne pourrez pas accéder à l'assemblée ni exercer les droits de vote rattachés à ses actions en son nom durant la webémission en direct.

Si vous avez été nommé en tant que fondé de pouvoir de plus d'un actionnaire, vous serez appelé à entrer l'information relative au fondé de pouvoir pour chacun des actionnaires pour pouvoir exercer les droits de vote rattachés aux actions applicables en leur nom à l'assemblée.

3. Suivez les instructions fournies pour accéder à l'assemblée et voter lorsqu'on vous y invitera

Tous les actionnaires doivent fournir au fondé de pouvoir qu'ils ont nommé l'information relative au fondé de pouvoir exactement comme ils l'ont fournie à Broadridge en ligne à [www.proxyvote.com](http://www.proxyvote.com) ou dans leur formulaire d'instructions de vote ou formulaire de procuration pour que leur fondé de pouvoir puisse accéder à l'assemblée et exercer les droits de vote rattachés à leurs actions durant la webémission en direct. Les fondés de pouvoir qui ont oublié ou égaré l'information relative au fondé de pouvoir doivent communiquer avec l'actionnaire qui les a nommés dès que possible. Si l'actionnaire a oublié ou égaré l'information relative au fondé de pouvoir, il doit suivre les étapes décrites à la rubrique « Que dois-je faire pour accéder et voter à l'assemblée... si je suis un actionnaire non inscrit? » dès que possible.

### *....SI JE SUIS UN INVITÉ?*

Si vous souhaitez accéder à l'assemblée en tant qu'invité, vous pouvez vous brancher à l'assemblée de la manière indiquée ci-après. Veuillez noter que les invités pourront écouter l'assemblée, mais ne pourront pas poser des questions ou voter. Si vous souhaitez communiquer avec le président ou un membre du conseil, vous pouvez vous adresser au bureau de la Secrétaire dont les coordonnées figurent sur le site Web de Pages Jaunes Limitée (<https://entreprise.pj.ca>). Veuillez lire et suivre attentivement les instructions qui figurent ci-après :

1. Allez à [www.virtualshareholdermeeting.com/YP2021](http://www.virtualshareholdermeeting.com/YP2021) et branchez-vous au moins 15 minutes avant le début de l'assemblée, ce qui devrait vous donner amplement le temps d'accéder à l'assemblée virtuelle et de suivre la procédure appropriée.
2. Remplissez la section ENTRÉE DES INVITÉS et cliquez sur « Entrez ici ».

## **POSER DES QUESTIONS À L'ASSEMBLÉE**

La Société estime que la capacité de participer à l'assemblée d'une manière significative, y compris poser des questions, demeure importante en dépit de la décision de tenir l'assemblée de cette année de manière virtuelle. Les actionnaires inscrits, les fondés de pouvoir et les actionnaires non inscrits auront l'occasion de poser des questions par écrit à l'assemblée en envoyant un message au président de l'assemblée en ligne par l'intermédiaire de la plate-forme de l'assemblée virtuelle. On prévoit que les actionnaires auront essentiellement les mêmes possibilités de poser des questions sur les points à l'ordre du jour de l'assemblée que par les années passées lorsque l'assemblée annuelle des actionnaires se tenait en personne.



## DIFFICULTÉS À ACCÉDER À L'ASSEMBLÉE

Si vous éprouvez des difficultés à accéder à l'assemblée virtuelle pendant que vous vous branchez ou durant l'assemblée, veuillez communiquer avec le soutien technique, dont le numéro sera affiché sur la page d'accès à l'assemblée virtuelle des actionnaires.

Si vous accédez à l'assemblée, vous devez demeurer connecté à Internet en tout temps durant l'assemblée afin de pouvoir voter lorsque le scrutin commencera. Il vous incombe de vous assurer de rester connecté à Internet pendant toute la durée de l'assemblée. Veuillez noter que si vous perdez votre connectivité une fois que l'assemblée sera commencée, vous risquez de manquer de temps pour résoudre votre problème avant la fin du scrutin. Par conséquent, même si vous prévoyez actuellement accéder à l'assemblée et voter durant la webémission en direct, vous devriez envisager la possibilité d'exercer les droits de vote rattachés à vos actions à l'avance ou par procuration de sorte que votre vote soit comptabilisé si jamais vous éprouvez des difficultés techniques ou que vous ne pouvez par ailleurs accéder à l'assemblée.

## QUE DOIS-JE FAIRE POUR VOTER PAR PROCURATION OU À L'AVANCE...

Le fait de fournir des instructions de vote en ligne à [www.proxyvote.com](http://www.proxyvote.com) ou par téléphone ou de signer et de retourner le formulaire de procuration ou le formulaire d'instructions de vote que vous avez reçu avec l'avis, dans chaque cas conformément aux instructions qui figurent ci-après et dans votre formulaire de procuration ou formulaire d'instructions de vote, autorise Susan Kudzman et David A. Eckert (les « **fondés de pouvoir désignés** ») à exercer les droits de vote rattachés à vos actions à l'assemblée conformément à vos instructions. **Chaque actionnaire a le droit de nommer une autre personne ou société que les personnes nommées dans le formulaire de procuration (qui ne doit pas nécessairement être un actionnaire) pour le représenter à l'assemblée.**

### ...SI JE SUIS UN ACTIONNAIRE INSCRIT?

Si vous n'avez pas l'intention d'accéder à l'assemblée et de voter durant la webémission en direct, nous vous encourageons à transmettre vos instructions de vote aux fondés de pouvoir désignés par Internet à [www.proxyvote.com](http://www.proxyvote.com) ou par téléphone, ou en retournant le formulaire de procuration à Broadridge, dans chaque cas conformément aux instructions qui figurent dans le formulaire de procuration.

De même, vous pouvez nommer une autre personne ou société (qui ne doit pas nécessairement être un actionnaire) pour vous représenter à l'assemblée. Étant donné que l'assemblée aura lieu virtuellement, la procédure de nomination d'une autre personne en tant que fondé de pouvoir (plutôt que les fondés de pouvoir désignés) chargée d'accéder à l'assemblée et de voter en votre nom diffère de celle qui doit être utilisée pour les assemblées en personne. Vous devez donc suivre très attentivement les instructions qui figurent dans votre formulaire de procuration, y compris :

- inscrire un « nom de fondé de pouvoir » et désigner un « numéro d'identification de fondé de pouvoir » à huit caractères (collectivement, l'« information relative au fondé de pouvoir ») en ligne à [www.proxyvote.com](http://www.proxyvote.com) ou dans les espaces prévus à cette fin dans votre formulaire de procuration;
- informer votre fondé de pouvoir du nom de fondé de pouvoir et du numéro d'identification de fondé de pouvoir exacts avant l'assemblée. Votre fondé de pouvoir aura besoin de votre nom de fondé de pouvoir et de votre numéro d'identification de fondé de pouvoir pour pouvoir accéder à l'assemblée et voter en votre nom.

Nous vous encourageons à nommer votre fondé de pouvoir en ligne à [www.proxyvote.com](http://www.proxyvote.com) conformément aux instructions qui figurent dans le formulaire de procuration, afin de vous protéger contre le risque de perturbation des services postaux dans le contexte actuel et de pouvoir partager plus facilement avec votre fondé de pouvoir l'information relative au fondé de pouvoir que vous aurez créée. Vous pouvez également remplir et retourner votre formulaire de procuration en suivant les instructions qui figurent dans celui-ci.

Veuillez noter que si vous souhaitez nommer une autre personne comme fondé de pouvoir que les fondés de pouvoir désignés et que vous ne désignez pas l'information relative au fondé de pouvoir requise au moment d'effectuer la nomination en ligne ou de remplir votre formulaire de procuration ou si vous ne fournissez pas le nom de fondé de pouvoir et le numéro d'identification de fondé de pouvoir exacts à cette autre personne, celle-ci ne sera pas en mesure d'accéder à l'assemblée et de voter en votre nom.

### Quelle est la date limite pour la remise de ma procuration?

Nous vous encourageons à transmettre vos instructions de vote ou à nommer votre fondé de pouvoir en ligne à [www.proxyvote.com](http://www.proxyvote.com) ou par téléphone, dans chaque cas conformément aux instructions qui figurent dans le formulaire de procuration, afin de vous protéger contre le risque de perturbation des services postaux dans le contexte actuel. Ces instructions doivent être transmises au plus tard à 23 h 59 (heure de l'Est) le 11 mai 2021 ou en cas d'ajournement de l'assemblée, au moins 48 heures (à l'exclusion des samedis, des dimanches et des jours fériés en Ontario) avant la reprise de l'assemblée (la « **date limite pour la remise des procurations** »). Si vous préférez, vous pouvez également remplir votre formulaire de procuration et le retourner à Broadridge, à l'adresse suivante : Data Processing Centre, P.O. Box 3700 STN Industrial Park, Markham (Ontario) L3R 9Z9. Broadridge doit recevoir votre formulaire de procuration rempli avant la date limite pour la remise des procurations.

Le fait de transmettre vos instructions de vote au fondé de pouvoir désigné ou de nommer une autre personne à titre de fondé de pouvoir vous assurera que votre vote sera comptabilisé à l'assemblée, et ce, même si vous décidez ultérieurement de ne pas assister à l'assemblée ou que vous ne pouvez accéder à l'assemblée en raison de difficultés techniques. Si vous accédez à l'assemblée et que vous votez à l'égard d'une question durant la webémission en direct, cela aura pour effet de révoquer toute procuration déjà remise.

### Si je change d'avis, comment puis-je révoquer ma procuration?

Vous pouvez révoquer toute procuration antérieure en transmettant de nouvelles instructions de vote ou information relative au fondé de pouvoir à [www.proxyvote.com](http://www.proxyvote.com) ultérieurement ou un nouveau formulaire de procuration portant une date ultérieure. Cependant, pour que vos nouvelles instructions de vote ou nomination prennent effet, Broadridge doit les recevoir au plus tard à 23 h 59 (heure de l'Est) le 11 mai 2021 ou, en cas d'ajournement de l'assemblée, au moins 48 heures (à l'exclusion des samedis, des dimanches et des jours fériés en Ontario) avant la reprise de l'assemblée.

Vous pouvez également révoquer toute procuration antérieure i) en déposant un instrument qui porte la signature de l'actionnaire ou celle de son représentant légal autorisé par écrit ou, si l'actionnaire est une société, qui porte le sceau de celle-ci ou la signature de l'un de ses dirigeants ou de ses représentants légaux dûment autorisés au siège social de la Société au plus tard le jour ouvrable qui précède le jour de l'assemblée, ou toute reprise de celle-ci, à laquelle la procuration doit être utilisée ou ii) de toute autre manière permise par la loi. Si vous accédez à l'assemblée virtuelle et que vous votez à l'égard d'une question durant la webémission en direct, cela aura pour effet de révoquer toute procuration remise antérieurement.

Le siège social de la Société est situé au 1751, rue Richardson, bureau 8.300, Montréal (Québec) H3K 1G6. Si vous souhaitez fournir de nouvelles instructions de vote et non simplement révoquer votre procuration (sauf s'il est renoncé à faire respecter la date limite pour la remise des procurations), Broadridge doit recevoir vos nouvelles instructions de vote au plus tard à 23 h 59 (heure de l'Est) le 11 mai 2021 ou, en cas de report ou d'ajournement de l'assemblée, au moins 48 heures (à l'exclusion des samedis, des dimanches et des jours fériés en Ontario) avant la reprise de l'assemblée. La Société se réserve le droit d'accepter les procurations reçues en retard et de renoncer à faire respecter la date limite pour la remise des procurations avec ou sans préavis, mais elle n'est pas tenue d'accepter ou de refuser des procurations particulières reçues en retard.

### ...SI JE SUIS UN ACTIONNAIRE NON INSCRIT?

Toutes les actions détenues en propriété véritable par les actionnaires non inscrits (les « **actionnaires non inscrits** ») sont immatriculées au nom d'un dépositaire ou d'un prête-nom comme un fiduciaire, une institution financière ou un courtier en valeurs (un « intermédiaire »). Par exemple, les actions qui figurent dans un relevé de compte transmis par le courtier d'un actionnaire ne sont pas immatriculées au nom de l'actionnaire.

Les lois sur les valeurs mobilières applicables exigent que les intermédiaires des actionnaires obtiennent leurs instructions de vote avant l'assemblée. Par conséquent, vous recevrez ou avez déjà reçu de votre intermédiaire une demande d'instructions de vote visant le nombre d'actions dont vous avez la propriété véritable. Ce formulaire comprendra des instructions sur la façon de transmettre des instructions de vote à votre intermédiaire ou de vous nommer ou de nommer une autre personne chargée d'accéder à l'assemblée et de voter en votre nom durant la webémission en direct.

#### *Transmettre vos instructions de vote*

Vous pouvez transmettre vos instructions de vote en suivant les directives qui figurent dans le formulaire d'instructions de vote que vous avez reçu de votre intermédiaire. Nous vous encourageons à le faire en ligne à [www.proxyvote.com](http://www.proxyvote.com) ou par téléphone si votre intermédiaire vous offre cette option. Vous pouvez également cocher vos instructions de vote sur le formulaire d'instructions de vote ou le formulaire de procuration que vous avez reçu de votre intermédiaire, ainsi que signer et retourner ce formulaire conformément aux directives et à l'intérieur des délais fournis par votre intermédiaire. Broadridge doit recevoir vos instructions de vote au plus tard à la date limite pour la remise des procurations.

#### *Vous nommer (ou nommer une autre personne) pour l'exercice des droits de vote à l'assemblée*

Si vous souhaitez accéder à l'assemblée virtuelle et voter durant la webémission en direct (ou nommer une autre personne que les fondés de pouvoir désignés), nous vous encourageons à le faire en ligne à [www.proxyvote.com](http://www.proxyvote.com) en suivant les directives qui figurent dans votre formulaire d'instructions de vote ou formulaire de procuration, si votre intermédiaire vous offre cette option. Vous pouvez aussi le faire en inscrivant votre nom (ou celui de l'autre personne) dans l'espace prévu à cette fin dans votre formulaire d'instructions de vote et retourner ce dernier conformément aux directives reçues de votre intermédiaire. Ne remplissez pas la section relative à l'exercice des droits de vote du formulaire d'instructions de vote ou formulaire de procuration étant donné que vous voterez à l'assemblée durant la webémission en direct ou que la personne que vous aurez désignée le fera.

Étant donné que l'assemblée sera tenue virtuellement, la procédure à suivre par les actionnaires non inscrits qui veulent se nommer ou nommer une autre personne (plutôt que les fondés de pouvoir désignés) afin d'accéder à l'assemblée et de voter durant la webémission en direct diffère de celle qui est utilisée pour les assemblées en personne. Outre les étapes susmentionnées, vous devez suivre très attentivement les directives supplémentaires qui figurent dans votre formulaire d'instructions de vote ou formulaire de procuration, y compris :

- inscrire un « nom de fondé de pouvoir » et désigner un « numéro d'identification de fondé de pouvoir » à huit caractères en ligne à [www.proxyvote.com](http://www.proxyvote.com) ou dans les espaces prévus à cette fin dans votre formulaire de procuration. Vous devez effectuer cette étape que vous souhaitez ou non vous nommer ou nommer une autre personne (plutôt que les fondés de pouvoir désignés);
- si vous avez nommé une autre personne que vous pour qu'elle accède à l'assemblée et vote en votre nom, informer votre fondé de pouvoir du nom de fondé de pouvoir et du numéro d'identification de fondé de pouvoir exacts avant l'assemblée.

Nous vous encourageons à vous nommer ou à nommer une autre personne (plutôt que les fondés de pouvoir désignés) en ligne à [www.proxyvote.com](http://www.proxyvote.com), afin de vous protéger contre le risque de perturbation des services postaux dans le contexte actuel et de pouvoir partager plus facilement l'information relative au fondé de pouvoir que vous aurez désignée avec toute autre personne que vous aurez nommée pour qu'elle vous représente à l'assemblée. Si vous ne désignez pas l'information relative au fondé de pouvoir requise au moment d'effectuer la nomination en ligne ou de remplir votre formulaire d'instructions de vote ou que vous ne fournissez pas le numéro d'identification de fondé de pouvoir et le nom de fondé de pouvoir exacts à l'autre personne (que les fondés de pouvoir désignés) qui a été nommée pour accéder à l'assemblée et de voter en votre nom, ni vous ni cette autre personne, selon le cas, ne pourrez accéder à l'assemblée et voter.

#### *Quelle est la date limite pour la transmission de mes instructions de vote?*

Votre intermédiaire doit recevoir vos instructions de vote ou votre nomination suffisamment à l'avance pour pouvoir suivre vos instructions. Nous vous encourageons à fournir vos instructions de vote ou votre nomination en ligne à [www.proxyvote.com](http://www.proxyvote.com), conformément aux instructions qui figurent dans votre formulaire d'instructions de vote ou formulaire de procuration, au plus tard à 23 h 59 (heure de l'Est) le 11 mai 2021 ou en cas d'ajournement de l'assemblée, au moins 48 heures (à l'exclusion des samedis, des dimanches et des jours fériés en Ontario) avant la reprise de l'assemblée. Si vous préférez, vous pouvez également remplir votre formulaire d'instructions de vote ou formulaire de procuration et le retourner à Broadridge, à l'adresse suivante : Data Processing Centre, P.O. Box 3700 STN Industrial Park, Markham (Ontario) L3R 9Z9. Broadridge doit recevoir votre formulaire d'instructions de vote ou formulaire de procuration rempli avant la date limite pour la remise des procurations.

#### *Si je change d'avis, comment puis-je révoquer mes instructions de vote antérieures?*

Vous pouvez révoquer vos instructions de vote ou nomination antérieures en fournissant de nouvelles instructions ou information relative au fondé de pouvoir ultérieurement en ligne à [www.proxyvote.com](http://www.proxyvote.com), par téléphone ou en remplissant un formulaire d'instructions de vote ou formulaire de procuration portant une date ultérieure, dans chaque cas conformément aux directives qui figurent dans votre formulaire d'instructions de vote ou formulaire de procuration, à la condition que vos nouvelles instructions de vote ou votre nouvelle nomination parviennent à Broadridge avant 23 h 59 (heure de l'Est) le 11 mai 2021 ou en cas d'ajournement de l'assemblée, au moins 48 heures (à l'exclusion des samedis, des dimanches et des jours fériés) avant la reprise de l'assemblée. Les instructions reçues après cette date, mais avant l'assemblée n'auront d'effet que pour révoquer des instructions ou nomination antérieures. Par ailleurs, communiquez avec votre intermédiaire si vous voulez révoquer vos instructions de vote ou votre nomination antérieures.

Si vous êtes autorisé à accéder à l'assemblée et à voter durant la webémission en direct et que vous avez déjà fourni des instructions de vote ou nommé une autre personne chargée de voter en votre nom, vous pouvez accéder à l'assemblée et révoquer vos instructions de vote ou nominations antérieures. Cependant, vous ne pourrez voter à l'égard d'aucune question à l'assemblée durant la webémission en direct s'il n'a pas été renoncé à faire respecter la date limite pour la remise des procurations. Si vous ne voulez pas révoquer vos instructions de vote ou nominations antérieures, vous pourrez néanmoins accéder à l'assemblée et y poser des questions.

Les procurations, instructions de vote et nominations reçues après la date limite pour la remise des procurations n'auront d'effet que pour révoquer des procurations, instructions de vote ou nominations antérieures. La Société se réserve le droit d'accepter les procurations, instructions de vote et nominations reçues en retard et de renoncer à faire respecter la date limite pour la remise des procurations avec ou sans préavis, mais elle n'est pas tenue d'accepter ou de refuser des procurations, instructions de vote ou nominations particulières reçues en retard.

## *COMMENT SERONT EXERCÉS LES DROITS DE VOTE RATTACHÉS À MES ACTIONS SI JE DONNE MA PROCURATION?*

Lors d'un vote pouvant être tenu, les droits de vote rattachés aux actions visées par le formulaire de procuration seront exercés ou feront l'objet d'une abstention de vote conformément aux instructions données par l'actionnaire. Si l'actionnaire donne des indications de vote à propos d'une question, les droits de vote rattachés à ses actions sont exercés conformément à ces indications. **Si aucune indication n'est donnée à propos des questions énoncées aux points 2, 3 et 4 de l'avis de convocation à l'assemblée annuelle et extraordinaire ci-joint (l'« avis de convocation »), les personnes nommées dans le formulaire de procuration ont l'intention d'exercer les droits de vote conférés par la procuration POUR ces questions.**

Le formulaire de procuration confère à la personne qui y est nommée un pouvoir discrétionnaire à l'égard de toute modification proposée à l'égard d'une question mentionnée dans l'avis de convocation et sur d'autres questions dûment soumises à l'assemblée. À la date de la présente circulaire, les administrateurs n'ont connaissance d'aucune modification ou question semblable. Si des questions encore inconnues à ce jour devaient être dûment soumises à l'assemblée, le fondé de pouvoir votera à l'égard de celles-ci selon son bon jugement.

## ACTIONS EN CIRCULATION ET PRINCIPAUX ACTIONNAIRES

Les statuts de la Société l'autorisent à émettre un nombre illimité d'actions. Au 23 mars 2021, 27 783 815 actions étaient en circulation, chacune donnant à son porteur le droit d'exprimer une voix à l'égard de toutes les questions soumises à l'assemblée.

Au 23 mars 2021, exception faite de Gestion d'actifs GoldenTree (« **GoldenTree** »), de Conseils en placement Canso Ltée (« **Canso** ») et d'Empyrean Capital Partners, LP (« **Empyrean** »), aucune personne physique ou morale n'était, à la connaissance des administrateurs et des hauts dirigeants de la Société, propriétaire véritable de 10 % ou plus des actions ni ne contrôlait 10 % ou plus des actions, directement ou indirectement.

Selon la déclaration mensuelle la plus récente déposée en vertu du Règlement 62-103 sur le système d'alerte et questions connexes touchant les offres publiques et les déclarations d'initiés (le « **Règlement 62-103** ») datée du 30 décembre 2020, GoldenTree contrôlait 8 536 847 actions de la Société (les « **actions** »), soit, au 23 mars 2021, environ 30,68 % des actions. Selon la déclaration mensuelle la plus récente déposée en vertu du Règlement 62-103 datée du 9 février 2018, au 31 janvier 2018, Canso contrôlait 7 722 849 actions, ce qui représentait, au 23 mars 2021, environ 27,75 % des actions, et des débetures échangeables subordonnées de premier rang de Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée d'un capital de 39 538 639 \$ échéant le 30 novembre 2022 (les « **débetures échangeables** »), pouvant être échangées contre 2 076 609 actions supplémentaires. Selon la déclaration mensuelle la plus récente déposée en vertu du Règlement 62-103 datée du 10 septembre 2020, Empyrean exerçait une emprise sur 5 646 073 actions représentant, au 23 mars 2021, un pourcentage total d'environ 20,29 % des actions.

## ORDRE DU JOUR DE L'ASSEMBLÉE

L'avis de convocation indique que les actionnaires seront appelés à se prononcer sur la présentation des états financiers par la Société et sur les autres questions suivantes :

- i) l'élection des administrateurs pour l'exercice suivant;
- ii) la nomination de l'auditeur de la Société pour l'exercice suivant;
- iii) l'approbation d'une modification apportée au régime d'options d'achat d'actions de 2012 afin d'accroître les limites de participation des initiés et le nombre maximum d'actions pouvant être émises en faveur d'une personne pour le faire passer de 5 % à 10 % des actions émises et en circulation;
- iv) les autres questions dûment soumises à l'assemblée ou à toute reprise de celle-ci.

## PRÉSENTATION DES ÉTATS FINANCIERS

Le rapport annuel de 2020 de la Société comprend les états financiers qui seront présentés aux actionnaires. Il peut être obtenu sur SEDAR à [www.sedar.com](http://www.sedar.com) et sur notre site Web au <https://entreprise.pj.ca>. Un exemplaire de ces états financiers pourra également être obtenu à l'assemblée.

## ÉLECTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

### NOMBRE D'ADMINISTRATEURS ET ÉLECTION

Les statuts de la Société prévoient un minimum de trois (3) et un maximum de douze (12) administrateurs. Le conseil a fixé à cinq (5) le nombre d'administrateurs à élire à l'assemblée. En vertu des statuts de la Société, le nombre d'administrateurs sera réputé avoir été fixé à cinq (5).

Les administrateurs sont élus chaque année. Le mandat de chaque administrateur élu à l'assemblée prend fin à l'assemblée annuelle des actionnaires suivante, à moins que l'administrateur ne démissionne ou que son siège ne devienne vacant pour quelque autre motif que ce soit.

## CANDIDATS

Les personnes nommées dans le formulaire de procuration comptent voter POUR l'élection des candidats mentionnés ci-après, qui sont tous actuellement administrateurs, et ce, depuis les dates indiquées ci-après.

**Les actionnaires peuvent voter pour chaque administrateur individuellement. En outre, la Société a adopté une politique relative au vote majoritaire. Se reporter à l'« Annexe A : Information concernant les pratiques de gouvernance – Politique relative au vote majoritaire ».**

Les tableaux qui suivent présentent des renseignements détaillés sur les candidats à l'élection aux postes d'administrateurs et indiquent la date à laquelle chaque candidat est devenu pour la première fois administrateur de la Société.



Âge : 65 ans  
Massachusetts, États-Unis  
NON INDÉPENDANT  
Administrateur depuis le 10 mai 2017

DOMAINES D'EXPERTISE :

- Leadership de hauts dirigeants
- Finances
- Planification stratégique
- Expérience de l'industrie
- Ressources humaines
- Droit

### DAVID A. ECKERT

PRÉSIDENT ET CHEF DE LA DIRECTION, PAGES JAUNES LIMITÉE

*David A. Eckert* a été au cours des 30 dernières années chef de la direction de sociétés internationales œuvrant au sein de nombreux secteurs, y compris, récemment, Hibu Group Limited, fournisseur de services de marketing numérique et de publicité imprimée œuvrant auprès de petites et moyennes entreprises. Il a été vice-président et associé de Bain & Company et directeur de la formation de la Kellogg School of Management.

M. Eckert a été membre et/ou président du conseil d'administration de nombreuses entités ouvertes et fermées, dont Hibu Group Limited, X-Rite, Inc., Clean Harbors, Inc. (NYSE : CLH) et Italiaonline S.p.A. Il a récemment été nommé membre du conseil d'administration et du comité de mise en candidature et de rémunération de Solocal Group, société de solutions numériques. Il est diplômé en économie et en génie de l'université Northwestern et titulaire d'une maîtrise en administration des affaires de la Harvard Business School, où il a reçu les bourses Baker Scholar et Loeb Rhoades.

CONSEIL/COMITÉS	PRÉSENCE		AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES, MEMBRE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DES SOCIÉTÉS OUVERTES SUIVANTES		
			ENTITÉ	SECTEUR	POSTE
Conseil d'administration	8 sur 8	100 %	Solocal Group	Solutions numériques	Administrateur et membre du comité de mise en candidature et de rémunération
			Italiaonline S.p.A. (2015 à 2018)	Médias	Administrateur

TITRES DÉTENUS	ACTIONS		UNITÉS D'ACTIONS AVEC RESTRICTIONS		UNITÉS D'ACTIONS DIFFÉRÉES		NOMBRE TOTAL D'ACTIONS, D'UNITÉS D'ACTIONS AVEC RESTRICTIONS ET D'UNITÉS D'ACTIONS DIFFÉRÉES ET VALEUR TOTALE DE CELLES-CI	
	(n <sup>bre</sup> )	(\$)	(n <sup>bre</sup> )	(\$)	(n <sup>bre</sup> )	(\$)	(n <sup>bre</sup> )	(\$)
Au 15 mars 2021 <sup>1)</sup>	Néant	Néant	330 600		25 920		356 520	4 242 588

1) Cette valeur est calculée en fonction du cours de clôture des actions de la Société à la Bourse de Toronto (la « TSX ») à la date de référence du 15 mars 2021, soit 11,90 \$. La même méthode a été utilisée pour tous les administrateurs.



Âge : 59 ans  
 Californie, États-Unis  
 INDÉPENDANT  
 Administrateur depuis le 26 janvier 2012

- DOMAINES D'EXPERTISE :
- Leadership de hauts dirigeants
  - Finances
  - Planification stratégique
  - Expérience de l'industrie
  - Ventes
  - Marketing
  - Technologie de l'information
  - Droit
  - Politique publique et relations d'entreprise

## CRAIG FORMAN

ASSOCIÉ – CÔTE OUEST DE NEXTNEWS VENTURES LLC

Craig Forman est associé – côte ouest de NextNews Ventures LLC, société de placement ayant des bureaux à New York et à San Francisco. Jusqu'en septembre 2020, il a occupé le poste de président et chef de la direction de McClatchy Company, société du secteur de l'information établie en Californie. M. Forman a été président du conseil membre de la direction d'Appia, Inc., société de publicité mobile, d'août 2011 jusqu'à son acquisition par Digital Turbine Inc. et au conseil de laquelle il a siégé jusqu'en janvier 2017. M. Forman a également été président du conseil membre de la direction de WHERE, Inc., société du secteur des médias localisés qui a été acquise par eBay de 2010 à 2011. De 2006 à 2009, il a été vice-président directeur et président, Accès et auditoire et directeur en chef des produits chez EarthLink, Inc. M. Forman compte plus de 20 ans d'expérience dans les secteurs liés à Internet, aux médias et aux communications.

M. Forman est titulaire d'un diplôme de premier cycle en affaires publiques et internationales de la Woodrow Wilson School of Public and International Affairs de l'université Princeton et d'une maîtrise en droit de la Yale Law School. M. Forman a terminé le programme de formation des administrateurs de l'université Stanford et le programme de la Harvard Business School visant à rendre les conseils d'entreprises plus efficaces.

M. Forman est président du comité de gouvernance d'entreprise et de nomination et membre du comité des ressources humaines et de la rémunération.

CONSEIL/COMITÉS	PRÉSENCE		AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES, MEMBRE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DES SOCIÉTÉS OUVERTES SUIVANTES		
			ENTITÉ	SECTEUR	POSTE
Conseil d'administration	6 sur 8	75 %	McClatchy Company (2013 à 2020)	Fournisseur d'informations et de nouvelles	Administrateur
Comité de gouvernance d'entreprise et de nomination	5 sur 5	100 %	Digital Turbine Inc. (2015 à 2017)	Médias et communications mobiles	Administrateur
Comité des ressources humaines et de la rémunération	7 sur 7	100 %	YuMe, Inc (2015 à 2016)	Solutions de publicité vidéo numérique	Administrateur

TITRES DÉTENUS	ACTIONS		UNITÉS D'ACTIONS DIFFÉRÉES		NOMBRE TOTAL D'ACTIONS, D'UNITÉS D'ACTIONS AVEC RESTRICTIONS ET D'UNITÉS D'ACTIONS DIFFÉRÉES ET VALEUR TOTALE DE CELLES-CI	
	(n <sup>bre</sup> )	(\$)	(n <sup>bre</sup> )	(\$)	(n <sup>bre</sup> )	(\$)
Au 15 mars 2021	4 000		66 139		70 139	834 654



Âge : 45 ans  
Cheshire, Royaume-Uni  
INDÉPENDANT  
Administrateur depuis le 4 décembre 2017

DOMAINES D'EXPERTISE :  
▪ Leadership de hauts dirigeants  
▪ Finances  
▪ Expérience de l'industrie

## ROB HALL

### ADMINISTRATEUR DE SOCIÉTÉS

Rob Hall a été chef des finances de Hibu Group Limited, fournisseur de services de marketing numérique et de publicité imprimée œuvrant auprès de petites et moyennes entreprises du Royaume-Uni et des États-Unis, de mars 2014 à juillet 2018. M. Hall continue de siéger au conseil de Hibu Group Limited, à laquelle il s'est joint en 2003 et où il a occupé divers postes dans le secteur des finances au Royaume-Uni et aux États-Unis. Il est titulaire d'un baccalauréat en administration des affaires de l'université de Swansea, au Royaume-Uni, et est comptable en management accrédité.

M. Hall est président du comité d'audit et il siège au comité des ressources humaines et de la rémunération, au comité ad hoc et au comité de gouvernance d'entreprise et de nomination.

CONSEIL/COMITÉS	PRÉSENCE		AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES, MEMBRE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DES SOCIÉTÉS OUVERTES SUIVANTES		
			ENTITÉ	SECTEUR	POSTE
Conseil d'administration	8 sur 8	100 %	s. o.	s. o.	s. o.
Comité d'audit	5 sur 5	100 %			
Comité des ressources humaines et de la rémunération	7 sur 7	100 %			
Comité de gouvernance d'entreprise et de nomination	2 sur 2	100 %			

TITRES DÉTENUS	ACTIONS		UNITÉS D'ACTIONS DIFFÉRÉES		NOMBRE TOTAL D'ACTIONS, D'UNITÉS D'ACTIONS AVEC RESTRICTIONS ET D'UNITÉS D'ACTIONS DIFFÉRÉES ET VALEUR TOTALE DE CELLES-CI	
	(n <sup>bre</sup> )	(\$)	(n <sup>bre</sup> )	(\$)	(n <sup>bre</sup> )	(\$)
Au 15 mars 2021	Néant	Néant	47 468		47 468	564 869



Âge : 58 ans  
Québec, Canada  
INDÉPENDANTE  
Administratrice depuis le 15 octobre 2014

DOMAINES D'EXPERTISE :  
▪ Leadership de hauts dirigeants  
▪ Finances  
▪ Planification stratégique  
▪ Ressources humaines  
▪ Politique publique et relations d'entreprise

## SUSAN KUDZMAN

### ADMINISTRATRICE DE SOCIÉTÉS

Susan Kudzman a plus récemment été vice-présidente exécutive et chef de la gestion des risques et affaires corporatives de la Banque Laurentienne. Auparavant, elle occupait le poste de première vice-présidente et chef de la direction des risques à la Caisse de dépôt et placement du Québec, où elle était responsable de la gestion des risques, des services aux déposants, du calcul et de l'analyse du rendement et de la planification stratégique. M<sup>me</sup> Kudzman siège actuellement au conseil d'administration de Transat A.T. inc., voyageur et société aérienne d'envergure internationale. Elle est membre du conseil d'administration de Medavie, société de services de santé qui fournit des services d'ambulance et de soins à domicile ainsi que de l'assurance collective et individuelle par l'intermédiaire de sa division Croix Bleue. Elle est également membre du Festival du nouveau cinéma. Plus récemment, elle s'est jointe au conseil de Financeit, plate-forme de prêt numérique, à Nomad Royalty Company, société de redevances liées à l'or et à l'argent et à PSP, important gestionnaire d'actifs canadien du Régime de retraite de la fonction publique canadien.

M<sup>me</sup> Kudzman est titulaire d'un baccalauréat en sciences actuarielles et détient les titres de Fellow de l'Institut canadien des actuaires (FICA), de Fellow de la Société des actuaires (FSA) et d'analyste agréée du risque d'entreprise (CERA).

M<sup>me</sup> Kudzman est présidente du conseil et membre d'office de tous ses comités.

CONSEIL/COMITÉS	PRÉSENCE		AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES, MEMBRE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DES SOCIÉTÉS OUVERTES SUIVANTES		
			ENTITÉ	SECTEUR	POSTE
Conseil d'administration	8 sur 8	100 %	Transat A.T. inc. (depuis 2014)	Voyagiste et société aérienne d'envergure internationale	Administrateur
			Nomad Royalty Company (depuis 2020)	Or et argent	Administratrice
			AtmanCo, Inc. (2013 – 2015)	Évaluation d'employés en ligne	Administratrice et membre du comité d'audit

TITRES DÉTENUS	ACTIONS		UNITÉS D'ACTIONS DIFFÉRÉES		NOMBRE TOTAL D'ACTIONS, D'UNITÉS D'ACTIONS AVEC RESTRICTIONS ET D'UNITÉS D'ACTIONS DIFFÉRÉES ET VALEUR TOTALE DE CELLES-CI	
	(n <sup>bre</sup> )	(\$)	(n <sup>bre</sup> )	(\$)	(n <sup>bre</sup> )	(\$)
Au 15 mars 2021	Néant	Néant	108 235		108 235	1 287 996





Âge : 67 ans  
Tel Aviv, Israël  
INDÉPENDANT  
Administrateur depuis le 4 décembre 2017

DOMAINES D'EXPERTISE :  
▪ Leadership de hauts dirigeants  
▪ Finances  
▪ Planification stratégique  
▪ Expérience de l'industrie

## PAUL W. RUSSO

### ADMINISTRATEUR DE SOCIÉTÉS

Paul W. Russo a été plus récemment chef de la direction de Color Spot Holdings, Inc., le plus grand producteur de plantes et d'arbustes en pots des États-Unis. Auparavant, il a été vice-président directeur, Expansion des affaires, de Hibu Group Limited, fournisseur de services de marketing numérique et de publicité imprimée œuvrant auprès de petites et moyennes entreprises, durant la mise en œuvre réussie de son plan de redressement et associé de Bain & Company. M. Russo siège actuellement au conseil d'administration ainsi qu'au comité d'audit de Solocal Group S.A., société de solutions numériques.

M. Russo est titulaire d'un baccalauréat en administration des affaires de l'université de Californie à Berkeley, d'une maîtrise en administration des affaires de la Harvard Business School et du titre de CPA.

M. Russo est président du comité des ressources humaines et de la rémunération et siège au comité d'audit.

CONSEIL/COMITÉS	PRÉSENCE		AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES, MEMBRE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DES SOCIÉTÉS OUVERTES SUIVANTES		
			ENTITÉ	SECTEUR	POSTE
Conseil d'administration	8 sur 8	100 %	Solocal Group S.A. (depuis 2020)	Solutions numériques	Administrateur et membre du comité d'audit
Comité des ressources humaines et de la rémunération	7 sur 7	100 %			
Comité d'audit	5 sur 5	100 %			

TITRES DÉTENUS	ACTIONS		UNITÉS D'ACTIONS DIFFÉRÉES		NOMBRE TOTAL D'ACTIONS, D'UNITÉS D'ACTIONS AVEC RESTRICTIONS ET D'UNITÉS D'ACTIONS DIFFÉRÉES ET VALEUR TOTALE DE CELLES-CI	
	(n <sup>bre</sup> )	(\$)	(n <sup>bre</sup> )	(\$)	(n <sup>bre</sup> )	(\$)
Au 15 mars 2021	Néant	Néant	43 845		43 845	521 755

À la connaissance de la Société : i) aucun de ses administrateurs proposés n'est, à la date de la présente circulaire, ou n'a été, au cours des dix (10) années précédant cette date, administrateur, chef de la direction ou chef de la direction financière d'une société qui : a) pendant qu'il occupait cette fonction, a fait l'objet d'une ordonnance d'interdiction d'opérations ou d'une ordonnance semblable ou s'est vu refuser le droit de se prévaloir de toute dispense prévue par la législation en valeurs mobilières en vigueur pendant plus de trente (30) jours consécutifs; ou b) après la cessation de ses fonctions, a fait l'objet d'une ordonnance d'interdiction d'opérations ou d'une ordonnance semblable ou s'est vu refuser le droit de se prévaloir de toute dispense prévue par la législation en valeurs mobilières en vigueur pendant plus de trente (30) jours consécutifs en raison d'un événement survenu pendant qu'il exerçait cette fonction; ii) aucun des administrateurs proposés n'est, à la date de la présente circulaire, ou n'a été au cours des dix (10) années précédant cette date, administrateur ou membre de la haute direction d'une société qui, pendant qu'il exerçait cette fonction ou dans l'année suivant la cessation de cette fonction, a fait faillite, fait une proposition concordataire en vertu de la législation sur la faillite ou l'insolvabilité, été poursuivie par ses créanciers, conclu un concordat ou un compromis avec eux, intenté des poursuites contre eux, pris des dispositions ou fait des démarches en vue de conclure un concordat ou un compromis avec eux, ou pour laquelle un séquestre, un séquestre-gérant ou un syndic de faillite a été nommé pour détenir ses biens, à l'exception de Paul W. Russo, qui était chef de la direction de Color Spot Holdings lorsqu'elle a présenté une demande de protection en vertu du *Chapter 11* au tribunal américain du Delaware le 29 mai 2018 et Craig Forman, qui était président et chef de la direction de McClatchy Company lorsqu'elle a présenté une demande de protection en vertu du *Chapter 11* au tribunal américain de New York le 13 février 2020 ou iii) aucun administrateur proposé, au cours des dix (10) années précédant la date de la présente circulaire, n'a fait faillite, fait une proposition concordataire en vertu de la législation sur la faillite ou l'insolvabilité, été poursuivi par ses créanciers, conclu un concordat ou un compromis avec eux, intenté des poursuites contre eux, pris des dispositions ou fait des démarches en vue de conclure un concordat ou un compromis avec eux, et aucun séquestre, séquestre gérant ou syndic de faillite n'a été nommé pour détenir ses biens, à l'exception de Craig Forman, qui a été administrateur de Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée pendant diverses périodes immédiatement avant la mise en œuvre de la restructuration du capital le 20 décembre 2012 (la « **restructuration du capital** ») conformément à un plan d'arrangement approuvé par le tribunal en vertu de la LCSA, aux termes de laquelle les anciens titres de Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée et tous les droits s'y rattachant ont été annulés et échangés contre, selon le cas, une somme en espèces et des actions ordinaires et des bons de souscription de la Société, ainsi que de nouveaux billets garantis de premier rang et de nouvelles débetures échangeables subordonnées de Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée.

# RÉSULTATS DU VOTE À L'ASSEMBLÉE ANNUELLE DE 2020

Le tableau qui suit présente les résultats des scrutins tenus à l'assemblée annuelle des actionnaires de la Société de 2020.

QUESTIONS SOUMISES AU VOTE	ÉLECTION DES ADMINISTRATEURS				
<b>1. Élection des administrateurs</b>		<b>Pour</b>		<b>Abstention</b>	
	<b>Nom</b>	<b>(n<sup>bre</sup>)</b>	<b>(%)</b>	<b>(n<sup>bre</sup>)</b>	<b>(%)</b>
	David A. Eckert	23 751 896	99,92	18 870	0,08
	Craig Forman	23 721 313	99,75	58 453	0,25
	Rob Hall	23 725 156	99,81	45 610	0,19
	Susan Kudzman	23 733 376	99,84	37 390	0,16
	Kalpana Raina <sup>1)</sup>	23 687 619	99,65	83 147	0,35
	Paul W. Russo	23 726 775	99,82	43 911	0,18
1) M <sup>me</sup> Raina ne présentera pas de nouveau sa candidature à l'élection qui aura lieu à l'assemblée.					
<b>2. Nomination de l'auditeur de la Société</b>		<b>Pour</b>		<b>Abstention</b>	
		<b>(n<sup>bre</sup>)</b>	<b>(%)</b>	<b>(n<sup>bre</sup>)</b>	<b>(%)</b>
	Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.	23 937 386	99,87	31 989	0,13
<b>3. Réduction du capital déclaré de la Société</b>		<b>Pour</b>		<b>Abstention</b>	
		<b>(n<sup>bre</sup>)</b>	<b>(%)</b>	<b>(n<sup>bre</sup>)</b>	<b>(%)</b>
		23 705 192	99,72	65 574	0,28
<b>4. Prorogation de la Société de société constituée sous le régime de la Loi canadienne sur les sociétés par actions en société constituée sous le régime de la Business Corporations Act de la Colombie-Britannique</b>		<b>Pour</b>		<b>Abstention</b>	
		<b>(n<sup>bre</sup>)</b>	<b>(%)</b>	<b>(n<sup>bre</sup>)</b>	<b>(%)</b>
		22 235 002	93,54	1 535 764	6,46
<b>5. Modification du régime d'options d'achat d'actions de 2012</b>		<b>Pour</b>		<b>Abstention</b>	
		<b>(n<sup>bre</sup>)</b>	<b>(%)</b>	<b>(n<sup>bre</sup>)</b>	<b>(%)</b>
		23 687 366	99,65	83 100	0,35

## RÉUNIONS DU CONSEIL ET DES COMITÉS

Le tableau suivant indique la présence des administrateurs aux réunions du conseil et des comités au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2020.

NOM	CONSEIL D'ADMINISTRATION	COMITÉ D'AUDIT	COMITÉ DES RESSOURCES HUMAINES ET DE LA RÉMUNÉRATION	COMITÉ DE GOUVERNANCE D'ENTREPRISE ET DE NOMINATION	COMITÉ AD HOC <sup>1)</sup>	TOTAL
David A. Eckert <sup>2)</sup>	13 sur 13	-	-	-	-	100 %
Craig Forman <sup>3)</sup>	12 sur 13	-	6 sur 6	5 sur 5	-	96 %
Rob Hall <sup>4)</sup>	12 sur 13	5 sur 5	6 sur 6	2 sur 2	-	96 %
Susan Kudzman <sup>5)</sup>	13 sur 13	-	-	-	-	100 %
Donald H. Morrison <sup>6)</sup>	2 sur 2	-	-	2 sur 2	-	100 %
Kalpana Raina <sup>7)</sup>	12 sur 13	5 sur 5	-	5 sur 5	-	96 %
Paul W. Russo <sup>8)</sup>	13 sur 13	5 sur 5	6 sur 6	-	-	100 %
<b>TOTAL</b>	<b>96 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>s. o.</b>	<b>98 %</b>

1) Le comité ad hoc n'a tenu aucune réunion en 2020 et il a été dissous le 10 février 2021.

2) David A. Eckert a été nommé membre du comité ad hoc le 11 mai 2018 et président de ce comité le 18 mai 2018.

3) Craig Forman a été nommé président du comité de gouvernance d'entreprise et de nomination ainsi que membre du comité des ressources humaines et de la rémunération le 11 mai 2018.

4) Rob Hall a été nommé membre du comité d'audit le 15 février 2018 et président de ce comité, membre du comité ad hoc et du comité des ressources humaines et de la rémunération le 11 mai 2018 et membre du comité de gouvernance d'entreprise et de nomination le 5 août 2020.

5) Susan Kudzman a été nommée présidente du conseil et membre du comité ad hoc le 11 mai 2018.

6) Donald H. Morrison n'a pas présenté sa candidature en vue d'être réélu et a démissionné le 13 mai 2020.

7) Kalpana Raina a été nommée membre du comité d'audit le 11 mai 2018. Elle ne soumet pas sa candidature en vue d'être réélue à l'assemblée.

8) Paul W. Russo a été nommé membre du comité des ressources humaines et de la rémunération le 15 février 2018. Il a été nommé président du comité des ressources humaines et de la rémunération et membre du comité d'audit le 11 mai 2018.

## INDÉPENDANCE DU CONSEIL

Après avoir suivi les conseils du comité de gouvernance d'entreprise et de nomination, le conseil a établi que tous les administrateurs, à l'exception de David A. Eckert, sont indépendants au sens du Règlement 52-110 sur le comité d'audit des Autorités canadiennes en valeurs mobilières (les « ACVM ») et n'ont pas de relation importante avec la Société. M. Eckert n'est pas indépendant étant donné qu'il est président et chef de la direction de la Société. Par conséquent, plus de la majorité des membres du conseil et tous les membres des comités sont indépendants.

## MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION D'AUTRES SOCIÉTÉS ET MANDATS PARALLÈLES

Pour garantir que notre conseil demeure très indépendant et que tous les administrateurs respectent leur devoir d'agir efficacement et dans l'intérêt de la Société, le conseil revoit constamment le nombre d'autres conseils d'administration auxquels les administrateurs siègent. Plus précisément, le conseil a établi les règles qui suivent :

- **Nombre maximal de conseils** : Les administrateurs doivent limiter le nombre de conseils d'administration auxquels ils siègent à quatre (4) conseils de sociétés ouvertes, y compris la Société.
- **Nombre maximal de comités d'audit** : Les membres du comité d'audit de la Société ne peuvent pas siéger simultanément au comité d'audit de plus de trois (3) sociétés ouvertes, y compris le comité d'audit de la Société.

Tous les candidats proposés qui sont également administrateurs respectent actuellement ces lignes directrices. Le conseil est entièrement convaincu que chaque administrateur dispose du temps et des compétences qui lui permettent d'apporter une forte contribution au conseil. Tous les administrateurs ont démontré la volonté nécessaire à cet égard, comme le démontre le taux de présence aux réunions.

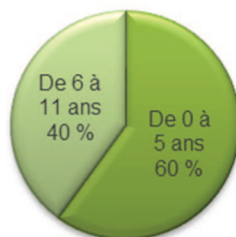
Les lignes directrices sur les pratiques de gouvernance de la Société prévoient que : i) avant d'accepter un nouveau mandat à un conseil d'administration (ou tout nouveau mandat au conseil d'une société fermée ou d'un organisme gouvernemental qui exige beaucoup de temps de travail), l'administrateur doit en informer officiellement le président du comité de gouvernance d'entreprise et de nomination afin de s'assurer que ce nouveau mandat ne créera pas de conflits d'intérêts avec son poste d'administrateur de la Société; ii) tout nouveau mandat au conseil d'une société ouverte auquel un autre administrateur siège déjà est assujéti à l'approbation du comité de gouvernance d'entreprise et de nomination afin de limiter le nombre de conseils d'administration et de comités d'autres sociétés ouvertes auxquels plus de deux (2) administrateurs de la Société siègent à un maximum de deux (2); iii) le président et chef de la direction de la Société doit obtenir l'autorisation préalable du conseil avant de siéger à un autre conseil d'administration; iv) aucun dirigeant de la Société ne peut être administrateur d'une société dont un administrateur indépendant de la Société est dirigeant.

Au 23 mars 2021, David A. Eckert et Paul W. Russo siègent au conseil d'administration de Solocal Group S.A., société de solutions numériques établie en France. Aucun autre administrateur ne siégeait avec un autre administrateur au conseil d'une autre société ouverte.

L'appartenance des administrateurs au conseil d'administration d'autres sociétés ouvertes au Canada ou à l'étranger est indiquée à la rubrique « Élection du conseil d'administration – Candidats ».

## DURÉE DU MANDAT DES ADMINISTRATEURS

Le graphique suivant indique le nombre d'années d'ancienneté des administrateurs actuels qui sont candidats à l'élection ou à la réélection au conseil de la Société :



Au 23 mars 2021, la durée moyenne du mandat des candidats au conseil de la Société en vue d'être élus ou réélus était de 5,7 ans.

## ORIENTATION ET FORMATION CONTINUE

Il incombe au comité de gouvernance d'entreprise et de nomination de mettre sur pied et de revoir les programmes d'orientation et de formation continue de la Société à l'intention des administrateurs. Les nouveaux administrateurs reçoivent une trousse d'information exhaustive sur les activités de la Société, ses plans stratégiques et opérationnels, son système de gouvernance et sa situation financière (y compris des rapports d'analystes), des renseignements sur la couverture d'assurance de la responsabilité civile des administrateurs et des dirigeants, ainsi que des copies des procès-verbaux des réunions du conseil et des comités tenues l'année précédente. Les nouveaux administrateurs rencontrent aussi le président et chef de la direction, le premier vice-président et chef de la direction financière et d'autres membres de la direction au besoin pour discuter de ces questions et se familiariser avec leur poste, les priorités de la Société, ses perspectives et les principaux risques et défis auxquels la Société ou son secteur d'activité sont confrontés.

Les membres du conseil ont régulièrement accès aux membres de la haute direction de la Société pour discuter des présentations du conseil et d'autres questions d'intérêt. De plus, les membres du conseil sont encouragés à partager les meilleures pratiques observées aux autres conseils où ils siègent.

La Société encourage également les membres de son conseil à participer à des programmes de formation continue externes, et ce, à ses frais dans une mesure raisonnable.

## ÉVALUATION DU RENDEMENT DU CONSEIL ET DE SES COMITÉS

En 2020, le comité de gouvernance d'entreprise et de nomination a procédé à une évaluation formelle du rendement et de l'efficacité du conseil, de ses comités, des présidents du conseil et de ses comités et des administrateurs. Le processus d'évaluation complet se divise en deux (2) volets principaux :

**Sondage en ligne** : Chaque administrateur a été appelé à remplir un sondage en ligne exhaustif comportant environ cinquante (50) questions portant sur une vaste gamme de sujets liés au conseil, notamment l'efficacité, la composition et la surveillance du conseil et de ses comités, la surveillance de la haute direction, la formation des administrateurs et la surveillance des risques.

**Rencontres individuelles** : Le président du comité de gouvernance d'entreprise et de nomination, conjointement avec la présidente du conseil, a rencontré individuellement les administrateurs afin de récolter leurs commentaires sur le rendement du conseil et de ses comités. Les points devant être abordés lors des discussions ont été transmis de façon préliminaire avant la rencontre afin d'orienter la discussion. Ils portaient sur l'examen des résultats du sondage en ligne, le rendement du conseil et de ses comités, de la présidente du conseil et du chef de la direction, l'efficacité des communications au sein du conseil, le rendement et l'apport personnel de chaque administrateur et les propositions d'amélioration. L'information qui en a résulté a été compilée et analysée par le président du comité de gouvernance d'entreprise et de nomination et transmise au conseil.

## RÉMUNÉRATION DES ADMINISTRATEURS

Chaque administrateur qui n'est pas un dirigeant salarié de la Société ou d'une de ses filiales (un « **administrateur non dirigeant** ») touche une rémunération pour siéger au conseil qui est composée d'espèces et d'une attribution annuelle de titres de capitaux propres payable sous forme d'unités d'actions différées, de même que des paiements en espèces pour présider un comité du conseil, le cas échéant. En outre, chaque administrateur reçoit à sa nomination une attribution unique d'unités d'actions différées de 75 000 \$ à titre de membre du conseil. Une description du régime d'unités d'actions différées adopté par la Société figure à la rubrique « – Rémunération des administrateurs – Régime d'unités d'actions différées ». Le tableau ci-après présente la structure de rémunération annuelle des administrateurs.

STRUCTURE DE RÉMUNÉRATION ANNUELLE DES ADMINISTRATEURS	ADMINISTRATEUR	PRÉSIDENT DU CONSEIL
Rémunération en espèces des administrateurs	85 000 \$	142 500 \$
Rémunération sous forme de titres de capitaux propres (unités d'actions différées) des administrateurs	65 000 \$	107 500 \$
<b>Total</b>	<b>150 000 \$</b>	<b>250 000 \$</b>

COMITÉS	RÉMUNÉRATION ANNUELLE
Président du comité d'audit	20 000 \$
Président du comité des ressources humaines et de la rémunération	15 000 \$
Président du comité de gouvernance d'entreprise et de nomination	10 000 \$
Président du comité ad hoc	-
Membre du comité d'audit	-
Membre du comité des ressources humaines et de la rémunération	-
Membre du comité de gouvernance d'entreprise et de nomination	-
Membre du comité ad hoc	-
Frais de déplacement (plus de 1 000 km)	1 500 \$

Les administrateurs ne touchent aucun jeton de présence. Les administrateurs qui sont tenus de parcourir plus de 1 000 km pour assister à une réunion du conseil ou d'un comité touchent une indemnité de déplacement de 1 500 \$ par réunion à laquelle ils assistent en personne. En raison de la pandémie de COVID-19, une seule réunion en personne a été tenue en 2020. La Société rembourse aussi aux administrateurs les dépenses raisonnables qu'ils engagent pour assister aux réunions du conseil et à celles des comités.

## RÉGIME D'UNITÉS D' ACTIONS DIFFÉRÉES

Le régime d'unités d'actions différées de la Société a été adopté le 12 juin 2013 et a par la suite été modifié et mis à jour avec prise d'effet au 20 octobre 2013 (le « **régime d'UAD** »). Le régime d'UAD a pour objet d'harmoniser davantage les intérêts des participants admissibles (définis ci-après) avec ceux des actionnaires. Les unités d'actions différées (les « **UAD** ») sont des unités théoriques attribuées aux participants admissibles ou portées au crédit de leur compte, sous réserve des dispositions du régime d'UAD, qui leur permettent de recevoir, sur une base différée, une action (achetée sur le marché secondaire) ou l'équivalent en espèces, au gré de la Société, au moment du rachat, à moins que les UAD n'expirent avant d'avoir été réglées. Les UAD peuvent être attribuées aux administrateurs (les « **administrateurs admissibles** ») ou aux employés de la Société (ou d'une de ses filiales) désignés par le conseil (les « **employés admissibles** ») et, avec les administrateurs admissibles, les « **participants admissibles** ». Les administrateurs admissibles peuvent choisir de recevoir jusqu'à 100 % de leur rémunération annuelle d'administrateur, mais au moins 65 000 \$ en ce qui concerne les administrateurs et 107 500 \$ en ce qui concerne la présidente du conseil, sous forme d'UAD. Les employés admissibles peuvent choisir de recevoir jusqu'à 100 % de leur rémunération annuelle de base et de leur attribution aux termes du régime incitatif à court terme sous forme d'UAD. Les UAD ne peuvent être cédées ni transférées sauf par voie testamentaire ou en vertu des lois sur la dévolution successorale.

Le nombre d'UAD émises à chaque participant admissible qui choisit de recevoir des UAD est calculé en divisant sa rémunération annuelle, ou son salaire de base annuel et son attribution aux termes du régime incitatif à court terme, devant être versée sous forme d'UAD, le cas échéant, par le cours moyen pondéré en fonction du volume des actions à la TSX pour la période de cinq (5) jours de bourse se terminant le jour de bourse précédant immédiatement la date d'octroi. Chaque fois que la Société déclare un dividende sur les actions ordinaires, des UAD supplémentaires d'une valeur équivalente à ce dividende sont portés au crédit du compte du participant à la date de versement du dividende.

Sauf indication contraire dans la convention d'attribution du participant admissible ou dans toute autre disposition du régime d'UAD, toutes les UAD attribuées aux termes du régime d'UAD sont portées au crédit du compte du participant à la date d'octroi, étant entendu ce qui suit : i) en ce qui concerne un administrateur admissible, cette personne doit avoir été un administrateur admissible tout au long de l'exercice visé par l'attribution; ii) aucun administrateur admissible n'a le droit de recevoir de prestation aux termes du régime d'UAD avant de cesser d'être un administrateur admissible (sans être un employé de la Société ou d'un membre de son groupe) ou un employé admissible, selon le cas, en raison : a) de la cessation de son emploi (avec ou sans motif valable, au sens du régime d'UAD) auprès de la Société ou d'un membre de son groupe, ou b) la fin de son mandat (avec ou sans motif valable) au conseil d'administration de la Société ou d'un membre de son groupe, ce qui comprend, dans tous les cas, son décès, son invalidité, son départ à la retraite ou sa démission. À moins que le conseil n'en décide autrement, à son gré, si un participant admissible qui était un administrateur admissible cesse d'être un administrateur admissible (et qu'il n'est pas, à ce moment-là, un employé de la Société ou d'un membre de son groupe) avant le dernier jour de l'exercice visé, les droits sur un douzième (1/12<sup>e</sup>) des UAD attribuées à l'égard de l'exercice visé (y compris les UAD découlant du versement d'un dividende sur les actions) sont acquis pour chaque mois de service actif complété avant la date de cessation d'emploi du participant admissible au cours de l'exercice visé, et toutes les autres UAD expirent et sont annulées à la date de cessation d'emploi. Toutes les UAD détenues par le participant admissible qui est réputé être un « **participant américain** » aux termes du régime d'UAD sont rachetées dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la date de cessation de son emploi (au sens du régime d'UAD). Le conseil d'administration peut modifier, suspendre ou résilier, en totalité ou en partie, le régime d'UAD.

## LIGNES DIRECTRICES EN MATIÈRE DE PROPRIÉTÉ D' ACTIONS POUR LES ADMINISTRATEURS NON DIRIGEANTS

Les lignes directrices en matière de propriété d'actions de la Société obligent les administrateurs non dirigeants à détenir en actions de la Société trois (3) fois leur rémunération annuelle d'administrateur, soit 450 000 \$ actuellement, condition qui doit être remplie dans les cinq (5) ans suivant leur nomination au conseil ou le 1<sup>er</sup> juillet 2013 (date à laquelle la structure actuelle de rémunération a été mise en œuvre), selon la plus tardive de ces dates. Les avoirs en actions de chacun des administrateurs non dirigeants sont calculés en fonction de la valeur de la participation de l'administrateur, y compris les actions et les UAD qu'il détient. Pour l'application des lignes directrices, la valeur des actions ordinaires est la plus élevée entre : i) leur prix d'achat respectif, et ii) leurs cours de clôture à la TSX à la date du calcul. La valeur des UAD est la plus élevée entre : a) la valeur de l'attribution fondée sur la valeur des actions sous-jacentes à la date d'octroi, au sens du régime d'UAD, et b) leur valeur marchande en fonction du cours de clôture des actions à la TSX à la date du calcul. Les lignes directrices en matière de propriété pour les administrateurs non dirigeants prévoient également qu'en cas d'augmentation de la rémunération annuelle payable aux administrateurs au cours d'un exercice, les administrateurs doivent augmenter proportionnellement leurs avoirs minimums en actions dans un délai raisonnable. Il est interdit aux administrateurs de couvrir la valeur des titres de la Société qu'ils détiennent. Le tableau suivant présente le pourcentage d'atteinte des lignes directrices en matière de propriété d'actions par les administrateurs non dirigeants au 31 décembre 2020.

**ACTIONNARIAT – ADMINISTRATEURS NON DIRIGEANTS**

Nom	Rémunération des membres du conseil – 2020 (\$)	Obligation d'actionnariat minimal (\$)	Valeur de la participation <sup>1)</sup> (actions et UAD) (\$)	Pourcentage réel de l'obligation d'actionnariat minimal (%)	Date limite pour respecter l'obligation d'actionnariat minimal
Craig Forman	150 000	450 000	888 489	197	30 juin 2018
Rob Hall	150 000	450 000	525 070	116	4 décembre 2022
Susan Kudzman	250 000	450 000	1 379 718	306	14 octobre 2019
Kalpana Raina	150 000	450 000	754 543	167	30 juin 2018
Paul W. Russo	150 000	450 000	480 074	106	4 décembre 2022

1) La valeur de la participation est calculée en fonction du cours de clôture des actions à la TSX le 31 décembre 2020 (soit 12,53 \$) ou, s'il est supérieur, du prix d'achat applicable des actions de la valeur des actions sous-jacentes aux attributions d'UAD à la date d'octroi pertinente.

**ATTRIBUTIONS FONDÉES SUR DES ACTIONS – VALEUR À L'ACQUISITION DES DROITS AU COURS DE L'EXERCICE**

Le tableau qui suit présente le nombre d'UAD dont les droits ont été acquis au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2020 et la valeur des UAD dont les droits ont été acquis au cours de cet exercice pour tous les administrateurs non dirigeants.

**ATTRIBUTIONS FONDÉES SUR DES ACTIONS**

Nom	UAD dont les droits ont été acquis et actions sous-jacentes conservées après l'acquisition des droits (n <sup>bre</sup> )	Valeur à l'acquisition des droits au cours de l'exercice <sup>1) 2)</sup> (\$)
Craig Forman	7 409	66 940
Rob Hall	11 000	66 940
Susan Kudzman	14 690	137 351
Donald H. Morrison <sup>3)</sup>	2 697	24 367
Kalpana Raina	7 409	66 940
Paul W. Russo	7 409	66 940

1) Valeur calculée en fonction du cours moyen pondéré en fonction du volume des actions à la TSX au cours de la période de cinq (5) jours précédant la date d'octroi du 1<sup>er</sup> janvier 2020, soit 9,0350 \$ pour tous les administrateurs. Les UAD indiqués comprennent les UAD supplémentaires portées au crédit des administrateurs après que la Société a déclaré un dividende aux premier, deuxième et troisième trimestres de 2020.

2) Conformément aux conditions du régime d'UAD, aucun administrateur admissible n'aura le droit de recevoir un paiement ou un autre avantage à l'égard de ses UAD en cours aux termes du régime d'UAD, y compris les montants indiqués à la colonne « Valeur à l'acquisition des droits au cours de l'exercice », tant qu'il ne cessera pas d'exercer ses fonctions à ce titre (et qu'il n'est pas à ce moment-là un employé de la Société ou d'un membre de son groupe) en raison de la cessation de son mandat (avec ou sans motif valable) au conseil d'administration de la Société ou d'un membre de son groupe, pour quelque motif que ce soit, ce qui comprend son décès, son invalidité, son départ à la retraite ou sa démission.

3) M. Morrison n'a pas présenté sa candidature en vue d'être réélu et il a démissionné le 13 mai 2020

**ATTRIBUTIONS FONDÉES SUR DES ACTIONS EN COURS**

Le tableau suivant indique, à l'égard de chacun des administrateurs non dirigeants, toutes les attributions d'UAD en cours au 31 décembre 2020. Les administrateurs non dirigeants ne sont pas admissibles à recevoir des options ou d'autres attributions fondées sur des options.

**ATTRIBUTIONS FONDÉES SUR DES ACTIONS**

Nom	Actions ou unités d'actions dont les droits n'ont pas été acquis (n <sup>bre</sup> )	Valeur marchande ou de paiement des attributions fondées sur des actions dont les droits n'ont pas été acquis (\$)	Valeur marchande ou de paiement des attributions fondées sur des actions dont les droits ont été acquis (non payées ou distribuées) <sup>1)</sup> (\$)
Craig Forman	Néant	Néant	838 369
Rob Hall	Néant	Néant	525 070
Susan Kudzman	Néant	Néant	1 379 718
Kalpana Raina	Néant	Néant	716 953
Paul W. Russo	Néant	Néant	480 074

1) On a établi la valeur marchande ou de paiement des UAD en multipliant le nombre d'UAD (non payées ou distribuées) dont les droits ont été acquis, y compris les UAD supplémentaires qui ont été portées au crédit des administrateurs après que la Société a déclaré un dividende aux premier, deuxième et troisième trimestres de 2020, au 31 décembre 2020 par le cours de clôture des actions à la TSX le 31 décembre 2020, soit 12,53 \$. Conformément aux conditions du régime, aucun administrateur admissible n'aura le droit de recevoir un paiement ou un autre avantage à l'égard de ses UAD en cours aux termes du régime d'UAD, y compris les montants indiqués à la colonne « Valeur marchande ou de paiement des attributions fondées sur des actions dont les droits ont été acquis (non payées ou distribuées) », tant qu'il ne cessera pas d'exercer ses fonctions à ce titre (et qu'il n'est pas à ce moment-là un employé de la Société ou d'un membre de son groupe) en raison de la cessation de son mandat (avec ou sans motif valable) au conseil d'administration de la Société ou d'un membre de son groupe, pour quelque motif que ce soit, ce qui comprend son décès, son invalidité, son départ à la retraite ou sa démission.

## RÉMUNÉRATION TOTALE DES ADMINISTRATEURS NON DIRIGEANTS

Le tableau suivant présente la rémunération totale gagnée pour l'exercice clos le 31 décembre 2020 par chacun des administrateurs non dirigeants qui était administrateur de la Société pendant l'exercice clos le 31 décembre 2020. Se reporter à la rubrique « Élection du conseil d'administration – Rémunération des administrateurs » pour une description de la rémunération des membres du conseil et des comités.

RÉMUNÉRATION – ADMINISTRATEURS NON DIRIGEANTS <sup>1)</sup>									
Rémunération gagnée – Administrateurs non dirigeants							Répartition de la rémunération totale		
	Rémunération des membres du conseil	Rémunération des membres du comité d'audit	Rémunération des membres du comité des RH et de la rémunération	Rémunération des membres du comité de gouvernance d'entreprise et de nomination	Autre rémunération	Total	En espèces	Sous forme d'UAD	Tranche d'UAD
Nom	(\$)	(\$)	(\$)	(\$)	(\$)	(\$)	(\$)	(\$)	(%)
Craig Forman	150 000	-	-	10 000	-	160 000	95 000	65 000	40
Rob Hall <sup>2)</sup>	150 000	20 000	-	-	1 500	171 500	75 000	96 500	56
Susan Kudzman <sup>3)</sup>	250 000	-	-	-	-	250 000	121 125	128 875	52
Donald H. Morrison <sup>4)</sup>	56 245	-	-	-	-	56 245	31 873	24 372	43
Kalpana Raina <sup>5)</sup>	150 000	-	-	-	-	150 000	85 000	65 000	43
Paul W. Russo <sup>6)</sup>	150 000	-	15 000	-	1 500	166 500	101 500	65 000	39

1) Les administrateurs non dirigeants ne reçoivent pas d'options, d'unités d'actions avec restrictions ni d'unités d'actions liées au rendement. Une attribution forfaitaire d'UAD de 75 000 \$ est accordée à l'administrateur à sa nomination au conseil (se reporter à la rubrique « – Rémunération des administrateurs »).

2) M. Hall a choisi de recevoir 30 % de la rémunération au comptant qui lui est versée pour ses services au sein du conseil et du comité d'audit sous forme d'UAD. Le montant indiqué dans la colonne « Autre rémunération » consistait en des indemnités de déplacement, M. Hall ayant parcouru plus de 1 000 kilomètres pour assister en personne à une réunion du conseil et de ses comités.

3) M<sup>me</sup> Kudzman a choisi de recevoir 15 % de la rémunération au comptant qui lui est versée pour ses services au sein du conseil sous forme d'UAD.

4) M. Morrison n'a pas présenté sa candidature en vue d'être réélu et il a démissionné le 13 mai 2020.

5) M<sup>me</sup> Raina ne présente pas sa candidature en vue d'être réélue à l'assemblée.

6) Le montant indiqué dans la colonne « Autre rémunération » consistait en des indemnités de déplacement, M. Russo ayant parcouru plus de 1 000 kilomètres pour assister en personne à une réunion du conseil et de comités.

## CONSEIL ET COMITÉS

Le conseil a pour mandat de surveiller l'exercice des activités de la Société et de superviser la direction. De plus, le conseil établit les politiques générales de la Société, surveille et évalue son orientation stratégique et garde plein pouvoir sur toute question non déléguée spécifiquement à l'un de ses comités ou à la direction.

Le conseil a quatre (4) comités permanents (chacun, un « comité »), soit le comité de gouvernance d'entreprise et de nomination, le comité des ressources humaines et de la rémunération, le comité d'audit et le comité ad hoc. Une description plus détaillée du rôle du conseil et de ses comités figure à l'« Annexe A; Information concernant les pratiques de gouvernance »



## COMITÉ DE GOUVERNANCE D'ENTREPRISE ET DE NOMINATION

Le comité de gouvernance d'entreprise et de nomination est composé de trois (3) membres. Craig Forman siège à ce comité depuis 2017 et il a été nommé président de celui-ci le 11 mai 2018. Rob Hall a été nommé membre de ce comité le 13 mai 2020. Kalpana Raina siège à celui-ci depuis 2017. Comme M<sup>me</sup> Raina ne présentera pas sa candidature en vue d'être réélue à l'assemblée, le conseil pourvoira à son poste en tant que membre du comité de gouvernance d'entreprise et de nomination à la fin de son mandat.

Le tableau ci-après décrit leur expérience.

MEMBRE DU COMITÉ	EXPÉRIENCE PERTINENTE
Craig Forman	Craig Forman a acquis son expérience en gouvernance d'entreprise en siégeant à titre de président exécutif du conseil d'Appia, Inc. et de WHERE, Inc., ainsi qu'à titre de vice-président directeur et président, accès et auditoire, et chef de produits d'EarthLink, Inc., fournisseur de services Internet établi à Atlanta. M. Forman est président et chef de la direction de McClatchy Company, fournisseur de nouvelles et d'informations, et siège à son conseil. M. Forman a siégé au conseil de Digital Turbine Inc., société de médias et de communications mobiles. Il a également siégé aux conseils de plusieurs sociétés fermées. M. Forman est titulaire d'une maîtrise en droit de la Yale Law School et a terminé le programme pour hauts dirigeants de formation des administrateurs de l'université Stanford en 2012, qui comprenait des modules sur la gouvernance d'entreprise.
Rob Hall	M. Hall a acquis de l'expérience dans la gouvernance lorsqu'il a occupé le poste de chef des finances de Hibu Group Limited, société qui fournit des services de marketing numérique et de publicité imprimée à des petites et moyennes entreprises, de mars 2014 à juillet 2018. Il s'est joint à Hibu Group Limited en 2003 et y a occupé divers postes au sein des finances au Royaume-Uni et aux États-Unis. M. Hall siège au conseil de cette société et est titulaire d'un baccalauréat ès sciences en administration des affaires de l'université de Swansea, au Royaume-Uni et il est comptable en management accrédité.
Kalpana Raina	Kalpana Raina siège au conseil d'administration d'Information Services Group, Inc., société de premier plan dans le domaine des perspectives technologiques, de l'analyse du marché et du conseil et elle est membre de son comité de mise en candidature et de gouvernance. Auparavant, elle a également siégé au conseil d'administration de RealNetworks, Inc. et présidé son comité de mise en candidature et de gouvernance.

En 2020, le comité de gouvernance d'entreprise et de nomination a fait ce qui suit :

- Il a proposé les candidats à élire aux postes d'administrateurs à l'assemblée.
- Il a passé en revue la composition des comités.
- Il a surveillé le processus d'évaluation annuelle du rendement et de l'efficacité du conseil, qui consistait en un sondage en ligne et en des entrevues individuelles avec chaque administrateur.
- Il a approuvé les révisions annuelles du code d'éthique et de la politique en matière d'opérations d'initiés de la Société.
- Il a examiné et approuvé l'information communiquée par la Société dans la circulaire sur les pratiques de gouvernance en vue de l'assemblée annuelle des actionnaires de 2020.
- Il a vérifié si la Société se conformait à sa politique de diversité et recommandé des modifications à cette politique au conseil.
- Ses membres se sont réunis à huis clos, hors la présence de la direction, à chaque réunion.



## COMITÉ DES RESSOURCES HUMAINES ET DE LA RÉMUNÉRATION

Le comité de ressources humaines et de rémunération est composé de trois (3) membres. Craig Forman, Rob Hall et Paul W. Russo (président) siègent à ce comité depuis le 11 mai 2018.

Le conseil estime que les membres du comité des ressources humaines et de la rémunération possèdent collectivement les connaissances, l'expérience et les antécédents nécessaires pour s'acquitter du mandat du comité et pour prendre des décisions sur le bien-fondé des politiques de rémunération de la Société. Tous les membres du comité des ressources humaines et de la rémunération ont occupé ou occupent actuellement des postes de haute direction. Les membres du comité ont ainsi acquis de l'expérience directement liée à la gestion de la rémunération des hauts dirigeants puisqu'ils ont pris des décisions courantes concernant la rémunération des hauts dirigeants et ont conçu des régimes incitatifs à court et à long terme assortis d'objectifs liés à la création soutenue de valeur pour les actionnaires. Le tableau ci-après décrit leur expérience.

MEMBRE DU COMITÉ	EXPÉRIENCE PERTINENTE
Craig Forman	Craig Forman a acquis de l'expérience dans les ressources humaines et la rémunération alors qu'il était président du conseil membre de la direction d'Appia, Inc. et de WHERE, Inc. ainsi que vice-président directeur et président, Accès et auditoire, et chef des produits d'EarthLink, Inc., fournisseur de services Internet établi à Atlanta. M. Forman est président et chef de la direction de McClatchy Company, fournisseur d'informations et de nouvelles et siège à son conseil d'administration. Il a siégé au conseil d'administration de Digital Turbine Inc., société du domaine des médias et des communications mobiles. Il a également siégé au conseil d'administration de plusieurs sociétés fermées. Il est titulaire d'une maîtrise en droit de la Yale Law School et a terminé le programme de formation des administrateurs de l'université Stanford en 2012.
Rob Hall	Rob Hall a acquis de l'expérience dans les ressources humaines et la rémunération alors qu'il était chef des finances de Hibu Group Limited, fournisseur de services de marketing numérique et de publicité imprimée œuvrant auprès de petites et moyennes entreprises, de mars 2014 à juillet 2018. M. Hall s'est joint en 2003 à Hibu Group Limited, où il a occupé divers postes dans le secteur des finances au Royaume-Uni et aux États-Unis. Il siège au conseil d'administration de Hibu Group Limited. De plus, il est titulaire d'un baccalauréat ès sciences en administration des affaires de l'université de Swansea, au Royaume-Uni et il est comptable en management accrédité.
Paul W. Russo	En tant que chef de la direction de Color Sport Holdings, Inc. de mars 2017 à décembre 2018 et auparavant de vice-président directeur, Expansion des affaires, de Hibu Group Limited, fournisseur de services de marketing numérique et de publicité imprimée œuvrant auprès de petites et moyennes entreprises, durant son processus de redressement réussi, ainsi qu'à titre de dirigeant d'un certain nombre d'autres sociétés fermées, Paul W. Russo a acquis de l'expérience dans les questions liées aux ressources humaines et à la rémunération. Il est également titulaire d'un baccalauréat ès sciences en administration des affaires de l'université de Californie à Berkeley, d'une maîtrise en administration des affaires de la Harvard Business School et du titre de CPA.

En 2020, le comité des ressources humaines et de la rémunération a fait ce qui suit :

- Il a examiné et approuvé le rapport sur les résultats des paiements consentis aux termes du régime incitatif à court terme de 2019.
- Il a examiné les évaluations annuelles du rendement des hauts dirigeants et a approuvé leur rémunération de base.
- Il a retenu les services de Willis Towers Watson à titre de conseiller indépendant en matière de rémunération.
- Il a examiné et approuvé les cibles aux termes du régime incitatif à court terme et du régime incitatif à long terme de 2020 et recommandé l'attribution d'options et d'unités d'actions avec restrictions aux membres de la haute direction et à certains membres de la direction.
- Il a examiné et approuvé des changements au sein de la haute direction et de l'organisation.
- Il a examiné le processus de planification de la relève de la haute direction.
- Il a examiné et approuvé l'analyse de la rémunération figurant dans la circulaire préparée pour l'assemblée annuelle des actionnaires de 2020.
- Il a reçu des comptes rendus et des recommandations concernant des questions touchant les relations de travail intéressant la Société.
- Ses membres se sont réunis à huis clos, en l'absence de la direction, à chaque réunion.

La rubrique « Rémunération de la haute direction - Analyse de la rémunération des membres de la haute direction » présente une analyse plus détaillée des activités menées en 2020 par le comité des ressources humaines et de la rémunération.

## COMITÉ D'AUDIT

Le comité d'audit est composé de trois (3) membres. Rob Hall (président), Kalpana Raina et Paul W. Russo siègent à ce comité depuis mai 2018. Comme M<sup>me</sup> Raina ne présente pas sa candidature en vue d'être réélue à l'assemblée, le conseil pourvoira à son poste en tant que membre du comité d'audit à la fin de son mandat.

Le conseil est d'avis que les membres du comité d'audit ont les connaissances et les compétences nécessaires à la supervision des contrôles et procédures de communication de l'information financière, des systèmes comptables et des contrôles internes de l'information financière de la Société. Tous les membres du comité d'audit possèdent des compétences financières au sens de la législation en valeurs mobilières applicable, c'est-à-dire qu'ils ont la capacité de lire et de comprendre un jeu d'états financiers qui présentent des questions comptables d'une ampleur et d'un degré de complexité comparables, dans l'ensemble, à celles dont on peut raisonnablement croire qu'elles seront soulevées lors de la lecture des états financiers de la Société. Le tableau ci-après décrit leur expérience.

MEMBRE DU COMITÉ	EXPÉRIENCE PERTINENTE
Rob Hall	Rob Hall a été chef des finances de Hibu Group Limited, société offrant des services de marketing numérique et de publicité imprimée aux petites et moyennes entreprises du Royaume-Uni et des États-Unis, de mars 2014 à juillet 2018. M. Hall continue de siéger au conseil de Hibu Group Limited, à laquelle il s'est joint en 2003 et où il a occupé divers postes dans le secteur des finances au Royaume-Uni et aux États-Unis. M. Hall est titulaire d'un baccalauréat en administration des affaires de l'université de Swansea, au Royaume-Uni, et est comptable en management accrédité.
Kalpana Raina	Durant les 18 années qu'elle a passées à la Bank of New York, institution de services financiers mondiale, M <sup>me</sup> Raina a acquis une vaste expérience des questions liées à la comptabilité, au financement d'entreprises et au risque de crédit, plus particulièrement lorsqu'elle a exercé les fonctions de vice-présidente directrice et de directrice de ses bureaux de France, d'Espagne, d'Italie, de Belgique et d'Allemagne. M <sup>me</sup> Raina est également administratrice et membre du comité d'audit d'Information Services Group, Inc. et de John Wileys & Sons, Inc., et elle a été auparavant administratrice et membre du comité d'audit de RealNetworks, Inc.
Paul W. Russo	En tant que chef de la direction de Color Spot Holdings, Inc. de mars 2017 à décembre 2018 et auparavant de vice-président directeur, Expansion des affaires, de Hibu Group Limited, fournisseur de services de marketing numérique et de publicité imprimée œuvrant auprès de petites et moyennes entreprises, durant son processus de redressement réussi, et à titre de dirigeant d'un certain nombre d'autres sociétés fermées, Paul W. Russo a acquis de l'expérience dans la comptabilité et le financement d'entreprises. Il est également titulaire d'un baccalauréat en administration des affaires de l'université de la Californie à Berkeley et d'une maîtrise en administration des affaires de la Harvard Business School et du titre de CPA.

En 2020, le comité d'audit a fait ce qui suit :

- Il a recommandé au conseil d'approuver les états financiers consolidés annuels et trimestriels, les rapports de gestion y afférents et les communiqués de presse à ce sujet.
- Il a examiné la lettre de mission de l'auditeur, y compris la portée de l'audit et les honoraires, et il a confirmé l'indépendance de l'auditeur.
- Il a supervisé la gestion des passifs relativement au régime incitatif à long terme destiné à la direction et au régime d'UAD destiné aux administrateurs et à la direction.
- Il a présenté un rapport au conseil sur la supervision et la réception des attestations de la direction confirmant le respect des retenues, des déductions, des remboursements et des clauses restrictives de la dette.
- Il a passé en revue les calculs de la direction quant au remboursement des dettes impayées.
- Il a étudié les rapports trimestriels de la trésorerie.
- Il a étudié les rapports trimestriels du comité d'éthique.
- Il a étudié les rapports d'audit interne et supervisé la mise en œuvre des recommandations de l'auditeur interne et a approuvé le budget d'audit interne.
- Il a étudié les rapports sur la capitalisation des régimes de retraite et approuvé les états financiers des régimes de retraite.
- Il a supervisé la stratégie de placement des régimes de retraite à prestations déterminées et à cotisations déterminées de la Société.
- Il a reçu et étudié les rapports de la direction sur les contrôles internes de l'information financière ainsi que sur les contrôles et les procédures de communication de l'information.
- Il a approuvé des modifications à la politique de communication de l'information, à la politique de gestion des risques financiers et à la politique de déclaration de problèmes.
- Il a recommandé l'approbation de la notice annuelle pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 et de la circulaire pour l'assemblée annuelle des actionnaires de 2020.
- Il a rencontré chaque trimestre, à huis clos et individuellement, l'auditeur externe, l'auditeur interne et la direction.

## COMITÉ AD HOC

Le comité ad hoc est composé de trois (3) membres. Depuis 2018, David A. Eckert (président), Rob Hall et Susan Kudzman siègent à ce comité. Le comité ad hoc a été créé le 11 mai 2018 et dissous le 10 février 2021. Il était chargé d'examiner toutes les questions liées à la rationalisation du portefeuille de bureaux loués de la Société ainsi que les autres questions déterminées par le conseil à l'occasion et de formuler des recommandations au conseil à leur égard. Les membres du comité ad hoc ne se sont pas réunis en 2020.

# RÉMUNÉRATION DE LA HAUTE DIRECTION

## LETTRE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION AUX ACTIONNAIRES

Madame, Monsieur,

Au nom du comité des ressources humaines et de la rémunération et du conseil, nous sommes heureux de partager avec vous la démarche en matière de rémunération de la haute direction, y compris le cadre que nous avons utilisé pour prendre nos décisions en matière de rémunération pour 2020. Nous avons continué de mettre l'accent sur la création de valeur pour les parties prenantes de la Société, le recrutement et le maintien en poste de dirigeants talentueux et appropriés et l'harmonisation de la rémunération avec le contexte actuel dans lequel la Société évolue.

Vu la nécessité d'exécuter un plan de redressement à la fin de 2017, le conseil a mis en place un cadre de rémunération en 2018 qui différait sensiblement de celui des années antérieures. Comme la Société continuera de respecter son plan de redressement en 2020, le conseil a jugé approprié de maintenir le même cadre qu'en 2018 pour le régime incitatif à court terme annuel (« **RICT** ») afin de maintenir un sentiment d'urgence pendant que la Société met à exécution son plan de redressement. La Société a apporté certaines modifications au régime incitatif à long terme (« **RILT** ») pour tous les employés admissibles, y compris l'équipe de la haute direction. Des détails concernant le RICT et le RILT sont fournis ci-après. Dans le but de poursuivre le plan de redressement, la Société a annoncé, le 16 juillet 2020, le maintien en poste de David A. Eckert à titre de président et chef de la direction pour un mandat supplémentaire d'une durée fixe de trois (3) ans.

### FAITS SAILLANTS AU SUJET DU RENDEMENT DE LA SOCIÉTÉ

En 2020, la Société a effectué un passage réussi à un nouvel environnement de travail tandis qu'elle devait composer avec les effets de la COVID-19 sur ses activités et ses produits. La Société a poursuivi toutes ses activités comme à l'habitude depuis le début de la crise, ce qui a aidé à atténuer l'incidence de la COVID-19, laquelle a entraîné une baisse des produits de quelques points de pourcentage seulement. Durant l'exercice, la Société a déployé des capitaux dans de nouvelles initiatives à l'égard des produits, dont le doublement de sa capacité de télévente. L'exécution réussie d'un certain nombre de mesures prises par la Société a permis de franchir un certain nombre de jalons financiers et non financiers importants sur la base desquels nos décisions en matière de rémunération de la haute direction ont été prises. Ces jalons comprennent les suivants :

- le BAIIA ajusté a atteint 129,4 millions de dollars en 2020 et nous avons réalisé une solide marge sur BAIIA ajusté de 38,8 % comparativement à 40,0 % en 2019 en dépit de la crise engendrée par la COVID-19 et des sommes investies dans de nouvelles initiatives à l'égard des produits;
- le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement s'est établi à 123,9 millions de dollars en 2020 comparativement à 151,6 millions de dollars en 2019, mais la marge sur BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement de 37 % est demeurée environ la même qu'en 2019;
- les fonds en caisse ont augmenté de 345 %, passant de 44,4 millions de dollars en 2019 à 153,5 millions de dollars;
- la dette nette, exclusion faite des obligations liées à des contrats de location, a diminué de 106,5 millions de dollars, ce qui a donné lieu à une dette nette positive de 52,4 millions de dollars (liquidités positives après le remboursement de la dette) au 31 décembre 2020 comparativement à une dette nette de 54,1 millions de dollars, exclusion faite des obligations liées à des contrats de location au 31 décembre 2019;
- nous avons adopté une politique concernant le versement de dividendes trimestriels sur les actions ordinaires et versé un dividende en espèces de 0,11 \$ par action, pour un total de 8,8 millions de dollars durant l'exercice. C'est la première fois que nous versons un dividende depuis septembre 2011;
- nous avons lancé deux offres publiques de rachat dans le cours normal des affaires (« **offres publiques de rachat** »), l'une pour racheter des actions ordinaires d'une valeur maximale de 5,0 millions de dollars et la deuxième pour racheter des débentures échangeables subordonnées de rang supérieur d'une valeur maximale de 6,6 millions de dollars;
- depuis juin 2020, la Société a doublé les cotisations déficitaires mensuelles alors requises à son régime de retraite à prestations déterminées.

**Définition de BAIIA ajusté et de marge sur BAIIA ajusté :** la Société publie le bénéfice d'exploitation avant amortissements, perte de valeur des immobilisations incorporelles et du goodwill et frais de restructuration et autres charges (défini ci-après comme étant le BAIIA ajusté). Le BAIIA ajusté est établi en fonction des produits d'exploitation moins les coûts d'exploitation, comme il est indiqué dans les états consolidés du résultat net de Pages Jaunes Limitée. La marge sur BAIIA ajusté se définit comme étant le pourcentage du BAIIA ajusté par rapport aux produits d'exploitation. Le BAIIA ajusté et la marge sur BAIIA ajusté ne sont pas des mesures d'évaluation du rendement définies par les IFRS et ne sont pas considérés comme des mesures de remplacement du bénéfice d'exploitation ou du bénéfice net dans le contexte de l'évaluation du rendement de Pages Jaunes. Le BAIIA ajusté et la marge sur BAIIA ajusté n'ont pas de signification normalisée et ne sont donc probablement pas comparables aux mesures similaires utilisées par d'autres sociétés cotées en bourse.

**Définition de BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement :** le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement est une mesure financière non conforme aux IFRS qui n'a pas de signification normalisée en vertu des IFRS et qui n'est donc probablement pas comparable aux mesures similaires utilisées par d'autres sociétés cotées en bourse. La définition du BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement correspond à la définition du BAIIA ajusté qui figure ci-dessus, moins les dépenses d'investissement, que nous définissons comme étant les acquisitions d'immobilisations incorporelles et les acquisitions d'immobilisations corporelles publiées dans la section Activités d'investissement des tableaux consolidés des flux de trésorerie de la Société. La mesure financière conforme aux IFRS la plus comparable au BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement est le bénéfice d'exploitation avant amortissements, perte de valeur des immobilisations incorporelles et frais de restructuration et autres charges (défini ci-dessus comme étant le BAIIA ajusté), qui figure dans les états consolidés du résultat net de Pages Jaunes Limitée.

**Définition de dette nette, à l'exclusion des obligations liées à des contrats de location :** la dette nette, à l'exclusion des obligations liées à des contrats de location, est une mesure financière non conforme aux IFRS qui n'a pas de signification normalisée en vertu des IFRS et qui n'est donc probablement pas comparable aux mesures similaires utilisées par d'autres sociétés cotées en bourse. La dette nette, à l'exclusion des obligations liées à des contrats de location, est constituée des débentures échangeables, moins la trésorerie, comme il est indiqué dans les états consolidés de la situation financière de Pages Jaunes. La mesure financière conforme aux IFRS la plus comparable est le total de la dette, dont il est question dans la note relative aux informations à fournir concernant le capital de nos états financiers consolidés pour les exercices clos en 2020 et en 2019.

## RÉGIME INCITATIF À COURT TERME ANNUEL

### Structure du régime

Comme il est indiqué ci-dessus, le cadre du RICT a été modifié en 2018 et maintenu en 2019 et en 2020. Le RICT de 2020 comportait deux (2) types de mesures d'évaluation, soit les mesures financières et les mesures non financières. Les paramètres des mesures financières, pondérées à 75 %, étaient fondés sur le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement (terme défini ci-dessus). Les paramètres des mesures non financières, pondérées à 25 %, étaient fondés sur des mesures discrétionnaires devant être évaluées par le conseil. Compte tenu de la complexité du plan de redressement, le conseil a décidé d'évaluer les mesures à son gré selon l'échelle suivante : faible rendement (aucun paiement), bon rendement (paiement à 100 %) ou excellent rendement (200 %).

Se reporter à la rubrique « Rémunération de la haute direction – Analyse de la rémunération des membres de la haute direction – Composantes de la rémunération totale – Régime incitatif à court terme annuel » pour plus de détails.

### Résultats

Comme il est indiqué ci-dessus à la rubrique « Faits saillants au sujet du rendement de la Société » et décrit plus en détail à la rubrique « Rémunération de la haute direction – Analyse de la rémunération des membres de la haute direction – Composantes de la rémunération totale – Régime incitatif à court terme annuel – Paiements consentis aux termes du RICT de 2020 », la Société a obtenu des résultats importants à l'égard des mesures financières et non financières au cours d'une année où elle a subi les conséquences négatives de la COVID-19. Compte tenu de ces réalisations et dans un contexte où les employés de la Société n'ont pas reçu de hausse salariale fondée sur le taux d'inflation standard depuis plus de cinq ans, le conseil a jugé que le rendement avait été excellent et il a attribué un paiement correspondant à 200 % de la cible à l'égard des deux mesures. Afin d'établir les paiements aux termes du RICT pour 2020 pour chacun des membres de la haute direction visés, se reporter à la rubrique « Rémunération de la haute direction – Analyse de la rémunération des membres de la haute direction – Composantes de la rémunération totale – Régime incitatif à court terme annuel – Paiements consentis aux termes du RICT de 2020 » pour plus de détails.

## RÉGIME INCITATIF À LONG TERME

### Régime de 2020

Comme la Société poursuit ses efforts de redressement, la valeur d'attribution à long terme totale du régime incitatif à long terme de 2020 (le « **RILT** ») pour les premiers vice-présidents n'a pas fluctué par rapport à 2018. Elle était constituée à 100 % d'options d'achat d'actions (les « **options** »). Pour ce qui est des vice-présidents et de la haute direction, la valeur d'attribution était constituée à 70 % d'options et à 30 % d'unités d'actions avec restrictions (« **UAR** »).

### Rendement en 2018 et paiement au titre du régime d'unités d'actions avec restrictions

En 2018, la Société a attribué des UAR à certains membres de la haute direction visés aux termes du régime d'unités d'actions avec restrictions et d'unités d'actions liées au rendement adopté le 6 mai 2013 (le « **régime d'UAR et d'ULR** »). L'acquisition des droits rattachés aux UAR était assujettie à une période d'acquisition fondée sur l'écoulement du temps de trois ans, devant être confirmée au moment de l'approbation des états financiers pour l'exercice clos le 31 décembre 2020. La Société n'a pas octroyé d'ULR en 2018 (se reporter à la rubrique « Rémunération de la haute direction – Analyse de la rémunération des membres de la haute direction – Programmes incitatifs à long terme » pour plus de détails).

### Conclusion

Nous croyons que la politique et les programmes de rémunération des membres de la haute direction de la Société sont conçus de façon à harmoniser de façon appropriée les objectifs de la Société avec les récompenses versées aux hauts dirigeants et donc à encourager les comportements appropriés. Le CRHR et le conseil continueront d'examiner les modifications qui pourraient être apportées à la politique et aux programmes de rémunération des membres de la haute direction et de mettre en œuvre de telles modifications au besoin, spécialement compte tenu de la COVID-19 et de son incidence potentielle sur les activités de la Société.

### Le comité des ressources humaines et de la rémunération

Paul W. Russo (président)  
Craig Forman  
Rob Hall

# ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION DES MEMBRES DE LA HAUTE DIRECTION

La présente rubrique expose la philosophie et l'approche de la Société en matière de rémunération des membres de la haute direction. Elle précise les composantes de cette rémunération et explique plus en détail le processus suivi par le comité des ressources humaines et de la rémunération (le « CRHR ») à cet égard.

## ÉTABLISSEMENT DE LA RÉMUNÉRATION

### COMITÉ DES RESSOURCES HUMAINES ET DE LA RÉMUNÉRATION

La rémunération versée en 2020 aux membres de la haute direction de la Société, y compris le président et chef de la direction, le premier vice-président et chef de la direction financière, ainsi que les trois (3) autres membres de la haute direction les mieux rémunérés de la Société ou de ses filiales (collectivement, les « membres de la haute direction visés »), a été établie par le conseil sur la recommandation du CRHR.

Tous les membres du CRHR sont des administrateurs indépendants. Les membres du CRHR possédaient collectivement les connaissances, l'expérience et les antécédents nécessaires pour s'acquitter de leur mandat et prendre des décisions quant au bien-fondé des politiques de rémunération de la Société, comme il est décrit à la rubrique « Élection du conseil d'administration – Comité des ressources humaines et de la rémunération ». De plus, le CRHR comprend parfaitement les conséquences et les limites à long terme des éléments clés de la rémunération dont il est question à la rubrique « Rémunération de la haute direction – Analyse de la rémunération des membres de la haute direction – Philosophie et objectifs de rémunération ». Se reporter à la rubrique « Élection du conseil d'administration – Comité des ressources humaines et de la rémunération » et à l'« Annexe A : Information concernant les pratiques de gouvernance – Comités du conseil – Comité des ressources humaines et de la rémunération » pour un compte rendu des réunions qui ont été tenues par le CRHR en 2020 et des questions qui y ont été abordées, ainsi que pour la description de ce comité.

### PROCESSUS DÉCISIONNEL EN MATIÈRE DE RÉMUNÉRATION ET GESTION DU RISQUE

Le CRHR a pour mandat de concevoir des programmes de rémunération qui permettent à la Société de recruter et de garder à son service les candidats talentueux appropriés et d'harmoniser la rémunération avec le contexte dans lequel la Société évolue. En établissant la rémunération des hauts dirigeants, le CRHR étudie un certain nombre de facteurs, tant quantitatifs que qualitatifs. Bien que les analyses quantitatives et les pratiques exemplaires soient des facteurs importants sur lesquels se fonde le CRHR lorsqu'il analyse la rémunération des hauts dirigeants, il se fonde largement sur son pouvoir discrétionnaire, son jugement et son expérience de la rémunération pour produire des programmes qui sont dans l'intérêt de la Société.

Le CRHR a établi les objectifs des différents programmes de rémunération conditionnelle selon un processus rigoureux. Les paiements sont faits avant la fin d'une période de rendement seulement si le résultat réel est supérieur au seuil ou au niveau minimum de rendement requis. Le paiement final relève entièrement du pouvoir discrétionnaire du conseil, que des paramètres de rendement donnés aient été atteints ou non. Le CRHR tient compte des risques possibles associés aux programmes de rémunération de la Société afin d'atténuer les conséquences indésirables potentielles d'une prise de risques excessifs de la part des hauts dirigeants dans le cadre de la gestion de la Société.

## LIGNES DIRECTRICES EN MATIÈRE DE PROPRIÉTÉ D' ACTIONS ET RESTRICTIONS RELATIVES AUX OPÉRATIONS DE COUVERTURE APPLICABLES AUX HAUTS DIRIGEANTS

En mai 2013, le CRHR a examiné et a adopté de nouvelles lignes directrices en matière de propriété d'actions pour les membres de la haute direction visés et d'autres hauts dirigeants de la Société. Ces lignes directrices visent à promouvoir la propriété d'actions de la Société auprès des hauts dirigeants de manière à harmoniser leurs intérêts avec ceux des actionnaires. Malgré ce qui précède, M. Eckert n'est pas lié par ces lignes directrices puisque son contrat de travail est d'une durée de trois (3) ans. Cependant, M. Eckert est tenu de détenir des titres après la cessation de son emploi. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique « Rémunération de la haute direction – Analyse de la rémunération des membres de la haute direction – Contrats de travail, cessations d'emploi et indemnités en cas de changement de contrôle ».

Ces lignes directrices exigent des hauts dirigeants qu'ils détiennent sous forme d'actions, d'UAD, d'UAR ou d'options un multiple de leur salaire de base (les « **avoirs minimums en actions** ») (conformément à une modification apportée aux lignes directrices en matière de propriété d'actions pour les hauts dirigeants selon laquelle la valeur des options au moment de l'octroi est incluse dans le calcul des avoirs minimums en actions). Les premiers vice-présidents doivent détenir deux fois leur salaire de base et les vice-présidents, une fois leur salaire de base. En vertu des lignes directrices actuelles, les hauts dirigeants sont tenus d'atteindre le seuil de détention des avoirs minimums en actions dans les cinq (5) années suivant leur nomination conformément à une modification apportée aux lignes directrices en matière de propriété d'actions pour les hauts dirigeants selon laquelle le délai à l'intérieur duquel les hauts dirigeants doivent atteindre le seuil de détention des avoirs minimums en actions est passé de cinq à sept ans. Le respect de cette exigence est vérifié chaque année. Les avoirs minimums en actions établis pour un haut dirigeant sont calculés en fonction de la valeur des actions, des UAD, des UAR et des options qu'il détient. La valeur des options est établie en fonction de la valeur de l'attribution d'options au moment de l'octroi et la valeur des actions, des UAD et des UAR est fondée sur la valeur la plus élevée entre a) la valeur des actions (ou des actions sous-jacentes dans le cas d'UAD ou d'UAR) fondée sur leur prix d'achat ou d'attribution respectif et b) la valeur marchande des actions (ou des actions sous-jacentes dans le cas d'UAD ou d'UAR) fondée sur le cours de clôture des actions à la TSX le 31 décembre du dernier exercice clos à ce moment-là. Il est interdit aux hauts dirigeants d'acheter des instruments financiers pour couvrir ou compenser une diminution de la valeur marchande des titres de la Société qu'ils détiennent. De plus, les hauts dirigeants doivent détenir les actions sous-jacentes à au moins 25 % de leurs options exercées jusqu'à ce qu'ils détiennent les avoirs minimums en actions. Il est interdit aux hauts dirigeants de consentir des charges (comme des hypothèques avec ou sans dépossession) sur leurs actions. En date du 23 mars 2021, tous les membres de la haute direction visés détenaient les avoirs minimums en actions.

## POLITIQUE DE RECOUVREMENT DE LA RÉMUNÉRATION DES HAUTS DIRIGEANTS

Le conseil a adopté une politique de recouvrement de la rémunération des hauts dirigeants (la « **politique de recouvrement** ») visant les attributions faites aux termes du régime incitatif annuel et du régime incitatif à long terme de la Société. Selon cette politique, qui s'applique à tous les hauts dirigeants, y compris aux membres de la haute direction visés, le conseil peut, à son entière discrétion, dans toute la mesure permise par les lois applicables et s'il juge que cela est dans l'intérêt de la Société, exiger le remboursement de la totalité ou d'une partie de la rémunération incitative annuelle ou à long terme déjà reçue par un haut dirigeant. Le conseil peut demander à un membre de la haute direction actuel ou à un ancien membre de la haute direction de rembourser la totalité ou une partie de sa rémunération dans les circonstances suivantes :

- le montant de la prime ou de la rémunération incitative a été calculé sur le fondement de l'atteinte de certains résultats financiers qui ont dû par la suite être modifiés en raison du retraitement de la totalité ou d'une partie des états financiers de la Société;
- le membre de la haute direction a commis une faute lourde ou délibérée ou une fraude ayant entraîné, en totalité ou en partie, l'obligation de retraiter les états financiers;
- le montant de la prime ou de la rémunération incitative qui aurait été attribuée au membre de la haute direction ou le profit qu'il aurait réalisé aurait été inférieur au montant réellement attribué ou reçu si les résultats financiers avaient été correctement déclarés.



Les dispositions en matière de recouvrement de la rémunération ont été communiquées à tous les membres de la haute direction, y compris aux membres de la haute direction visés, dans leurs déclarations de rémunération totale et font partie de leurs conventions d'attribution.

## CONSULTANT EN RÉMUNÉRATION

En vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par ses règles, le CRHR fait appel à l'occasion à des consultants en rémunération de hauts dirigeants pour obtenir des conseils en cette matière. Les services-conseils concernant la rémunération des hauts dirigeants et les autres services rendus par ces consultants à la demande de la direction doivent être autorisés au préalable par le CRHR. Le CRHR a également le pouvoir de déterminer et d'approuver la rémunération de ses consultants. Par ailleurs, en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, le comité de gouvernance d'entreprise et de nomination retient à l'occasion les services de consultants en rémunération afin qu'ils lui prodiguent des conseils quant à la rémunération des administrateurs.

En 2018, le CRHR a retenu les services de Willis Towers Watson (« **Towers** »), cabinet indépendant d'experts-conseils en rémunération de hauts dirigeants et d'administrateurs et Towers relevait directement du président du CRHR. En 2020, Towers avait pour mandat d'analyser ce qui suit :

- la présence aux diverses réunions des comités;
- la rubrique relative au rapport sur la rémunération de la haute direction figurant dans la circulaire de sollicitation de procurations de la Société;
- la structure des régimes incitatifs à court et à long terme pour les membres de la haute direction visés et d'autres employés de la Société;
- les mécanismes de rémunération proposés pour les hauts dirigeants;
- le nouveau contrat de travail du président et chef de la direction;
- la rémunération de la première vice-présidente des ventes, du marketing et du service à la clientèle et de la première vice-présidente, Secrétaire et conseillère juridique principale.

Une lettre-mandat précisait les principales conditions selon lesquelles Towers devait rendre des comptes, y compris la façon dont elle devait communiquer de l'information et formuler des recommandations et à qui elle était tenue de le faire. Le CRHR estimait que les conseils que lui a fournis Towers étaient objectifs et indépendants. Le CRHR était l'unique responsable des décisions qu'il a prises concernant les programmes de rémunération de la Société. Ces décisions pouvaient tenir compte de facteurs et de renseignements autres que les renseignements et recommandations présentés par Towers.

En 2016, la direction a retenu les services de Towers afin qu'elle effectue des analyses comparatives de la rémunération versée aux membres de la haute direction visés et à d'autres hauts dirigeants de la Société dans le cadre de l'examen de la politique de positionnement en matière de rémunération de la Société à ce moment-là. La direction n'a effectué aucune analyse comparative en 2017, en 2018, en 2019 ou en 2020 et la direction n'a pas retenu les services de Towers pour qu'elle fournisse des services à la Société.

Le tableau suivant indique les honoraires versés à Towers en contrepartie de ses services-conseils en rémunération et les autres honoraires qui lui ont été versés pour 2020 et 2019 :

	2020	2019
Type d'honoraires	(\$)	(\$)
Honoraires pour services-conseils concernant la rémunération des hauts dirigeants <sup>1)</sup>	101 248	62 328
Autres honoraires	-	-
Total des honoraires	101 248	62 328

1) Honoraires pour les conseils fournis au comité des ressources humaines et de la rémunération.

## PHILOSOPHIE ET OBJECTIFS DE RÉMUNÉRATION

Bien que la Société ait entrepris un nouveau processus de redressement à la fin de 2017, les objectifs visés par la philosophie de la Société en matière de rémunération des hauts dirigeants demeurent inchangés. Ces objectifs visent à offrir des programmes qui attirent et fidélisent des hauts dirigeants hautement qualifiés, qui stimulent le rendement de ces derniers et qui harmonisent leurs intérêts avec ceux des actionnaires. La rémunération totale reçue par les hauts dirigeants de la Société doit donc être conforme aux grands principes suivants :

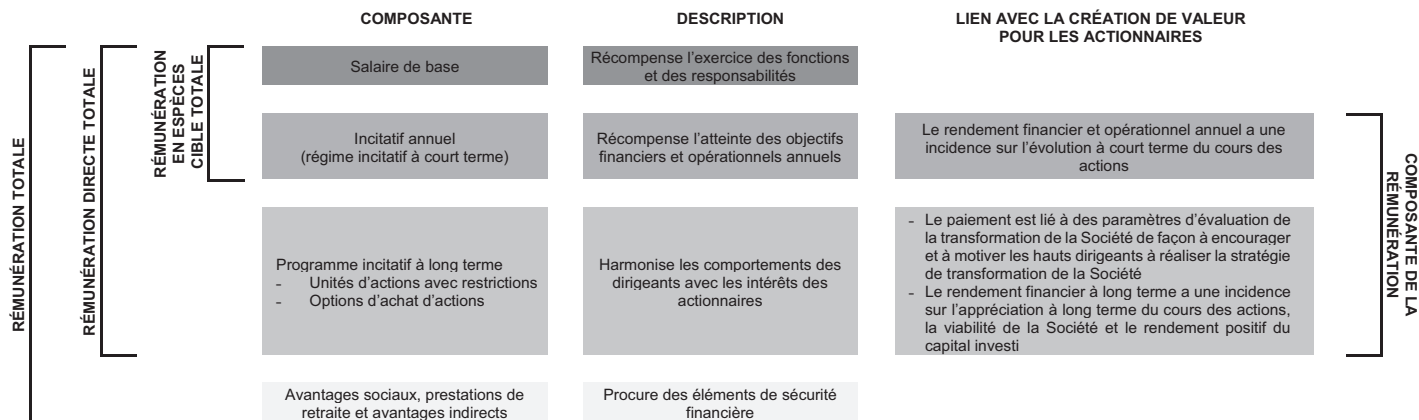
- Faciliter le redressement de la Société;
- Récompenser le rendement.

Le CRHR renforce le principe de la rémunération au rendement en accordant une grande place à la rémunération conditionnelle, qui représente une part importante de la rémunération globale. Comme il est décrit à la rubrique « Rémunération de la haute direction – Analyse de la rémunération des membres de la haute direction – Établissement de la rémunération – Processus décisionnel en matière de rémunération et gestion du risque », chaque année, le CRHR revoit généralement le bien-fondé de la philosophie et des objectifs de la Société en matière de rémunération. Le CRHR s'assure périodiquement que la rémunération offerte par la Société aux hauts dirigeants demeure concurrentielle. L'analyse comprend habituellement un examen du salaire de base, des incitatifs à court terme annuels cibles, de la rémunération en espèces totale cible, des incitatifs à long terme cibles et de la rémunération directe totale cible (soit la rémunération en espèces totale cible majorée des incitatifs à long terme) de chaque haut dirigeant.

Aucune comparaison avec un groupe de référence n'a été effectuée en 2020 et le CRHR a déterminé que les comparaisons antérieures avec des groupes de référence suggérés qui ont été effectuées en 2015 et mises à jour en 2016 ne sont plus pertinentes ou applicables à la Société. Une fois le redressement terminé, le CRHR envisagera d'effectuer d'autres analyses comparatives.

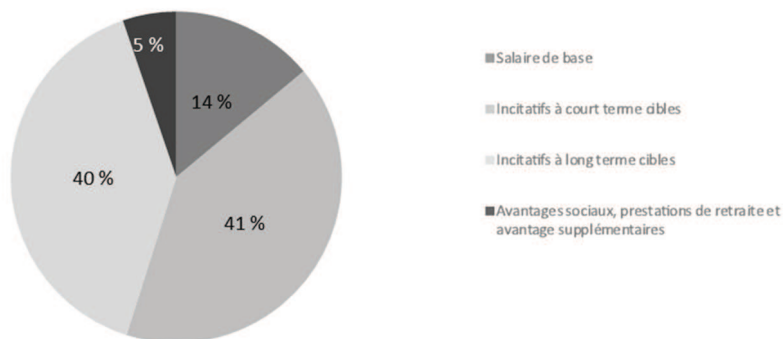
## COMPOSANTES DE LA RÉMUNÉRATION TOTALE

Comme l'indique le graphique ci-après, la rémunération totale des membres de la haute direction visés se composait d'un salaire de base, d'une attribution incitative à court terme annuelle, de programmes d'incitatifs à long terme, d'avantages sociaux, de prestations de retraite et d'avantages indirects. Comme la Société a lancé son plan de redressement en 2017 et qu'elle l'a maintenu en 2018, en 2019 et en 2020, le conseil a décidé de retirer les UAR et les ULR de la composition des titres de capitaux propres du régime incitatif à long terme des membres de la haute direction visés qui sont des premiers vice-présidents ainsi que les UAR de la composition des titres de capitaux propres du régime incitatif à long terme des membres de la haute direction visés qui sont des vice-présidents.

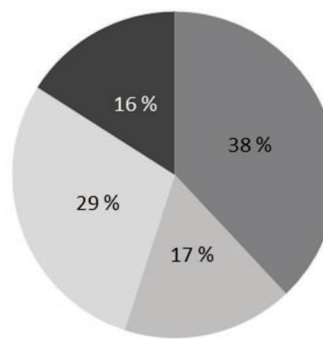


Comme pour les exercices précédents et conformément à la philosophie de rémunération du CRHR, les composantes de la rémunération conditionnelle en 2020 représentaient une part importante de la rémunération totale, comme le démontrent les graphiques suivants :

COMPOSITION DE LA RÉMUNÉRATION TOTALE VERSÉE AU CHEF DE LA DIRECTION



COMPOSITION DE LA RÉMUNÉRATION TOTALE VERSÉE AUX MEMBRES DE LA HAUTE DIRECTION VISÉS



### SALAIRE DE BASE

Le CRHR établit le salaire de base des hauts dirigeants de la Société, y compris des membres de la haute direction visés, en fonction des recommandations de la direction compte tenu du taux en vigueur sur le marché, du rendement individuel et des objectifs fixés pour l'exercice ainsi que des compétences et de l'expertise.

En 2020, le CRHR a décidé de ne pas ajuster la rémunération des membres de la haute direction visés, sauf le taux du marché pour le salaire de base de M<sup>me</sup> King au moment où elle a été promue au poste de première vice-présidente des ventes, du marketing et du service à la clientèle. Cet ajustement est entré en vigueur en date du 12 novembre 2020.

### RÉGIME INCITATIF À COURT TERME ANNUEL

Tous les hauts dirigeants de la Société, y compris les membres de la haute direction visés, participent au régime incitatif à court terme annuel (le « RICT ») de la Société. Le RICT a pour objectif de récompenser l'efficacité des hauts dirigeants qui contribuent au succès financier à court terme de la Société et favorisent l'atteinte des cibles de rendement opérationnel. Le RICT récompense l'atteinte d'objectifs annuels évalués par le conseil. Il est attribué à chaque membre de la haute direction visé une attribution cible annuelle aux termes du RICT, exprimée en pourcentage du salaire de base. Les attributions cibles respectives établies pour les hauts dirigeants de la Société aux termes du RICT de 2020 sont indiquées dans le tableau suivant :

Poste	Attribution cible aux termes du RICT annuel (% du salaire de base)	Paiement maximal (% du salaire de base)
Président et chef de la direction <sup>1)</sup>	100	200
Premiers vice-présidents (ou autres postes équivalents)	50	100
Vice-présidents (ou autres postes équivalents)	40	80

1) Conformément aux modalités du contrat de travail du président et chef de la direction.



En 2020, le CRHR a examiné le RICT à l'intention des hauts dirigeants, y compris les membres de la haute direction visés, afin de s'assurer que les paramètres utilisés représentaient bien les principaux éléments utilisés par la Société afin d'encourager les comportements appropriés. Le CRHR a décidé de maintenir la structure du RICT établie en 2018. Le CRHR a conservé le pouvoir discrétionnaire d'ajuster le paiement final en fonction du rendement financier général de la Société. Il a aussi conservé les cibles et les paiements maximaux aux termes du RICT en tant que pourcentage du salaire de base. En outre, le CRHR a revu le rendement individuel des membres de la haute direction visés pour établir les paiements finaux au titre du RICT afin de tenir compte des réalisations exceptionnelles.

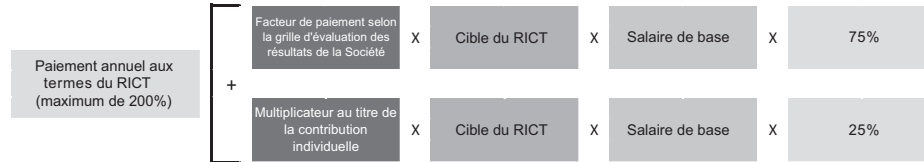
Comme l'indique la grille d'évaluation des résultats de la Société ci-après, le RICT de 2020 a été établi selon la grille d'évaluation des résultats de la Société, qui reposait sur des mesures financières et non financières, pondérées à 75 % et à 25 % respectivement. Le rendement serait évalué au gré du conseil selon l'échelle suivante : faible rendement (paiement à 0 %), bon rendement (paiement à 100 %), excellent rendement (200 %) selon les résultats obtenus.

GRILLE D'ÉVALUATION DES RÉSULTATS DE LA SOCIÉTÉ POUR 2020			
Mesures financières	Pondération	Mesures non financières	Pondération
BAlIA ajusté moins les dépenses d'investissement <sup>1)</sup>	75 %	Mesure discrétionnaire	25 %

1) Le BAlIA ajusté moins les dépenses d'investissement est une mesure non conforme aux PCGR. Se reporter à la rubrique « Rémunération de la haute direction - Lettre du conseil d'administration aux actionnaires » pour connaître la définition du BAlIA ajusté moins les dépenses d'investissement.

Les mesures financières et non financières établies en 2020 visaient à faire en sorte que les attributions annuelles consenties aux termes du RICT récompensent les efforts fournis par les hauts dirigeants pour que la Société réussisse à modifier sa structure de coûts tout au long de l'exercice afin de stabiliser et de faire croître ses activités à long terme. Les objectifs des hauts dirigeants (le multiplicateur individuel) ont entièrement été harmonisés avec les objectifs stratégiques de la Société. Le multiplicateur individuel était censé récompenser l'exercice des compétences de direction clés favorisant le redressement de la Société. Le facteur de paiement maximal correspond à 200 % de l'attribution cible des hauts dirigeants aux termes du RICT annuel (pourcentage du salaire de base) si tous les objectifs maximums du membre de la direction sont atteints et que la grille d'évaluation des résultats de la Société atteint un maximum de 200 %. Si la grille d'évaluation des résultats de la Société pour les objectifs individuels n'atteint pas les cibles, mais atteint ou dépasse les seuils minimaux applicables pour le paiement, le paiement annuel aux termes du RICT sera proportionnellement inférieur.

Le paiement annuel consenti aux termes du RICT est calculé comme suit :



## PAIEMENTS CONSENTIS AUX TERMES DU RICT DE 2020

Les résultats aux termes du RICT de 2020 ont été approuvés en février 2021.

### Mesures financières

La Société a été en mesure de contenir l'incidence de la crise engendrée par la pandémie de COVID-19 sur ses résultats financiers de 2020 à quelques points de pourcentage seulement. Elle a continué de générer de solides flux de trésorerie en 2020 en dépit d'une baisse des produits de 69,7 millions de dollars comparativement à ceux de 2019. L'encaisse a augmenté, passant de 44,4 millions de dollars au 31 décembre 2019 à 153,5 millions de dollars au 31 décembre 2020, ce qui représente une amélioration de plus de 345 %. Le BAlIA ajusté a atteint 129,4 millions de dollars en 2020 comparativement à 161,3 millions de dollars en 2019.

Le BAlIA ajusté moins la marge sur dépenses d'investissement est demeuré similaire à celui de 2019, soit 37,1 %, en dépit de la baisse du BAlIA ajusté de 19,8 % par rapport à 2019. Malgré la baisse des produits, l'optimisation et la réduction continues des autres coûts d'exploitation ont permis de maintenir une marge sur BAlIA ajusté solide de 38,8 % comparativement à 40,0 % en 2019.

En raison du niveau élevé de sa trésorerie, la Société a également annoncé, en février 2020, son intention de rembourser intégralement ses débetures échangeables plus d'un an avant leur échéance, à la valeur nominale, vers le 31 mai 2021. Il s'agit de la dernière dette de la Société, à l'exclusion des obligations liées à des contrats de location. Les économies d'intérêt réalisées grâce à ce remboursement anticipé accroîtront les flux de trésorerie futurs de la Société. Par conséquent, au 31 décembre 2020, le ratio du total de la dette nette de la Société par rapport au BAlIA ajusté était de 0 fois comparativement à 0,7 fois au 31 décembre 2019.

### Mesures non financières

Pour la première fois depuis septembre 2011, la Société a également récompensé ses actionnaires ordinaires en mai 2020 en adoptant une politique prévoyant le versement à ses actionnaires ordinaires d'un dividende en espèces trimestriel de 0,11 \$ par action. En outre, la Société a conclu une offre publique de rachat en août 2020 afin de racheter des actions ordinaires d'une valeur d'au plus 5,0 millions de dollars afin de tirer avantage du cours de ses actions ordinaires à ce moment-là. Enfin, en avril 2020, la Société a annoncé une offre publique de rachat visant le rachat de débetures échangeables subordonnées de rang supérieur d'une valeur d'au plus 6,6 millions de dollars afin de tirer avantage du prix de négociation de ces débetures à ce moment-là.

De plus, la Société a réussi à doubler sa capacité de télévente en 2020 afin d'augmenter l'acquisition de nouveaux comptes et elle a annoncé plusieurs nouvelles ententes à l'égard des produits qui seront conclues avec des partenaires comme Postes Canada. Finalement, sa capacité de faire rapidement le passage au télétravail requis en raison de la COVID-19 a permis d'éviter la perte de clientèle étant donné que la Société a été en mesure de continuer à fournir un service à la clientèle élevé sans interruption durant cette période.

Compte tenu de l'atteinte de cibles importantes à l'égard des mesures financières et non financières durant une année où la Société a subi les contrecoups de la COVID-19 et dans un contexte où ses employés n'ont pas reçu de hausse salariale fondée sur le taux d'inflation standard depuis plus de cinq ans, le conseil a jugé que le rendement avait été excellent et a attribué un paiement correspondant à 200 % de la cible à l'égard des deux mesures. De plus, le CRHR a examiné le rendement individuel ainsi que les réalisations et résultats clés de chaque membre de la haute direction visé pour 2020 et a attribué des multiplicateurs de rendement individuel de 200 % à chacun d'entre eux. Par conséquent, les paiements définitifs consentis aux membres de la haute direction visés aux termes du RICT de 2020 sont les suivants :

Membre de la haute direction visé	Cible du RICT de 2020 (\$)	Facteur de paiement selon la grille d'évaluation des résultats de la Société	Multiplicateur individuel	Paiement consenti aux termes du RICT de 2020 (\$)
David A. Eckert <sup>1)</sup>	875 000	200 %	200 %	1 750 000
Franco Sciannamblo	170 000	200 %	200 %	340 000
Treena Cooper <sup>2)</sup>	95 205	200 %	200 %	190 410
John Ireland	197 500	200 %	200 %	395 000
Sherilyn King <sup>3)</sup>	87 632	200 %	200 %	175 264

1) Le contrat de travail de M. Eckert daté du 14 septembre 2017 a pris fin le 15 septembre 2020. Selon les modalités du contrat de travail de septembre 2017, la performance aux fins du RICT serait évaluée à la fin de la période allant du 1<sup>er</sup> janvier au 14 septembre 2020 et le paiement aux termes de celui-ci serait effectué au plus tard le 30 septembre 2020. Le 3 septembre 2020, le conseil d'administration a déterminé que le paiement correspondrait à 200 % pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier au 14 septembre 2020. Selon les modalités du contrat de travail de M. Eckert daté du 16 juillet 2020, la performance aux fins du RICT pour le reste de 2020 serait évaluée à la fin de la période allant du 15 septembre au 31 décembre 2020.

2) M<sup>me</sup> Cooper a été promue au poste de première vice-présidente, Secrétaire et conseillère juridique principale le 11 novembre 2020 et sa cible aux termes du RICT est passée de 40 % à 50 % de son salaire de base. Le salaire de base de M<sup>me</sup> Cooper est demeuré inchangé (230 000 \$) et son paiement au titre du RICT pour 2020 a donc été calculé au prorata.

3) M<sup>me</sup> King a été promue au poste de première vice-présidente des ventes, du marketing et du service à la clientèle le 11 novembre 2020 et sa cible aux termes du RICT est passée de 40 % à 50 % de son salaire de base. En outre, son salaire de base a été majoré, passant de 205 000 \$ à 245 000 \$. Le paiement de M<sup>me</sup> King au titre du RICT pour 2020 a donc été calculé au prorata.

## PROGRAMMES INCITATIFS À LONG TERME

Le CRHR examine chaque année la structure du RILT aux fins du maintien de l'harmonisation des intérêts des membres de la haute direction visés et des autres hauts dirigeants de la Société avec ceux des actionnaires de la Société et le RILT est axé sur la création de valeur à long terme pour les actionnaires.

Les attributions annuelles consenties aux termes du RILT aux hauts dirigeants et aux employés-cadres clés de la Société visent ce qui suit :

- Favoriser la création de valeur à long terme pour les actionnaires;
- Indiquer aux hauts dirigeants le lien entre les indicateurs de rendement sur lesquels ils peuvent avoir une incidence directe et leur rémunération;
- Recruter des dirigeants et les garder au service de la Société.

Chaque membre de la haute direction visé, sauf le président et chef de la direction, reçoit une attribution cible annuelle aux termes du RILT exprimée en un pourcentage de son salaire de base. Les premiers vice-présidents reçoivent des attributions aux termes du RILT d'une valeur à l'octroi correspondant à quatre-vingt-cinq pour cent (85 %) de leur salaire de base, la totalité étant versée sous forme d'options. Les vice-présidents reçoivent des attributions aux termes du RILT d'une valeur à l'octroi correspondant à soixante pour cent (60 %) de leur salaire de base, 70 % d'entre elles étant versées sous forme d'options et 30 %, sous forme d'UAR.

Le 16 juillet 2020, la Société a conclu avec M. Eckert un deuxième contrat de travail d'une durée de trois ans. Selon les modalités de ce deuxième contrat de travail, M. Eckert s'est vu octroyer une attribution non récurrente aux termes du RILT constituée d'options, de DAA et d'UAR. M. Eckert n'a droit à aucune attribution aux termes du RILT durant la période de trois ans de son contrat de travail.

## ACQUISITION DE DROITS AUX TERMES DU RILT DE 2017, DE 2018 ET DE 2020

Le 15 septembre 2017, M. Eckert s'est vu octroyer 701 875 options, 701 875 droits à l'appréciation d'actions (« DAA ») ET 156 839 UAR. La juste valeur marchande par action à la date d'octroi, soit le 15 septembre 2017, était de 7,97 \$. Les droits rattachés à chaque option, DAA et UAR ont été acquis le 15 septembre 2020 à 9 h 30 HE. Le 5 août 2020, le conseil d'administration a approuvé la remise des options (701 875) dont les droits étaient acquis et qui pouvaient être exercées à compter du 15 septembre 2020.

L'attribution annuelle aux termes du RILT de 2018 était constituée d'UAR et d'options attribuées aux hauts dirigeants et aux employés-cadres désignés. La valeur pondérée des options et des UAR variait pour chaque membre de la haute direction visé selon qu'il s'agissait d'un premier vice-président ou d'un vice-président au moment de l'octroi de 2018. M. Sciannamblo a reçu 70 % de son attribution incitative à long terme sous forme d'options et 30 % de celle-ci sous forme d'UAR jusqu'à sa nomination à titre de premier vice-président et chef de la direction financière le 19 juillet 2018 et que des options supplémentaires lui soient alors octroyées; M. Ireland a reçu la totalité de son attribution incitative à long terme sous forme d'options; M<sup>me</sup> Cooper a reçu la moitié d'une telle attribution sous forme d'UAR et d'options jusqu'à ce qu'elle soit promue au poste de vice-présidente, Secrétaire et conseillère juridique principale le 19 juillet 2018 et que son attribution incitative à long terme devienne alors constituée à 70 % d'options et à 30 % d'UAR et qu'elle se voie ainsi octroyer des UAR et des options supplémentaires et M<sup>me</sup> King a reçu 70 % de son attribution incitative à long terme sous forme d'options et 30 %, sous forme d'UAR.

Les UAR attribuées aux hauts dirigeants étaient assujetties à une condition d'acquisition en fonction d'une période de trois ans, devant être confirmée au moment de l'approbation des états financiers du 31 décembre 2020. Conformément à la période d'acquisition et d'exercice des options octroyées en 2018, les droits rattachés à ces options ont été acquis le 21 février 2021 et les options doivent être exercées au plus tard le 21 février 2022 (les « options dont les droits ont été acquis en 2018 »). Les droits rattachés à vingt-cinq pour cent (25 %) des options octroyées en 2020 ont été acquis le 25 février 2021 et ces options doivent être exercées au plus tard le 25 août 2021 (les « options dont les droits ont été acquis en 2020 »).

Le 10 février 2021, le conseil d'administration a approuvé la remise des options dont les droits ont été acquis en 2018 et des options dont les droits ont été acquis en 2020 en échange d'un paiement au comptant correspondant au cours moyen pondéré en fonction du volume d'une action à la Bourse de Toronto pour la période de cinq (5) jours de bourse précédant la date de remise, moins le prix d'octroi, multiplié par le nombre d'options octroyées au participant. MM. Sciannamblo et Ireland et M<sup>me</sup> Cooper et M<sup>me</sup> King ont remis leurs options dont les droits ont été acquis en 2018 le 1<sup>er</sup> mars 2021. Leurs options ont ensuite été annulées et retournées à la Société.

Le tableau qui suit présente les montants (en dollars ou selon la valeur des actions) pour les options, DAA et UAR reçus par le membre de la haute direction visé admissible au règlement des attributions aux termes du RILT de 2017 et de 2018 et de 25 % des attributions aux termes du RILT de 2020 :

Membre de la haute direction visé	Attribution consentie aux termes du RILT à la date d'octroi <sup>1)</sup>	Paiement consenti aux termes du RILT <sup>2)</sup>
David A. Eckert	5 587 595 \$	6 699 226 \$
Franco Sciannamblo	210 252 \$	224 342 \$
Treena Cooper	85 500 \$	83 189 \$
John Ireland	419 688 \$	603 606 \$
Sherilyn King	102 752 \$	117 048 \$

- 1) Pour M. Eckert, on a calculé cette valeur en multipliant le nombre d'options et de DAA par la juste valeur à la date d'octroi, soit 3,09 \$, et en multipliant les UAR attribuées au moment de l'octroi par le cours moyen pondéré en fonction du volume des actions sous-jacentes, soit 7,97 \$. Pour M. Sciannamblo, M<sup>me</sup> Cooper, M. Ireland et M<sup>me</sup> King, cette valeur a été calculée en fonction de la cible de ces dirigeants aux termes du RILT (exprimée en un pourcentage du salaire) au moment de l'octroi.
- 2) Pour M. Eckert, on a calculé ce paiement en multipliant le nombre d'UAR par 11,4376 \$, soit le cours des actions durant la période de règlement, qui a pris fin le 15 septembre 2020 et le paiement pour les options remises et les DAA acquis a été établi en fonction d'un prix équivalant au cours moyen pondéré en fonction du volume pour les cinq (5) jours de bourse précédant la remise, soit 11,4376 \$, moins le prix d'exercice applicable (7,97 \$). Pour M. Sciannamblo, M<sup>me</sup> Cooper et M<sup>me</sup> King, on a calculé ce paiement en multipliant le nombre d'UAR (y compris les UAR supplémentaires crédités après que la Société a déclaré un dividende au premier, deuxième et troisième trimestres de 2020) par 12,1499 \$, soit le cours des actions durant la période de règlement, qui a pris fin le 19 février 2021. De plus, le 1<sup>er</sup> mars 2021, MM. Sciannamblo et Ireland, M<sup>me</sup> Cooper and M<sup>me</sup> King ont remis leurs options dont les droits ont été acquis en 2018 aux fins d'annulation en contrepartie d'un paiement en espèces équivalant au cours moyen pondéré en fonction du volume pour les cinq (5) jours de bourse précédant la remise, soit 12,1457 \$, moins le prix d'exercice applicable (7,6069 \$).

## ATTRIBUTIONS AUX TERMES DU RILT DE 2020

Comme il est indiqué ci-dessus, en vue d'harmoniser les intérêts des membres de la haute direction visés et des autres hauts dirigeants de la Société avec ceux des actionnaires et de se concentrer sur la création de valeur à long terme pour les actionnaires, et étant donné que la Société poursuit un plan de redressement, le CRHR a jugé qu'il était approprié de maintenir en 2020 la composition des titres de capitaux propres établie en 2018. Les membres de la haute direction visés qui étaient des premiers vice-présidents au moment où les octrois de 2020 ont été effectués (MM. Sciannamblo et Ireland) ont reçu tous leurs octrois sous forme d'options aux termes du régime d'options d'achat d'actions de 2012 et les membres de la haute direction visés qui étaient des vice-présidents au moment de l'octroi (M<sup>me</sup> Cooper et M<sup>me</sup> King) ont reçu 70 % de leurs octrois sous forme d'options et 30 % de celles-ci, sous forme d'UAR. Afin de maintenir un sentiment d'urgence pendant que la Société exécute son plan de redressement, d'axer les efforts sur la production d'un rendement constant à long terme et de promouvoir le maintien en poste, le CRHR a déterminé qu'il était approprié de modifier les périodes d'acquisition et d'exercice des options octroyées en 2020. Les droits rattachés aux options octroyées en 2020 s'acquerront et les options pourront être exercées comme suit : 25 % des droits au premier anniversaire de la date d'octroi, 25 % supplémentaires au deuxième anniversaire et les 50 % restants, au troisième anniversaire, et les hauts dirigeants disposent d'un délai de cent quatre-vingt (180) jours après chaque date d'acquisition pour exercer les options.

L'acquisition des droits rattachés aux UAR n'est assujettie à aucune condition liée au rendement. Les droits rattachés aux UAR s'acquerront à la date d'approbation des états financiers au 31 décembre 2023, ce qui devrait avoir lieu en février 2024 et à la condition que le participant soit encore au service de la Société.

Les membres de la haute direction visés (sauf le président et chef de la direction) ainsi que d'autres dirigeants et employés-cadres clés de la Société se sont vu attribuer une rémunération incitative fixe en dollars sous forme d'options et/ou d'UAR établie en fonction d'un pourcentage de leur salaire de base, comme il est indiqué dans le tableau ci-après. On a calculé le nombre d'UAR attribuées à chaque membre de la haute direction visé en divisant la rémunération incitative en dollars par le cours moyen pondéré en fonction du volume des actions à la TSX pour la période de vingt (20) jours de bourse précédant l'approbation de l'attribution. Le nombre réel d'options octroyées aux membres de la haute direction visés est indiqué dans le tableau « Attributions fondées sur des actions et attributions fondées sur des options en cours » de la rubrique « Rémunération de la haute direction – Analyse de la rémunération des membres de la haute direction – Attributions en vertu d'un régime incitatif » et est établi en fonction d'un modèle d'attribution Black-Scholes.

Poste	Composantes du RILT de 2020			
	RILT annuel Cible du salaire de base	Options d'achat d'actions	DAA	Unités d'actions liées au rendement / Unités d'actions avec restrictions
Président et chef de la direction	279 % <sup>1)</sup>	55 %	6 %	Néant / 39 %
Premiers vice-présidents	85 %	100 %		
Vice-présidents	60 %	70 %		30 %

1) Représente l'attribution reçue par M. Eckert lorsqu'il a conclu un deuxième contrat de travail avec la Société le 16 juillet 2020, annualisée sur la période de trois ans de son contrat de travail.

Aux termes de la convention d'attribution relative au régime incitatif à long terme de M. Eckert qui a été signée le 16 juillet 2020, M. Eckert a reçu un octroi non récurrent, couvrant la période de trois ans de son nouveau contrat de travail, soit 1 567 487 options et 174 165 droits à l'appréciation des actions (DAA) à un prix d'exercice de 8,79 \$ par action. Le tiers (1/3) des droits rattachés aux options et des DAA s'acquiert à chaque anniversaire de la date d'octroi, qui est le 16 juillet 2020 (la « date d'octroi »). Après l'acquisition, les options peuvent être exercées jusqu'au 31 décembre 2023 et les DAA acquis peuvent être exercés jusqu'au 31 décembre de l'année durant laquelle ils sont acquis. De plus, M. Eckert s'est vu attribuer 321 671 UAR, les droits rattachés à 141 084 d'entre eux étant acquis au troisième anniversaire de la date d'octroi et le tiers (1/3) des 180 587 UAR restants, à chacun des trois premiers anniversaires de la date d'octroi.

## SOMMAIRE DU RÉGIME D'OPTIONS D'ACHAT D' ACTIONS, DU RÉGIME D'UAR ET D'ULR ET DU RÉGIME DE DROITS À L' APPRÉCIATION D' ACTIONS

### RÉGIME D'OPTIONS D'ACHAT D' ACTIONS DE 2012

Le régime d'options d'achat d'actions de 2012 a été adopté le 20 décembre 2012. Ce régime incitatif à long terme vise les objectifs suivants : i) recruter des employés et des dirigeants aptes à contribuer largement au bon fonctionnement de l'entreprise et les garder au service de la Société ou d'un membre du même groupe (terme défini dans la LSA), qui est également une personne liée (terme défini à l'article 251 de la Loi de l'impôt sur le revenu (Canada)), et de toute autre entité déclarée par le conseil comme étant une entité membre du groupe aux fins du régime d'options d'achat d'actions de 2012 (chacune,

une « entité membre du groupe »); ii) stimuler les membres de la direction à diriger la Société pendant le redressement de son entreprise; iii) harmoniser plus étroitement les intérêts de la direction avec ceux des actionnaires.

Aux termes du régime d'options d'achat d'actions de 2012, au plus 1 290 612 actions sont disponibles aux fins d'émission à l'exercice des options. Ce nombre d'actions disponible aux fins d'émission a été porté à 2 806 932 par suite de l'approbation des actionnaires reçue à l'assemblée générale annuelle de la Société du 11 mai 2018. Le régime d'options d'achat d'actions de 2012 a été modifié de nouveau avec l'approbation des actionnaires reçue à l'assemblée générale annuelle et extraordinaire de la Société tenue le 13 mai 2020 afin de prévoir une modalité d'exercice sans décaissement, donnant droit à une somme en espèces, sans déduction complète des actions sous-jacentes de la réserve du régime. Cette modification permet, sous réserve de

l'approbation du conseil ou du comité au moment de l'exercice, aux titulaires d'options de choisir de remettre une option pouvant être exercée aux fins d'annulation en échange d'un paiement en espèces correspondant à l'excédent de la juste valeur marchande (terme défini dans le tableau ci-après) de l'action à la date de remise par rapport au prix d'exercice. Les actions sous-jacentes à l'option remise seront rajoutées à la réserve du régime. Les restrictions additionnelles suivantes s'appliquent aux attributions consenties en vertu de ce régime : i) le nombre d'actions pouvant être émises aux initiés, en tout temps, en vertu du régime d'options d'achat d'actions de 2012 et des autres mécanismes de rémunération fondés sur des titres de la Société doit être inférieur à cinq pour cent (5 %) des actions émises et en circulation; ii) le nombre d'actions émises aux initiés au cours de toute période d'un (1) an, en vertu du régime d'options d'achat d'actions de 2012 et des autres mécanismes de rémunération fondés sur des titres de la Société, doit être inférieur à cinq pour cent (5 %) des actions émises et en circulation; iii) le nombre total maximal d'actions qui peuvent faire l'objet d'une attribution à un même participant en vertu du régime d'options d'achat d'actions de 2012 et de tout autre mécanisme de rémunération fondé sur des titres de la Société doit être inférieur à cinq pour cent (5 %) des actions émises et en circulation.

La durée des options en cours aux termes du régime d'options d'achat d'actions de 2012 (la « **durée de l'option** ») ne peut pas dépasser dix (10) ans. Toutefois, si la durée de l'option expire pendant une période où la Société interdit aux administrateurs et à certains employés de la Société de négocier des titres de la Société (la « **période d'interdiction des opérations** »), ou dans les dix (10) jours de bourse qui suivent, la durée de l'option est automatiquement prolongée jusqu'au dixième (10<sup>e</sup>) jour de bourse suivant la fin de la période d'interdiction des opérations.

En vertu du régime d'options d'achat d'actions de 2012, le conseil ou un comité prescrit la ou les dates à partir desquelles la totalité ou une partie d'une option peut être exercée et peut établir les critères de rendement qui doivent être remplis par le participant, la Société et/ou une entité membre du groupe afin que la totalité ou une partie des options puisse être exercée.

## APPROBATION DE LA MODIFICATION APPORTÉE AU RÉGIME D'OPTIONS D'ACHAT D' ACTIONS

Le 23 mars 2021, le conseil a approuvé une modification apportée au régime d'options d'achat d'actions de 2012 visant à accroître i) le nombre d'actions pouvant être émises en faveur d'initiés, à tout moment, en vertu du régime d'options d'achat d'actions de 2012 et d'autres mécanismes de rémunération fondés sur des titres de la Société, qui passe de moins de cinq pour cent (5 %) à au plus dix pour cent (10 %) des actions émises et en circulation; ii) le nombre d'actions émises en faveur d'initiés au cours de toute période d'un (1) an, en vertu du régime d'options d'achat d'actions de 2012 et d'autres mécanismes de rémunération fondés sur des titres de la Société, qui passe de moins de cinq pour cent (5 %) à au plus dix pour cent (10 %) des actions émises et en circulation, et iii) le nombre total maximal d'actions qui peuvent faire l'objet d'attributions en faveur d'un même participant en vertu du régime d'options d'achat d'actions de 2012 et d'autres mécanismes de rémunération fondés sur des titres de la Société, qui passe de moins de cinq pour cent (5 %) à au plus dix pour cent (10 %) des actions émises et en circulation. En outre, le régime d'options d'achat d'actions de 2012 a été modifié afin de prévoir que le fait pour la Société de racheter des actions dans le cadre d'une offre publique de rachat ne contreviendra pas à ces limites à l'égard de toute option en cours avant un tel rachat d'actions aux fins d'annulation.

Le régime d'options d'achat d'actions de 2012 stipule notamment ce qui suit :

Prix d'exercice	Le prix d'exercice correspond au cours moyen pondéré en fonction du volume des actions à la TSX pendant les cinq (5) jours de bourse précédant la date de l'attribution (la « <b>juste valeur marchande</b> »).
Date d'octroi	La date d'octroi d'une option peut être la date à laquelle l'option est attribuée ou, au gré du conseil au moment de l'attribution, tomber après la date à laquelle le conseil décide d'attribuer l'option, afin de faire en sorte, notamment, que la juste valeur marchande de l'option soit calculée en fonction de jours de bourse qui ne tombent pas dans une période d'interdiction des opérations.
Acquisition	Au gré du conseil, mais au plus tard le jour précédant le dixième (10 <sup>e</sup> ) anniversaire de la date d'octroi.
Transfert ou cession d'options	Les options ne peuvent être transférées ou cédées, sauf en cas de décès, où les options peuvent être exercées par l'administrateur de la succession du participant.
Circonstances dans lesquelles une personne n'a plus le droit de participer au régime	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Démission ou cessation d'emploi sans motif valable</b> – Sauf en cas de démission pour un motif sérieux après un changement de contrôle : i) chaque option pouvant être exercée alors détenue par le participant pourra encore être exercée pendant trois (3) mois civils à compter de la date de la cessation d'emploi, ou jusqu'à la fin de la durée de l'option au plus tard, après quoi l'option expirera; ii) chaque option ne pouvant pas être exercée alors détenue par le participant expirera immédiatement.</li> <li>• <b>Cessation d'emploi pour un motif valable</b> – À moins d'une indication contraire du conseil ou d'un comité, s'il est mis fin à l'emploi d'un participant pour un motif valable, chaque option alors détenue par le participant, qu'elle puisse ou non être exercée à la date de la cessation d'emploi, expirera immédiatement à la date de la cessation d'emploi.</li> <li>• <b>Invalidité de longue durée</b> – Chaque option pouvant être exercée alors détenue par le participant pourra encore être exercée pendant douze (12) mois civils à compter de la date de l'invalidité de longue durée, ou jusqu'à la fin de la durée de l'option au plus tard, après quoi l'option expirera, et chaque option ne pouvant pas être exercée alors détenue par le participant pourra être exercée à compter de la date où elle aurait pu l'être si le participant était demeuré au service de la Société ou d'une entité membre de son groupe, pendant douze (12) mois civils à compter de la date de l'invalidité de longue durée, ou jusqu'à la fin de la durée de l'option au plus tard, après quoi l'option expirera.</li> <li>• <b>Décès</b> – Chaque option pouvant être exercée alors détenue par le participant pourra encore être exercée pendant douze (12) mois civils à compter de la date du décès, mais jusqu'à la fin de la durée de l'option au plus tard, après quoi l'option expirera, et chaque option ne pouvant être exercée alors détenue par le participant pourra être exercée par l'administrateur ou le liquidateur de sa succession à compter de la date du décès et pendant une période de douze (12) mois civils à compter de cette date, mais jusqu'à la fin de la durée de l'option au plus tard, après quoi l'option expirera.</li> <li>• <b>Retraite</b> – Si le participant prend sa retraite et qu'il a atteint l'âge de soixante (60) ans à la date du départ à la retraite : i) chaque option pouvant être exercée alors détenue par le participant pourra encore être exercée pendant trente-six (36) mois civils à compter de la date du départ à la retraite, ou jusqu'à la fin de la durée de l'option au plus tard, après quoi l'option expirera; ii) chaque option ne pouvant pas être exercée alors détenue par le participant pourra être exercée à compter de la date où elle aurait pu l'être si le participant était demeuré au service de la Société ou d'une entité membre de son groupe, pendant trente-six (36) mois civils à compter de la date du départ à la retraite, ou jusqu'à la fin de la durée de l'option au plus tard, après quoi l'option expirera. Si le participant prend sa retraite avant la fin de la durée de l'option sans avoir atteint l'âge de soixante (60) ans à la date du départ à la retraite, i) chaque option pouvant être exercée alors détenue par le participant continuera de pouvoir être exercée pendant douze (12) mois civils à compter de la date du départ à la retraite, ou jusqu'à la fin de la durée de l'option au plus tard, après quoi l'option expirera; ii) chaque option ne pouvant pas être exercée alors détenue par le participant expirera immédiatement.</li> </ul>
Définition de changement de contrôle	Un changement de contrôle désigne : i) la vente de la totalité ou de la quasi-totalité des actifs de la Société; ii) la vente de titres, directement ou indirectement, faisant en sorte que plus de 50 % des titres comportant droit de vote de la Société sont détenus, directement ou indirectement, par une autre personne; ou iii) la fusion ou le regroupement de la Société avec une autre personne faisant en sorte que les administrateurs siégeant au conseil avant cette opération ne constituent plus la majorité des administrateurs de l'entité issue de l'opération.



Changement de contrôle	Si un changement de contrôle a lieu, à moins d'une décision contraire du conseil, chaque option qui n'est pas convertie ou remplacée par une attribution de remplacement (terme défini ci-après) d'une entité remplaçante pourra être exercée immédiatement avant la réalisation du changement de contrôle. Une attribution de remplacement doit, de l'avis du conseil : i) être fondée sur des actions qui sont négociées sur un marché de valeurs mobilières établi au Canada ou aux États-Unis; ii) fournir au participant des droits essentiellement équivalents ou supérieurs aux droits et conditions applicables en vertu des options, notamment un calendrier d'exercice ou d'acquisition des droits identique ou meilleur et un délai et des modes de versement identiques ou meilleurs; iii) être d'une valeur économique essentiellement équivalente à celle de ces options (calculée au moment du changement de contrôle) (une « attribution de remplacement »). Si des attributions de remplacement sont disponibles et qu'il est mis fin à l'emploi du participant sans motif valable ou qu'il démissionne pour un motif sérieux dans les vingt-quatre (24) mois civils suivant un changement de contrôle : i) chaque attribution de remplacement pouvant être exercée alors détenue par le participant pourra encore être exercée pendant vingt-quatre (24) mois civils à compter de la date de la cessation d'emploi ou de la démission, ou jusqu'à la fin de la durée de l'option au plus tard, après quoi l'attribution de remplacement expirera; ii) chaque attribution de remplacement ne pouvant pas être exercée alors détenue par le participant pourra être exercée à compter de la cessation d'emploi ou de la démission, pendant vingt-quatre (24) mois civils à compter de la date de la cessation d'emploi ou de la démission, ou jusqu'à la fin de la durée de l'option au plus tard, après quoi l'attribution de remplacement expirera. Néanmoins, le conseil peut, à son gré, raccourcir le délai d'exercice ou d'acquisition des droits de la totalité ou d'une partie des options ne pouvant alors être exercées pour en permettre l'exercice immédiatement avant la réalisation d'un changement de contrôle.
Modifications du régime	Le conseil ou le CRHR, en vertu des dispositions du régime d'options d'achat d'actions de 2012 ou d'une délégation particulière de pouvoirs, peut non seulement exercer les pouvoirs que lui confère ce régime, mais aussi en modifier les dispositions, en suspendre l'application, l'abroger ou encore modifier les conditions des options déjà attribuées alors en cours. Il est toutefois entendu que la Société doit obtenir l'approbation des actionnaires pour ce qui suit : a) la modification du nombre maximal d'actions pouvant être émises aux termes du régime; b) l'augmentation du nombre d'actions pouvant être émises à des initiés ou à un participant aux termes du régime, dans les deux cas sous réserve de certains ajustements en cas de restructuration du capital-actions; c) une modification qui permettrait à des administrateurs non employés de la Société ou d'une entité membre de son groupe d'être admissibles à des attributions d'options aux termes du régime; d) une modification qui permettrait de transférer ou de céder une option attribuée aux termes du régime, autrement que par testament ou conformément aux lois successorales (règlement d'une succession); e) l'ajout d'une modalité d'exercice sans décaissement, donnant droit à une somme en espèces ou à des actions, qui ne prévoit pas la déduction du nombre total d'actions sous-jacentes de la réserve d'actions constituée pour l'application du régime; f) l'ajout de dispositions permettant aux participants de recevoir des actions sans que la Société obtienne de contrepartie en espèces; g) la réduction du prix d'exercice d'une option après son attribution ou l'annulation d'une option et son remplacement par une nouvelle option comportant un prix d'exercice inférieur, sous réserve de certains ajustements autorisés en cas de restructuration du capital-actions; h) la prolongation de la durée d'une option au-delà de sa date d'expiration initiale, sauf durant une période d'interdiction des opérations; i) l'ajout au régime de toute forme d'aide financière ou la modification d'une disposition d'aide financière en vue de favoriser davantage les participants; j) la modification de la disposition en matière de modifications du régime, sauf une modification d'ordre administratif. Le conseil ou le CRHR, en vertu des dispositions du régime d'options d'achat d'actions de 2012 ou d'une délégation particulière de pouvoirs, peut, à son gré, sous réserve de l'obtention de l'approbation requise des autorités de réglementation, au besoin, apporter toute autre modification au régime ou aux attributions d'options aux termes du régime d'options d'achat d'actions de 2012 qui n'est pas mentionné ci-dessus, notamment les suivantes : a) les modifications d'ordre administratif ainsi que toute modification qui clarifie une disposition du régime d'options d'achat d'actions de 2012; b) les modifications aux dispositions en matière d'acquisition des droits rattachés à une option ou au régime d'options d'achat d'actions de 2012; c) les modifications aux dispositions en matière de résiliation d'une option ou au régime qui ne nécessitent pas une prolongation au-delà de la date d'expiration initiale; d) en cas de division, de regroupement, de conversion ou de reclassement des actions par la Société ou si toute autre mesure de nature semblable touchant ces actions est prise par la Société, le rajustement i) des options détenues par chaque participant et ii) du nombre d'actions réservées aux fins d'émission aux termes du régime, de la même manière.
Aide financière	La Société n'accordera aucune aide financière aux participants au régime d'options d'achat d'actions de 2012.

Tous les hauts dirigeants, sauf M. Eckert, sont tenus de détenir 25 % des actions sous-jacentes aux options exercées tant qu'ils n'ont pas respecté l'exigence minimale d'avoirs en actions. Cette mesure a été mise en place afin d'aider les hauts dirigeants à acquérir des titres de capitaux propres de la Société en vue d'harmoniser plus étroitement leurs intérêts avec ceux des actionnaires. Les attributions sont également assujetties à la politique de recouvrement.

Au 31 décembre 2020, 2 717 779 options étaient en cours aux termes du régime d'options d'achat d'actions de 2012, 1 150 292 options étaient en cours, exclusion faite des options d'achat d'actions payables en espèces représentant 4,1 % des actions en circulation et 1 531 227 options demeuraient disponibles aux fins d'émission, soit 5,5 % des actions en circulation. Le tableau qui suit présente la dilution maximale au cours des cinq (5) dernières années civiles. La première colonne pour 2020 reflète la dilution et le taux d'épuisement pour les options, exclusion faite des options payables en espèces, tandis que la deuxième colonne pour 2020 reflète la dilution et le taux d'épuisement pour les toutes les options, y compris les options payables en espèces :

DILUTION	2016	2017	2018	2019	2020
Réserve totale approuvée	1 290 612	2 806 932	2 806 932	2 806 932	2 806 932
Options émises et en cours, à l'exclusion des options d'achat d'actions payables en espèces <sup>1)</sup>	630,950	322 675	645 177	1 281 227	1 150 292
Options émises et options d'achat d'actions en cours payables en espèces <sup>1)</sup>	-	701 875	701 875	701 875	1 567 487
Options émises et en cours	630 950	1 024 550	1 347 052	1 983 102	2 717 779
Options exercées	11 375	Néant	Néant	Néant	26 788
Options disponibles pour émission	561 037	1 683 757	1 361 255	725 205	(36 260)
Options disponibles pour émission, à l'exclusion des options payables en espèces	561 037	2 385 632	2 063 130	1 427 080	1 531 227
Actions en circulation à la fin de l'exercice	28 075 304	28 075 306	28 075 308	28 075 308	27 828 906
Dilution maximale possible <sup>2)</sup>	4,25 %	9,65 %	9,65 %	9,65 %	9,64 %
Dilution réelle <sup>3)</sup>	2,25 %	1,15 %	2,30 %	4,56 %	4,13 %
Taux d'épuisement <sup>4)</sup>	0,95 %	0,0 %	3,03 %	3,34 %	1,64 %

1) À l'assemblée annuelle et extraordinaire des actionnaires tenue le 13 mai 2020, une modification apportée au régime d'options d'achat d'actions de 2012 a été approuvée afin de prévoir une modalité d'exercice sans décaissement, donnant droit à une somme en espèces, sans déduction complète des actions sous-jacentes de la réserve du régime. Le calcul pour la dilution et le taux d'épuisement ne tient pas compte des options payables en espèces puisque ces options n'ont aucune incidence sur le nombre d'actions de la réserve du régime pouvant être émises.

2) On calcule la dilution possible maximale en divisant i) le nombre d'options qui demeurent disponibles pour émission, plus le nombre total d'options émises et en circulation par ii) le nombre d'actions en circulation à la fin de l'exercice.

3) On calcule la dilution réelle en divisant le nombre d'options en cours, à l'exclusion des options payables en espèces, par le nombre d'actions en circulation à la fin de l'exercice.

4) On calcule le taux d'épuisement en divisant le nombre d'options octroyées, à l'exclusion des options d'achat d'actions payables en espèces durant l'exercice, par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation pour l'exercice applicable.

## RÉGIME D'UNITÉS D' ACTIONS AVEC RESTRICTIONS ET D'UNITÉS D' ACTIONS LIÉES AU RENDEMENT

Le régime d'UAR et d'ULR a été adopté et mis en œuvre en 2013 en vue de fournir aux participants admissibles une rémunération incitative visant à les encourager à améliorer la capacité de la Société à recruter, à motiver et à fidéliser du personnel clé, de récompenser les participants de leur rendement supérieur et de la croissance de la valeur pour les actionnaires qui en découle et d'harmoniser les intérêts des participants avec ceux des actionnaires. Le conseil a le pouvoir discrétionnaire d'établir quels employés de la Société participent au régime d'UAR et d'ULR, le montant de l'incitatif attribué aux termes de ce régime, la répartition entre UAR et ULR et les conditions connexes d'acquisition des droits. Le régime d'UAR et d'ULR prévoit des attributions d'UAR ou d'ULR. Si la Société déclare un dividende en actions ordinaires, des UAR supplémentaires seront portés au crédit du compte du participant à chaque date de versement de dividendes et leur valeur équivaldra à celle des dividendes versés sur les actions ordinaires.

Caractéristiques du régime d'UAR et d'ULR	Unités d'actions avec restrictions (« UAR »)	Unités d'actions liées au rendement (« ULR »)
Description	Une attribution d'UAR permet au participant d'obtenir les actions sous-jacentes de la Société, sous réserve du respect d'une condition d'acquisition des droits fondée sur les années de service et établie par le conseil (c.-à-d. que le participant doit être au service de la Société pendant une période donnée).	Une attribution d'ULR permet au participant d'obtenir les actions sous-jacentes, sous réserve du respect des conditions d'acquisition des droits liées au rendement qui doivent être respectées au cours d'une période de rendement préétablie.
Mesure du rendement	Aucune	Établie par le conseil
Acquisition/durée	Maximum de trente-six (36) mois à compter de la date d'octroi.	
Montant et prix	Le conseil établit le montant de l'incitatif, exprimé soit comme une somme en dollars, soit comme un nombre d'unités. Si une somme en dollars fixe est attribuée, pour établir le nombre d'unités d'actions sous-jacentes devant être attribuées à un participant, cette somme est divisée par le cours moyen pondéré en fonction du volume des actions à la TSX pour les vingt (20) jours de bourse précédant la date d'octroi par le conseil. Le prix d'exercice est alors déterminé comme le cours moyen pondéré en fonction du volume des actions à la TSX pour la période de cinq (5) jours de bourse précédant le sixième jour de bourse entier suivant la date d'octroi par le conseil et la fin d'une période d'interdiction des opérations, comme le prévoit la politique en matière d'opérations d'initiés de la Société.	
Capitalisation	Le régime d'UAR et d'ULR donne au conseil le pouvoir discrétionnaire de capitaliser l'attribution en achetant les actions sur le marché libre, ou de ne pas la capitaliser en portant au crédit du compte du participant des unités d'actions avec restrictions théoriques. L'attribution de 2020 était entièrement capitalisée et, par conséquent, n'entraîne aucune dilution puisque les actions sous-jacentes aux attributions ont été achetées sur le marché libre.	
Démission ou cessation d'emploi pour un motif valable	Le participant cesse d'être admissible au régime d'UAR et d'ULR et toutes les UAR et ULR dont les droits ne sont pas acquis sont annulées.	
Retraite, cessation d'emploi sans motif valable, invalidité de longue durée ou décès	L'acquisition des droits rattachés aux UAR est déterminée au prorata selon une fraction dont le numérateur est le nombre de périodes de rendement terminées par le participant et dont le dénominateur est le nombre total de périodes de rendement, sous réserve d'un maximum de trois (3).	Toutes les ULR dont les droits ne sont pas acquis sont annulées.
Changement de contrôle	Les droits rattachés à toutes les UAR et ULR en cours sont acquis selon la cible en cas de changement de contrôle, que les conditions d'acquisition des droits aient été remplies ou non, si aucune attribution de remplacement, au sens donné à <i>alternative awards</i> dans le régime d'UAR et d'ULR, n'est faite à la suite de ce changement de contrôle. Si une attribution de remplacement est faite et qu'il est mis fin à l'emploi d'un participant sans motif valable ou qu'il démissionne pour un motif sérieux, au sens donné à <i>without cause</i> et à <i>good reason</i> dans le régime d'UAR et d'ULR, dans les vingt-quatre (24) mois suivant ce changement de contrôle, les droits aux attributions de remplacement sont acquis. Dans de tels cas, les participants ont la possibilité de recevoir les attributions d'actions sous la forme d'actions ou d'une somme en espèces, déduction faite des impôts et taxes.	

## RÉGIME DE DROITS À L'APPRÉCIATION D' ACTIONS DE 2017

Le régime de DAA a été adopté et mis en œuvre en 2017 afin d'offrir aux participants admissibles une rémunération incitative, établie en fonction de l'appréciation de la valeur des actions de la Société, et de récompenser ainsi les efforts déployés pour stimuler le rendement et la croissance de la valeur pour les actionnaires, et d'harmoniser les intérêts des participants admissibles avec ceux des actionnaires. Le conseil a le pouvoir discrétionnaire de déterminer quels employés de la Société participeront au régime de DAA et d'établir le montant de l'incitatif attribué aux termes du régime de DAA.

Caractéristiques du régime de DAA	
Description	Une attribution de DAA confère à un participant admissible le droit de recevoir un paiement en espèces d'une valeur correspondant à l'excédent a) de la juste valeur marchande des actions à la date d'acquisition, moins b) le cours moyen pondéré en fonction du volume des actions à la TSX pour la période de cinq (5) jours de bourse précédant la date d'octroi, multiplié par le nombre d'actions à l'égard desquelles les droits à l'appréciation d'actions seront exercés.
Mesure du rendement	Aucune
Acquisition/durée	Au gré du conseil, mais au plus tard le jour précédant le dixième (10 <sup>e</sup> ) anniversaire de la date d'octroi.
Montant et prix	Le conseil établit le nombre de DAA devant être attribué à un participant. La juste valeur marchande des DAA est établie selon le cours moyen pondéré en fonction du volume des actions à la TSX pour la période de vingt (20) jours de bourse précédant la date d'approbation de l'attribution.
Cessation d'emploi pour un motif valable	Le participant cesse d'être admissible au régime de DAA et tous les DAA acquis et non acquis sont annulés.
Démission, cessation d'emploi sans motif valable	Le participant cesse d'être admissible au régime de DAA et les DAA ne pouvant être exercés expirent immédiatement. Le participant dispose de trois (3) mois civils à compter de la date de cessation de son emploi pour exercer les DAA pouvant être exercés, à défaut de quoi ils expireront.
Retraite, invalidité de longue durée et décès	Retraite : tout participant qui a atteint l'âge de soixante (60) ans et qui prend sa retraite, i) pourra encore exercer chaque DAA pouvant être exercé qu'il détient pendant une période de trente-six (36) mois civils à compter de la date du départ à la retraite, mais jusqu'à la date d'expiration au plus tard, après quoi les DAA expireront; ii) pourra exercer chaque DAA ne pouvant être exercé qu'il détient comme si le participant n'avait pas cessé d'être un employé, et ce, jusqu'à la date qui tombe trente-six (36) mois civils après la date du départ à la retraite ou, si elle est antérieure, jusqu'à la fin de la période d'expiration et par la suite, les DAA expireront. Tout participant qui n'a pas atteint l'âge de soixante (60) ans et qui prend sa retraite : i) pourra encore exercer chaque DAA pouvant être exercé qu'il détient pendant une période de douze (12) mois civils après la date du départ à la retraite, mais jusqu'à la date d'expiration au plus tard, après quoi les DAA expireront; ii) pourra exercer chaque DAA ne pouvant être exercé qu'il détient comme si le participant n'avait pas cessé d'être un employé, et ce, jusqu'à la date qui tombe douze (12) mois civils après la date du départ à la retraite ou, si elle est antérieure, jusqu'à la fin de la période d'expiration, après quoi les DAA expireront. Invalidité de longue durée ou décès : relativement à tout participant dont l'emploi auprès de la Société prend fin avant la date d'expiration en raison d'une invalidité de longue durée ou d'un décès, i) chaque DAA pouvant être exercé que détient alors le participant (ou un administrateur ou un liquidateur en cas de décès) pourra être exercé pendant une période de douze (12) mois à compter de la date de l'invalidité de longue durée ou du décès, mais au plus tard à la fin de la période d'expiration, après quoi les DAA expireront; ii) chaque DAA ne pouvant être exercé que détient alors le participant (ou un administrateur ou un liquidateur) pourra être exercé à la date à laquelle il aurait pu être exercé s'il n'avait pas été mis fin à l'emploi du participant auprès de la Société en raison d'une invalidité de longue durée ou de son décès et pourra être exercé jusqu'à la date qui tombe douze (12) mois civils après la date de l'invalidité de longue durée ou du décès ou, si elle est antérieure, jusqu'à la fin de la période d'expiration, après quoi les DAA expireront.
Changement de contrôle	Sauf s'il est converti en une attribution de remplacement ou remplacé par une telle attribution, chaque DAA s'acquerra à la survenance d'un changement de contrôle (au sens donné à <i>change of control</i> dans le régime de DAA). Si l'attribution de remplacement est disponible et qu'il est mis fin à l'emploi d'un participant sans motif valable ou que celui-ci démissionne pour un motif sérieux (au sens donné à <i>without cause</i> et à <i>good reason</i> dans le régime de DAA) dans les vingt-quatre (24) mois suivant le changement de contrôle, les droits rattachés à chaque attribution de remplacement détenue par le participant s'acquerront.

## AVANTAGES SOCIAUX, AVANTAGES INDIRECTS ET PRESTATIONS DE RETRAITE

### Avantages sociaux

Les avantages sociaux et les régimes de retraite offrent des éléments de sécurité financière et médicale aux membres de la haute direction visés. Sauf M. Eckert, les membres de la haute direction visés participent au même programme souple d'avantages sociaux que les autres employés de la Société et sont crédités de sommes supplémentaires au besoin pour obtenir une assurance supérieure ou maximale. Le programme souple d'avantages sociaux comprend une assurance pour soins médicaux et dentaires, une assurance-vie et invalidité et un compte de soins de santé. En raison des restrictions relatives à la COVID-19, M. Ireland n'a pas pu venir au Canada et s'y établir. Ainsi, MM. Eckert et Ireland ont été remboursés du coût annuel des primes versées à l'égard d'un régime de soins de santé américain (le « régime de soins de santé américain ») qui offre à ces hauts dirigeants et à leur conjoint le même niveau de couverture que l'assurance qui leur a été offerte à la date du début de leur emploi. De plus, la Société leur fournira d'autres avantages médicaux et dentaires qui sont actuellement offerts aux autres membres de la haute direction visés si ces avantages ne sont pas prévus dans le régime de soins de santé américain.

### Avantages indirects

Le programme d'avantages indirects offre aux hauts dirigeants les avantages indirects habituellement offerts aux hauts dirigeants d'entreprises, comme une allocation de voiture, l'adhésion à des clubs, des examens médicaux annuels et des services de sécurité à domicile.

### Prestations de retraite

Les membres de la haute direction visés et les autres membres de la haute direction qui ont joint la Société avant le 1<sup>er</sup> janvier 2006 participent aux régimes de retraite à prestations déterminées assortis de prestations complémentaires de la Société. Sauf MM. Eckert et Ireland (qui ne participent à aucun régime de retraite), les membres de la haute direction visés et les autres membres de la haute direction qui se sont joints à la Société le 1<sup>er</sup> janvier 2006 ou après cette date participent au régime à cotisations déterminées de la Société. La valeur des prestations prévues par les régimes de retraite et les autres dispositions pertinentes des régimes de retraite est prise en considération dans le calcul de la rémunération totale des membres de la haute direction visés. Les régimes sont décrits ci-après.

## RÉGIMES À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Sherilyn King et les autres employés de la Société qui se sont joints à cette dernière avant 2006 participent au régime de retraite à prestations déterminées de la Société (le « régime de retraite à prestations déterminées »). Les prestations de retraite annuelle en vertu du régime de retraite à prestations déterminées sont fondées sur le nombre d'années au service de la Société et sur les gains ouvrant droit à pension (les « gains ») des soixante (60) mois consécutifs les plus avantageux, avec un taux d'accumulation annuel correspondant à 1 % des gains jusqu'à concurrence des gains annuels maximums ouvrant droit à pension (au sens attribué à cette expression par le gouvernement canadien) et à 1,7 % de l'excédent des gains sur les gains annuels



maximums ouvrant droit à pension. Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2013, tous les employés-cadres de la Société participant au régime de retraite à prestations déterminées, y compris les membres de la haute direction visés et M<sup>me</sup> King, qui versent au régime 3 % de leurs gains ouvrant droit à pension. De plus, l'indexation des prestations de retraite ultérieures au départ à la retraite a été supprimée relativement aux années de service ouvrant droit à pension accumulées après le 1<sup>er</sup> juillet 2013. Les prestations sont payables pendant la vie des membres de la haute direction visés. Si leur emploi prend fin après l'âge de 55 ans, la Société leur offre une allocation de retraite supplémentaire pour les gains excédant le maximum autorisé aux termes du régime de retraite à prestations déterminées. Les gains à cette fin se composent du salaire et des incitatifs à court terme, jusqu'à concurrence de la cible, payés en espèces ou sous forme d'actions.

## TABLEAU DES PRESTATIONS DE RETRAITE

Le tableau ci-après présente pour M<sup>me</sup> King, le seul membre de la haute direction visé qui participe au régime de retraite à prestations déterminées, le nombre d'années de service décomptées au 31 décembre 2020, les prestations viagères annuelles payables calculées en fonction du nombre d'années de service décomptées au 31 décembre 2020 et du nombre projeté d'années de service décomptées à l'âge de 65 ans, l'obligation au titre des prestations constituées au début de l'exercice 2020 et au 31 décembre 2020 et la différence entre ces deux derniers montants divisée entre les variations attribuables à des éléments rémunérateurs et les variations attribuables à des éléments non rémunérateurs.

Membres de la haute direction visés			Prestations annuelles payables <sup>1)</sup>		Valeur actualisée d'ouverture de l'obligation au titre des prestations déterminées (\$)	Variation attribuable à des éléments rémunérateurs <sup>3)</sup> (\$)	Variation attribuable à des éléments non rémunérateurs <sup>4)</sup> (\$)	Valeur actuelle de clôture de l'obligation au titre des prestations déterminées (\$)
Nom	Exercice	Nombre d'années de service décomptées (n <sup>bre</sup> )	À la fin de l'exercice <sup>2)</sup> (\$)	À l'âge de 65 ans (\$)				
Sherilyn King	2020	24,6	-	158 600	1 535 300	355 400	336 100	2 226 800
	2019	23,6	-	147 100	1 163 500	81 100	290 700	1 535 300
	2018	22,6	-	132 100	1 124 500	117 800	(78 800)	1 163 500

1) Les prestations ne sont pas assujetties à des déductions pour prestations gouvernementales ou d'autres montants compensatoires. Les prestations accumulées avant le 1<sup>er</sup> juillet 2013 sont en partie indexées annuellement selon l'indice des prix à la consommation, jusqu'à un maximum de 4 %. Au 1<sup>er</sup> juillet 2013, l'indexation des prestations de retraite ultérieures au départ à la retraite a été supprimée relativement aux années de service ouvrant droit à pension accumulées par les hauts dirigeants après le 1<sup>er</sup> juillet 2013.

2) Cette colonne indique les prestations de retraite annuelles payables aux participants admissibles à des prestations de retraite immédiates à la fin de l'exercice en fonction de leurs années de service décomptées à la fin de l'exercice. Selon les mécanismes du régime de retraite à prestations déterminées, les participants doivent être âgés d'au moins 55 ans pour avoir droit à des prestations de retraite immédiates. M<sup>me</sup> King n'a pas encore atteint cet âge et n'est donc pas admissible à des prestations de retraite immédiates au 31 décembre 2020. C'est pourquoi aucun montant n'a été indiqué. À titre informatif, les prestations annuelles constituées payables à 65 ans en fonction des années de service décomptées et des gains ouvrant droit à pension moyens au 31 décembre 2020 pour M<sup>me</sup> King, qui n'est pas admissible à des prestations de retraite immédiates, s'établissent à 100 400 \$.

3) La variation attribuable à des éléments rémunérateurs tient compte de la valeur des prestations de retraite projetées gagnées au cours de l'exercice 2020 au taux d'actualisation de 3,20 %, plus la variation de l'obligation au titre des prestations constituées attribuable à l'incidence des écarts entre les gains réels (salaire et prime) pour l'exercice 2020 et les gains hypothétiques utilisés pour les calculs de l'exercice précédent, moins les cotisations de l'employé.

4) Le montant de la variation attribuable à des éléments non rémunérateurs représente la variation de l'obligation au titre des prestations constituées attribuable à des éléments sans lien avec les décisions concernant le salaire et la prime, comme les hypothèses, la date à compter de laquelle les résultats sont extrapolés, l'intérêt sur l'obligation au titre des prestations constituées au début de l'exercice 2020 et les cotisations de l'employé. Toutes les hypothèses sur lesquelles les chiffres du tableau ci-dessus sont fondés sont les mêmes que celles qu'utilise la Société pour les états financiers. Les gains ouvrant droit à pension au 31 décembre 2020 devraient augmenter jusqu'à l'âge de la retraite à un taux annuel de 1,50 %, majoré d'une échelle liée à la productivité, au mérite et à l'avancement. Le taux d'actualisation utilisé pour calculer l'obligation au titre des prestations déterminées était de 2,60 % en date du 31 décembre 2020, de 3,10 % en date du 31 décembre 2019 et de 3,80 % en date du 31 décembre 2018. Le taux d'actualisation utilisé pour calculer le coût du service de l'année suivante était de 3,20 % en date du 31 décembre 2019, de 3,90 % en date du 31 décembre 2018 et de 3,50 % en date du 31 décembre 2017. Ces hypothèses et méthodes clés utilisées pour établir les estimations pourraient différer de celles qui sont utilisées par d'autres émetteurs, si bien que les chiffres peuvent ne pas être comparables à ceux d'autres sociétés.

## RÉGIME À COTISATIONS DÉTERMINÉES

M<sup>me</sup> Cooper et M. Sciannambo, en tant que membres de la haute direction visés, et d'autres membres de la haute direction qui se sont joints à la Société après le 1<sup>er</sup> janvier 2006 participent au régime de retraite à cotisations déterminées de la Société (le « régime de retraite à cotisations déterminées »). Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2013, la cotisation de base de la Société pour tous les employés-cadres est fixée à 2 % des gains ouvrant droit à pension et les employés pourraient recevoir des cotisations supplémentaires de la Société allant jusqu'à 3 %, s'ils cotisent eux-mêmes au régime de retraite à cotisations déterminées. Il incombe à chaque participant de répartir les cotisations versées par la Société dans son compte enregistré entre les différentes options de placement offertes aux termes du régime de retraite à cotisations déterminées, dont le taux de rendement varie. Les cotisations de la Société et le rendement des placements sont acquis immédiatement. Le montant total des cotisations de l'employé et de la Société est limité au maximum autorisé par la Loi de l'impôt sur le revenu (Canada) pour les régimes de retraite agréés. Lorsque, une année donnée, le montant total des cotisations du haut dirigeant et de la Société atteint la limite prévue par la Loi de l'impôt sur le revenu (Canada), le haut dirigeant et la Société cessent de verser des cotisations dans le compte enregistré. Les cotisations réputées de la Société commencent à s'accumuler dans le compte théorique de cotisations déterminées. Les cotisations réputées sont calculées en fonction du taux de cotisation moyen de la Société à compter de la date de la première cotisation au cours de l'année civile jusqu'à la date à laquelle la limite fiscale est atteinte pendant l'année civile. Les cotisations des participants au régime ne sont pas permises entre cette date et la fin de l'année civile. Les droits rattachés au compte théorique de cotisations déterminées s'acquiescent lorsque l'employé atteint 55 ans. Le compte est crédité annuellement selon le taux de rendement obtenu par un fonds d'obligations indiciel canadien. Les cotisations s'accumulent jusqu'à la cessation d'emploi, au départ à la retraite ou au décès de l'employé. Le solde du compte est alors versé en espèces à l'employé ou à son bénéficiaire. Le compte théorique de cotisations déterminées n'est pas payable si l'emploi de l'employé prend fin, si l'employé prend sa retraite ou s'il décède avant d'avoir atteint 55 ans. Les gains se composent du salaire et des incitatifs à court terme, jusqu'à concurrence de la cible, payés en espèces ou sous forme d'actions.

Le tableau suivant présente les sommes provenant du régime de retraite à cotisations déterminées pour chaque membre de la haute direction visé applicable, sous réserve de son entente de retraite :

Nom	Exercice	Valeur accumulée au début de l'exercice (\$)	Variation attribuable à des éléments rémunérateurs <sup>1)</sup> (\$)	Valeur accumulée à la fin de l'exercice <sup>2)</sup> (\$)
Treena Cooper	2020	94 798	17 394	112 192
Franco Sciannambo	2020	91 794	23 875	115 669

1) Cotisations de la Société versées au régime de retraite à cotisations déterminées pour le compte du membre de la haute direction visé pour l'exercice clos le 31 décembre 2020. Les montants incluent les cotisations versées par la Société dans le compte théorique de cotisations déterminées au nom de M. Sciannambo, soit 6 481 \$.

2) Valeur accumulée des cotisations totales versées par la Société dans le compte du membre de la haute direction visé à la fin de 2020, à l'exclusion des intérêts gagnés sur les cotisations de la Société.

## REPRÉSENTATION GRAPHIQUE DU RENDEMENT

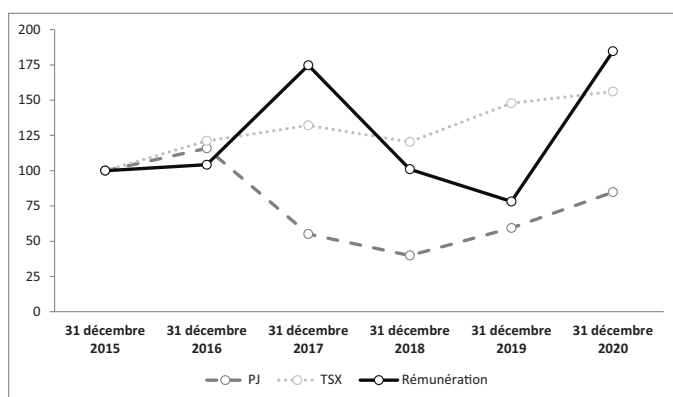
Les graphiques et tableaux ci-dessous comparent le rendement cumulatif total d'un placement de 100 \$ le premier jour de la période de cinq ans dans les actions au rendement cumulatif total de l'indice composé de rendement global S&P/TSX (dans l'hypothèse où tous les dividendes et les distributions de la fiducie (selon le cas) sont réinvestis à la date où ils sont versés) ainsi qu'à la rémunération totale des membres de la haute direction visés, comme il est décrit plus en détail ci-après.

La représentation graphique du rendement A porte sur la rémunération totale des membres de la haute direction visés en 2020, soit le président et chef de la direction, le premier vice-président et chef de la direction financière, le premier vice-président, Efficacité organisationnelle, la première vice-présidente, Secrétaire et conseillère juridique principale et la première vice-présidente des ventes et du service à la clientèle. De plus, la représentation graphique du rendement A reflète les attributions non récurrentes aux termes du RILT reçues en 2017 et en 2020 par David A. Eckert, président et chef de la direction, ainsi qu'une prime de signature reçue pour avoir conclu un deuxième contrat de travail avec la Société le 16 juillet 2020. Il y a lieu de préciser qu'aux termes de son contrat de travail daté du 16 juillet 2020, M. Eckert n'a droit à aucun octroi supplémentaire aux termes du RILT tant que le deuxième contrat de travail ne sera pas terminé.

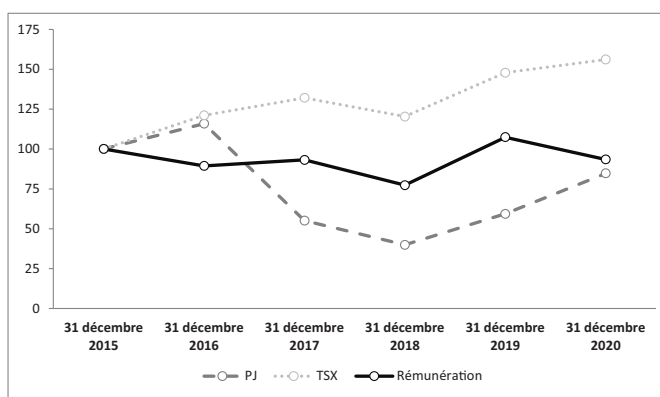
La représentation graphique du rendement B annualise les attributions non récurrentes aux termes du RILT reçues en 2017 et en 2020 par le président et chef de la direction sur les périodes de trois ans de ses contrats de travail et comprend la prime de signature reçue en 2020 par M. Eckert pour avoir conclu un deuxième contrat de travail.

La représentation graphique du rendement A et la représentation graphique du rendement B tiennent compte du paiement de 200 % aux termes du RICT annuel de 2020 aux membres de la haute direction visés applicables, qui reflète l'atteinte du BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement, lequel était considérablement supérieur à la cible. Ces deux représentations graphiques reflètent les attributions annuelles faites aux termes du RILT aux autres membres de la haute direction visés, qui ont été majorées en raison des périodes d'acquisition et d'exercice réduites des options.

Représentation graphique du rendement A



Représentation graphique du rendement B



	31 décembre 2015	31 décembre 2016	31 décembre 2017	31 décembre 2018	31 décembre 2019	31 décembre 2020
Pages Jaunes Limitée	100 \$	115,85 \$	55,08 \$	39,88 \$	59,33 \$	84,75 \$
Indice composé S&P/TSX	100 \$	121,08 \$	132,08 \$	120,34 \$	147,83 \$	156,11 \$

Le tableau suivant indique les variations dans la rémunération totale (à l'exclusion de la valeur du régime de retraite) versée aux membres de la haute direction visés entre le 31 décembre 2015 et le 31 décembre 2020.

	31 décembre 2015	31 décembre 2016	31 décembre 2017	31 décembre 2018	31 décembre 2019	31 décembre 2020
Rémunération versée aux membres de la haute direction visés <sup>1)</sup>	100 \$	104,17 \$	174,67 \$	Graphique A 101,01 \$	Graphique A 78,18 \$	Graphique A 184,68 \$
				Graphique B 120,10 \$	Graphique B 104,47 \$	Graphique B 115,96 \$

1) Une valeur de 100 \$ a été attribuée à la rémunération totale (à l'exclusion de la valeur du régime de retraite) versée aux membres de la haute direction visés pour l'exercice 2015. On a établi les valeurs indiquées pour les exercices ultérieurs comme suit : en multipliant par 100 \$ la rémunération totale versée aux membres de la haute direction visés (comme il est indiqué dans le tableau sommaire de la rémunération, à l'exclusion de la valeur du régime de retraite) pour chaque exercice suivant en question et en divisant le résultat par la rémunération versée aux membres de la haute direction visés (à l'exclusion de la valeur du régime de retraite) pour 2015.

En 2015, la rémunération totale des membres de la haute direction visés a légèrement baissé, en raison de la diminution du rendement cumulatif total d'un placement dans les actions de la Société de 2014 à 2015. Le facteur de paiement prévu par le RICT annuel selon la grille d'évaluation des résultats de la Société a été fixé à 82 % pour tenir compte du dépassement du BAIIA ajusté cible et de deux (2) des trois (3) IC de rendement opérationnel, et le RICT a donné lieu à un paiement variant de 82 % à 100 % de la cible pour les membres de la haute direction visés en fonction de leur rendement et de leurs réalisations individuels. Des attributions annuelles aux termes du RILT d'un niveau équivalant à celles de 2013 et de 2014 ont été accordées aux membres de la haute direction visés, puisqu'aucun changement n'a été apporté aux salaires de base et aux incitatifs à long terme cibles.

En 2016, la rémunération totale des membres de la haute direction visés a augmenté, tandis que le rendement total cumulatif d'un placement dans les actions de la Société a diminué de 2014 à 2016. Le facteur de paiement aux termes du RICT annuel selon la grille d'évaluation des résultats de la Société a été fixé à 81 % pour tenir compte de l'atteinte du BAIIA ajusté cible et de deux (2) des trois (3) IC de rendement opérationnel, et le RICT a donné lieu à un paiement correspondant à 81 % de la cible pour les membres de la haute direction visés en fonction de leur rendement et de leurs réalisations individuelles.

En 2017, la rémunération totale des membres de la haute direction visés a augmenté considérablement en raison de l'attribution aux termes du RILT reçue par le nouveau président et chef de la direction, tandis que le rendement total cumulatif d'un placement dans les actions de la Société a diminué entre 2014 et 2017. Le facteur de paiement aux termes du RICT annuel selon la grille d'évaluation des résultats de la Société a été fixé à 65 % pour tenir compte de l'atteinte du BAIIA ajusté cible et de seulement un (1) des trois (3) IC de rendement opérationnel, et le RICT a donné lieu à un paiement pour les membres de la haute direction visés fixé à 65 % de la cible compte tenu du rendement et des réalisations individuelles.

En 2018, la rémunération totale des membres de la haute direction visés a baissé sensiblement comparativement à celle de 2017, qui comprenait l'attribution aux termes du RILT reçue par le président et chef de la direction en 2017, tandis que le rendement total cumulatif d'un placement dans les actions de la Société a baissé entre 2014 et 2018. Le facteur de paiement selon la grille d'évaluation des résultats de la Société aux termes du RICT annuel a été établi à 200 % afin de refléter un BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement sensiblement supérieur à la cible.

En 2019, la rémunération totale des membres de la haute direction visés a diminué comparativement à celle de 2017, qui comprenait l'attribution aux termes du RILT reçue par le président et chef de la direction, tandis que le rendement total cumulatif d'un placement dans les actions de la Société a augmenté par rapport à celui de l'exercice précédent. Le facteur de paiement selon la grille d'évaluation des résultats de la Société aux termes du RICT annuel a été fixé à 200 % afin de refléter un BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement sensiblement supérieur à la cible.

En 2020, la rémunération totale des membres de la haute direction visés a augmenté comparativement à celle de 2019 en raison de l'attribution effectuée aux termes du RILT lors de la reconduction du contrat de trois (3) ans du président et chef de la direction, tandis que le rendement total cumulatif d'un placement dans les actions de la Société a augmenté par rapport à celui de l'exercice précédent. Le facteur de paiement selon la grille d'évaluation des résultats de la Société aux termes du RICT annuel a été fixé à 200 % afin de refléter un BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement sensiblement supérieur à la cible.

## TABLEAU SOMMAIRE DE LA RÉMUNÉRATION

Le tableau suivant indique la rémunération gagnée à l'égard des exercices 2020, 2019 et 2018 par chaque membre de la haute direction visé en contrepartie des services fournis à la Société à quelque titre que ce soit. La Société et M. Eckert ont conclu un deuxième contrat de travail d'une durée de trois ans (le « deuxième contrat de travail ») le 16 juillet 2020. Les attributions fondées sur des actions et les attributions fondées sur des options faites à M. Eckert en 2020 représentent l'attribution non récurrente aux termes du RILT faite conformément aux modalités du deuxième contrat de travail. M. Eckert n'a pas le droit de recevoir des attributions supplémentaires aux termes du RILT tant que son deuxième contrat de travail ne sera pas terminé. Pour obtenir de plus amples détails sur la philosophie qui sous-tend le contrat de travail de M. Eckert et l'attribution non récurrente aux termes du RILT, se reporter à la rubrique « Rémunération de la haute direction – Analyse de la rémunération des membres de la haute direction – Contrats de travail, cessations d'emploi et indemnités en cas de changement de contrôle – Contrat de travail du président et chef de la direction ».

Nom et poste principal	Année	Salaire de base <sup>1)</sup> (\$)	Attributions fondées sur des actions <sup>2)</sup> (\$)	Attributions fondées sur des options <sup>3)</sup> (\$)	Rémunération en vertu d'un régime incitatif non fondé sur des titres de capitaux propres			Rémunération totale (\$)	
					Régimes incitatifs annuels <sup>4)</sup> (\$)	Régimes incitatifs à long terme (\$)	Valeur du régime de retraite <sup>5)</sup> (\$)		
<b>David A. Eckert</b> Président et chef de la direction	2020	875 000	2 827 488	4 475 000	1 750 000	-	-	1 983 859	11 911 347
	2019	875 000	-	-	1 750 000	-	-	200 051	2 825 051
	2018	875 000	-	-	1 750 000	-	-	237 427	2 862 427
<b>Franco Sciannamblo</b> Premier vice-président et chef de la direction financière	2020	340 000	-	289 000	338 252	-	23 875	-	991 127
	2019	275 000	-	206 250	275 000	-	21 825	-	778 075
	2018	249 390	41 401	144 476	323 000	-	15 580	-	773 847
<b>Treena Cooper</b> Première vice-présidente, Secrétaire et conseillère juridique principale	2020	230 000	41 400	96 600	189 761	-	17 394	-	575 155
	2019	200 000	36 216	84 000	160 000	-	17 019	-	497 235
	2018	184 429	25 500	25 500	194 800	-	10 603	-	440 832
<b>John Ireland</b> Premier vice-président, Efficacité organisationnelle	2020	395 000	-	335 750	395 000	-	-	95 426	1 221 176
	2019	395 000	-	335 750	395 000	-	-	167 551	1 293 302
	2018	395 000	-	335 750	439 100	-	-	138 241	1 308 091
<b>Sherilyn King</b> Première vice-présidente des ventes, du marketing et du service à la clientèle	2020	209 000	36 390	86 100	173 299	-	355 400	-	860 189
	2019	197 463	35 307	81 900	237 000	-	81 100	-	632 770
	2018	180 000	21 601	50 401	216 005	-	117 800	-	585 807

1) Le montant indiqué dans le tableau sommaire de la rémunération représente le salaire de base réel gagné en 2020, compte tenu du fait que M<sup>me</sup> King a bénéficié d'une hausse salariale qui a porté son salaire à 245 000 \$ lorsqu'elle a été promue au poste de première vice-présidente des ventes, du marketing et du service à la clientèle le 11 novembre 2020.

2) La valeur en dollars indiquée dans cette colonne pour l'exercice 2020 représente le montant incitatif établi selon la cible pour M. Eckert sous forme d'UAR, à la juste valeur à la date d'octroi de 8,79 \$. La valeur en dollars indiquée dans cette colonne pour l'exercice 2020 représente le montant incitatif établi selon la cible pour M<sup>me</sup> Cooper et M<sup>me</sup> King sous forme d'UAR à la juste valeur à la date d'octroi de 12,10 \$.

3) La valeur en dollars indiquée dans cette colonne représente la juste valeur à la date d'octroi pertinente calculée au moyen du modèle de fixation du prix des options Black-Scholes pour 2018, 2019 et 2020, d'après les facteurs, les hypothèses clés et les dispositions du régime qui suivent :

- Attribution d'options de février 2018 : i) volatilité : 45 %, ii) taux de rendement des dividendes : 0 %, iii) durée de vie résiduelle moyenne pondérée : 3,5 ans, iv) taux d'intérêt hors risque : 1,95 %, v) acquisition : 100 % après trois (3) ans, vi) prix d'exercice : 7,61 \$ et vii) prix à la date d'octroi : 8,02 \$, de sorte qu'une juste valeur à la date d'octroi par option de 2,81 \$ a été obtenue.

- Attribution d'options d'août 2018 : i) volatilité : 46 %, ii) taux de rendement des dividendes : 0 %, iii) durée de vie résiduelle moyenne pondérée : 3,5 ans, iv) taux d'intérêt hors risque : 2,13 %, v) acquisition : 100 % après trois (3) ans, vi) prix d'exercice : 10,47 \$ et vii) prix à la date d'octroi : 10,07 \$, de sorte qu'une juste valeur à la date d'octroi par option de 3,62 \$ a été obtenue.

- Attribution d'options de 2019 : i) volatilité : 49 %, ii) taux de rendement des dividendes : 0 %, iii) durée de vie résiduelle moyenne pondérée : 3,5 ans, iv) taux d'intérêt hors risque : 1,88 %, v) acquisition : 100 % après trois (3) ans, vi) prix d'exercice de 5,86 \$ et vii) prix à la date d'octroi : 5,83 \$, de sorte qu'une juste valeur à la date d'octroi par option de 2,16 \$ a été obtenue.

- Attribution d'options de février 2020 : i) volatilité : 40 %, ii) taux de rendement des dividendes : 0 %, iii) durée de vie résiduelle moyenne pondérée : 2,5 ans, iv) taux d'intérêt hors risque : 1,54 %, v) acquisition : 25 % après un (1) an, 25 % après deux (2) ans et 50 % après trois (3) ans, vi) prix d'exercice de 12,10 \$ et vii) prix à la date d'octroi : 12,10 \$, de sorte qu'une juste valeur à la date d'octroi par option de 2,70 \$ a été obtenue.

- Attribution d'options de juillet 2020 : i) volatilité : 45 %, ii) taux de rendement des dividendes : 0 %, iii) durée de vie résiduelle moyenne pondérée : 2,7 ans, iv) taux d'intérêt hors risque : 0,30 %, v) acquisition : 33 % après un (1) an, 33 % après deux (2) ans et 33 % après trois (3) ans, vi) prix d'exercice de 8,79 \$ et vii) prix à la date d'octroi : 8,86 \$, de sorte qu'une juste valeur à la date d'octroi par option de 2,57 \$ a été obtenue.

Le mode d'établissement des attributions d'options en 2020 est conforme à la méthode utilisée par les conseillers en rémunération de la Société pour l'évaluation des attributions fondées sur des actions d'autres sociétés aux fins de comparaison avec la rémunération totale versée par les sociétés concurrentes. Le montant des écarts entre la juste valeur des attributions (indiquée dans la colonne « Attributions fondées sur des actions » du tableau sommaire de la rémunération) et la juste valeur établie aux fins des états financiers est indiqué ci-après :

Membre de la haute direction visé	Tableau sommaire de la rémunération	Valeur comptable
Franco Sciannamblo	289 000 \$	289 634 \$
Treena Cooper	138 000 \$	142 898 \$
John Ireland	335 750 \$	435 311 \$
Sherilyn King	123 000 \$	131 795 \$

L'écart entre la juste valeur à la date d'octroi à des fins comptables et la juste valeur à la date d'octroi aux fins de la rémunération indiqué dans le tableau sommaire de la rémunération est attribuable à l'utilisation d'hypothèses et d'estimations différentes.

- 4) Les sommes aux termes du régime incitatif à court terme annuel sont versées en espèces au cours de l'exercice qui suit l'exercice durant lequel elles ont été gagnées. Pour 2020, le facteur de paiement global s'est élevé à 200 %, et le multiplicateur de rendement individuel était de 200 %.
- 5) Les valeurs en dollars indiquées dans cette colonne correspondent aux valeurs en dollars indiquées dans la colonne « Variation attribuable à des éléments rémunérateurs » des tableaux du régime à prestations déterminées et du régime à cotisations déterminées. Le montant indiqué en 2020 pour M. Sciannamblo comprend également les cotisations versées par la Société dans ses comptes théoriques de cotisations déterminées. Se reporter à la rubrique « Rémunération de la haute direction – Analyse de la rémunération des membres de la haute direction – Avantages sociaux, avantages indirects et prestations de retraite » pour plus de détails.
- 6) Aucun avantage indirect n'est indiqué pour les membres de la haute direction visés, exception faite de MM. Eckert et Ireland, étant donné que dans l'ensemble, ces avantages indirects ne sont pas supérieurs au moins de 50 000 \$ ou de 10 % du salaire total de chaque membre de la haute direction visé. Ces avantages indirects comprennent une voiture fournie par la Société ou une allocation de voiture, des services de planification financière, l'adhésion à des clubs de conditionnement physique, des examens médicaux annuels, des services de sécurité à domicile et d'autres crédits en argent offerts aux termes du programme d'avantages sociaux collectif de la Société.

M. Eckert a également droit au remboursement de tous ses frais de déplacement entre sa résidence aux États-Unis et le Canada et de ses frais de subsistance pendant qu'il est au Canada; au remboursement des frais couverts par le régime de soins de santé américain individuel; à des paiements au comptant spéciaux par suite de l'adoption, par la Société, d'un dividende trimestriel de 0,11 \$ par action, ainsi qu'à un paiement de péréquation fiscale et de majoration. Le montant indiqué pour M. Eckert en 2020 comprend la somme de 2 110 \$ au titre du remboursement de tous ses frais de déplacement entre sa résidence aux États-Unis et le Canada et de ses frais de subsistance pendant qu'il était au Canada, la somme de 57 568 \$ US (qui correspond à 77 227 \$ CA une fois convertie à l'aide du taux de change annuel moyen pour 2020 de 1,3415) pour des remboursements effectués au titre de la protection médicale américaine (assurance en cas de décès ou de mutilation par accident, assurance pour soins médicaux et dentaires) et la somme de 199 119 \$ à titre de paiement de péréquation fiscale et de majoration. De plus, aux termes de son contrat de travail daté du 14 septembre 2017, si la Société met en œuvre une politique concernant le versement d'un dividende régulier, M. Eckert a le droit de recevoir une somme en espèces équivalant au dividende versé, multipliée par le nombre de DAA attribués (701 875) fois deux. Le 15 septembre 2020, M. Eckert a touché 308 825 \$ après que la Société a déclaré un dividende de 0,11 \$ par action pour le premier et deuxième trimestres de 2020. Aux termes du deuxième contrat de travail de M. Eckert, étant donné que la Société a mis en œuvre une politique prévoyant le versement d'un dividende régulier de 0,11 \$ par action, il a le droit de recevoir une attribution en espèces spéciale d'une valeur correspondant aux dividendes versés à l'égard des périodes durant lesquelles les dividendes sont versés à la date de versement des dividendes, multipliée par le nombre de DAA non exercés et d'options d'achat d'actions détenues. Au moment où les dividendes du deuxième et troisième trimestre ont été déclarés, M. Eckert détenait 174 165 DAA non acquis et 1 567 487 options dont les droits n'étaient pas acquis et reçu un paiement en espèces spécial de 191 581 \$ pour chacun des deuxième et troisième trimestres de 2020. Conformément aux modalités de son contrat de travail, M. Eckert était admissible à une somme de 5 000 \$ US (qui correspondait à 6 708 \$ CA une fois convertie à l'aide du taux de change annuel moyen publié par la Banque du Canada pour 2020 de 1,3415) à titre de contribution à un compte de dépenses pour soins de santé et à la somme de 5 000 \$ US (qui correspondait à 6 708 \$ CA une fois convertie à l'aide du taux de change annuel moyen publié par la Banque du Canada pour 2020 de 1,3415) à titre de subvention pour ses frais de bureau à domicile. Finalement, au moment de la signature du deuxième contrat de travail, M. Eckert a reçu une prime de 1 000 000 \$.

Le montant indiqué pour M. Ireland en 2020 comprend une allocation de logement de 51 600 \$, des indemnités annuelles pour les frais de déplacement vers son lieu de résidence aux États-Unis d'un montant de 15 000 \$, dont seulement 2 215 \$ ont été utilisés en 2020, une allocation de voiture de 11 961 \$ et des frais connexes de 1 950 \$ ainsi qu'une protection médicale de 27 700 \$.

## ATTRIBUTIONS EN VERTU D'UN RÉGIME INCITATIF

### ATTRIBUTIONS FONDÉES SUR DES ACTIONS ET ATTRIBUTIONS FONDÉES SUR DES OPTIONS EN COURS

Le tableau suivant indique, pour chacun des membres de la haute direction visés, toutes les attributions en cours au 31 décembre 2020. Les attributions fondées sur des actions et les attributions fondées sur des options faites à M. Eckert représentent une attribution aux termes du RILT faite le 16 juillet 2020 conformément aux modalités de son deuxième contrat de travail. Aux termes de son contrat de travail de trois ans, M. Eckert n'a pas le droit de recevoir des attributions supplémentaires aux termes du RILT durant cette période. Pour de plus amples détails sur la philosophie qui sous-tend le contrat de travail de M. Eckert et l'attribution non récurrente aux termes du RILT, se reporter à la rubrique « Rémunération de la haute direction – Analyse de la rémunération des membres de la haute direction – Contrats de travail, cessations d'emploi et indemnités en cas de changement de contrôle – Contrat de travail du président et chef de la direction ».

Nom	ATTRIBUTIONS FONDÉES SUR DES OPTIONS <sup>1)</sup>				ATTRIBUTIONS FONDÉES SUR DES ACTIONS					Valeur marchande ou de paiement des attributions fondées sur des actions dont les droits ont été acquis (non payées ou distribuées) <sup>3)</sup>	
	Titres sous-jacents aux options non exercées	Prix d'exercice des options	Date d'expiration des options	Valeur des options dans le cours non exercées	Actions ou unités d'actions dont les droits n'ont pas été acquis <sup>2)</sup>			Valeur marchande ou de paiement des attributions fondées sur des actions dont les droits n'ont pas été acquis <sup>2)</sup>			
	(n <sup>bre</sup> )	(\$)		(\$)	UAR (n <sup>bre</sup> )	ULR (n <sup>bre</sup> selon la cible)	ULR (n <sup>bre</sup> selon le plafond)	UAR (\$)	ULR (\$ selon le cible)		ULR (\$ selon le plafond)
David A. Eckert	1 741 652 <sup>4)</sup>	8,79	31 décembre 2023 <sup>5)</sup>	5 863 523	321 671	-	-	4 030 537	-	-	-
Franco Sciannamblo	107 085	12,1025	25 août 2023 <sup>6)</sup>	46 046	5 556	-	-	69 616	-	-	-
	34 414	7,6069	20 février 2022	169 661	-	-	-	-	-	-	-
	13 207	10,4723	20 août 2022	27 206	-	-	-	-	-	-	-
	95 654	5,8621	25 février 2023	638 012	-	-	-	-	-	-	-
Treena Cooper	35 794	12,1025	25 août 2023 <sup>6)</sup>	15 391	14 849	-	-	186 058	-	-	68 978
	9 084	7,6069	20 février 2022	44 784	-	-	-	-	-	-	-
	6 662	10,4723	20 août 2022	13 723	-	-	-	-	-	-	-
	38 957	5,8621	25 février 2023	259 843	-	-	-	-	-	-	-
John Ireland	124 407	12,1025	25 août 2023 <sup>6)</sup>	53 495	-	-	-	-	-	-	-
	132 953	7,6069	20 février 2022	655 458	-	-	-	-	-	-	-
	155 714	5,8621	25 février 2023	1 038 612	-	-	-	-	-	-	-
Sherilyn King	31 903	12,1025	25 août 2023 <sup>6)</sup>	13 719	12 676	-	-	158 830	-	-	65 845
	17 956	7,6069	20 février 2022	88 523	-	-	-	-	-	-	-
	37 983	5,8621	25 février 2023	253 347	-	-	-	-	-	-	-

1) Les options attribuées aux membres de la haute direction visés aux termes du régime d'options d'achat d'actions de 2012 et la valeur en dollars indiquée représente les montants dans le cours de chaque attribution d'options effectuée en faveur des membres de la haute direction visés dont le prix d'octroi est inférieure au cours de clôture des actions à la TSX le 31 décembre 2020, soit 12,53 \$.

2) Les attributions fondées sur des actions indiquées pour tous les membres de la haute direction visés sont des ULR ou des UAR qui leur ont été attribuées aux termes du régime d'UAR et d'ULR. Se reporter à la rubrique « Rémunération de la haute direction – Analyse de la rémunération des membres de la haute direction – Programmes incitatifs à long terme – Régime d'unités d'actions avec restrictions et d'unités d'actions liées au rendement » pour une description du RILT de 2018, de 2019 et de 2020. On établit la valeur marchande ou de paiement des ULR et des UAR en multipliant le nombre d'UAR et d'ULR octroyées par le cours de clôture des actions à la TSX le 31 décembre 2020, soit 12,53 \$.

3) Les attributions fondées sur des actions indiquées pour M<sup>me</sup> Cooper et M<sup>me</sup> King sont les UAR dont les droits sont acquis, mais qui n'ont pas été versées ou distribuées. On a établi la valeur marchande ou de paiement des UAR en fonction du cours de clôture des actions à la TSX le 31 décembre 2020, soit 12,53 \$. Pour M<sup>me</sup> Cooper, la valeur en dollars représente 4 162 UAR dont les droits sont acquis ou les deux tiers des UAR octroyées en 2019 et 1 343 UAR ou le tiers des UAR octroyées en 2020. Pour M<sup>me</sup> King, la valeur en dollar représente 4 058 UAR dont les droits sont acquis ou les deux tiers (2/3) des UAR octroyées en 2019 et 1 197 UAR ou le tiers (1/3) des UAR octroyées en 2020.

4) L'octroi à M. Eckert comprend 1 567 487 options et 174 165 DAA.

5) Le tiers (1/3) des droits rattachés aux options s'acquiert à chaque anniversaire de la date d'octroi (16 juillet 2020) et les options peuvent être exercées jusqu'au 31 décembre 2023. Le tiers (1/3) des DAA s'acquiert à chaque anniversaire de la date d'octroi (16 juillet 2020) et chaque tranche d'options dont les droits sont acquis peut être exercée jusqu'au 31 décembre de l'année durant laquelle elle devient acquise.



6) Les droits rattachés aux options s'acquière comme suit : 25 % au premier anniversaire de la date d'octroi, 25 % au deuxième anniversaire de la date d'octroi et la moitié au troisième anniversaire de la date d'octroi. Les participants ont 180 jours à compter de la date d'acquisition applicable pour exercer les options dont les droits sont acquis.

## VALEUR À L'ACQUISITION DES DROITS OU VALEUR GAGNÉE AU COURS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2020

Nom	Attributions fondées sur des options – valeur à l'acquisition des droits au cours de l'exercice <sup>1)</sup>	Attributions fondées sur des actions – valeur à l'acquisition des droits au cours de l'exercice <sup>2)</sup>	Rémunération en vertu d'un régime incitatif non fondé sur des titres de capitaux propres — valeur gagnée au cours de l'exercice <sup>3)</sup>
	(\$)	(\$)	(\$)
David A. Eckert	4 867 643	1 793 861	1 750 000
Franco Sciannamblo	-	45 934	338 252
Treena Cooper	-	39 569	189 761
John Ireland	-	-	395 000
Sherilyn King	-	26 638	173 299

1) La valeur indiquée pour M. Eckert représente la valeur de ses options dont les droits sont acquis et qui ont été remises et de ses DAA acquis octroyés en 2017 (se reporter à la rubrique « – Analyse de la rémunération des membres de la haute direction – Programmes incitatifs à long terme – RILT de 2017, de 2018 et de 2019 » pour plus de détails).

2) La valeur indiquée pour M. Eckert représente la valeur des UAR dont les droits sont acquis et qui lui ont été octroyés en 2017 (se reporter à la rubrique « Rémunération de la haute direction – Analyse de la rémunération des membres de la haute direction – Programmes incitatifs à long terme – Acquisition de droits aux termes du RILT de 2017, de 2018 et de 2020 » pour plus de détails). La valeur indiquée pour M. Sciannamblo représente les deux tiers (2/3) des UAR octroyés en 2018 d'après le cours de clôture des actions à la TSX le 31 décembre 2020, soit 12,53 \$. Pour M<sup>me</sup> Cooper et M<sup>me</sup> King, la valeur indiquée représente la valeur des deux tiers (2/3) des UAR octroyés en 2018 et le tiers (1/3) des UAR octroyés en 2019 d'après le cours de clôture des actions à la TSX le 31 décembre 2020, soit 12,53 \$.

3) Les montants indiqués pour les membres de la haute direction visés sont ceux indiqués dans le tableau sommaire de la rémunération qui figure à la rubrique « Régimes incitatifs annuels » pour 2020.

## TITRES AUTORISÉS AUX FINS D'ÉMISSION EN VERTU DE RÉGIMES DE RÉMUNÉRATION FONDÉS SUR DES TITRES DE CAPITAUX PROPRES

Le tableau qui suit présente, au 31 décembre 2020, les régimes de rémunération fondés sur des titres de capitaux propres en vertu desquels des titres de capitaux propres de la Société peuvent être émis :

Catégorie de régime	Nombre de titres devant être émis lors de l'exercice des options, bons de souscription ou droits en cours	Prix d'exercice moyen pondéré des options, bons de souscription et droits en cours	Nombre de titres disponibles aux fins d'émissions futures en vertu des régimes de rémunération fondés sur des titres de capitaux propres (à l'exclusion des titres indiqués à la première colonne)
Régimes de rémunération fondés sur des titres de capitaux propres approuvés par les porteurs de titres <sup>1)</sup>	2 717 779	8,71 \$	(36 260) <sup>2)</sup>

1) Actions pouvant être émises à l'exercice d'options attribuées en 2013, 2014, 2015 et 2016 aux termes du régime d'options d'achat d'actions de 2012. Se reporter à la description de ce régime à la rubrique « Rémunération de la haute direction – Analyse de la rémunération des membres de la haute direction – Composantes de la rémunération totale – Régime d'options d'achat d'actions de 2012 ». Tous les régimes de rémunération fondés sur des titres de capitaux propres ont été approuvés par les actionnaires.

2) Cela comprend les options octroyées à M. Eckert en 2020, qui sont payables en espèces. Étant donné le faible volume des opérations quotidiennes et le grand nombre d'actions sous-jacentes à l'octroi d'options, le conseil a exercé son pouvoir discrétionnaire afin de permettre que ces options soient payables en espèces. Exclusion faite des options payables en espèces, 1 531 227 actions demeuraient disponibles aux fins d'émission future au 31 décembre 2020.

## CONTRATS DE TRAVAIL, CESSATIONS D'EMPLOI ET INDEMNITÉS EN CAS DE CHANGEMENT DE CONTRÔLE

### CONTRAT DE TRAVAIL ET CLAUSES DE NON-CONCURRENCE/NON-SOLLICITATION ET DE CESSATION D'EMPLOI

David A. Eckert, président et chef de la direction, Franco Sciannamblo, premier vice-président et chef de la direction financière, Treena Cooper, première vice-présidente, Secrétaire et conseillère juridique principale et John Ireland, premier vice-président, Efficacité organisationnelle ont conclu des contrats de travail avec la Société. Chaque membre de la haute direction visé est lié par certaines clauses restrictives standard en faveur de la Société, notamment des clauses de non-divulgaration, de non-sollicitation et de non-concurrence, et ce, pendant deux (2) ans à compter de la cessation d'emploi. Sherilyn King, première vice-présidente des ventes, du marketing et du service à la clientèle n'a pas de contrat de travail avec la Société à l'heure actuelle.

Le tableau suivant indique les paiements supplémentaires estimatifs occasionnés par une cessation d'emploi sans motif valable ou un changement de contrôle conformément aux dispositions applicables des contrats de travail en vigueur ou les dispositions en matière de changement de contrôle aux termes des conventions de cessation d'emploi pour chaque membre de la haute direction visé au 31 décembre 2020. En cas de cessation d'emploi pour un motif valable ou de démission sans motif valable, les membres de la haute direction visés n'auront droit à aucun paiement supplémentaire.

Nom	VALEUR DE L'INDEMNITÉ DE DÉPART PAYABLE AUX TERMES DU CONTRAT DE TRAVAIL OU DE LA CONVENTION DE CESSATION D'EMPLOI EN CAS DE CHANGEMENT DE CONTRÔLE OU DE CESSATION D'EMPLOI SANS MOTIF VALABLE <sup>1)</sup> (\$)				Avantages sociaux, prestations de retraite et avantages indirects <sup>3)</sup>	Total	Valeur des capitaux propres payable en cas de changement de contrôle <sup>4)</sup>
	Salaire de base	Incitatif à court terme	Incitatif à long terme <sup>2)</sup>				
	(\$)	(\$)	(\$)	(\$)	(\$)	(\$)	(\$)
David A. Eckert	656 250	1 531 250	5 272 158	-	6 584 658	10 544 316	
Franco Sciannamblo	340 000	170 000	45 935	-	555 935	950 541	
Treena Cooper	230 000	95 000	63 038	-	388 038	519 799	
John Ireland	395 000	197 500	-	-	592 500	1 747 565	
Sherilyn King	-	-	-	-	-	514 419	

1) La valeur de l'indemnité de cessation d'emploi indiquée ci-dessus pour M<sup>me</sup> Cooper et MM. Eckert, Sciannamblo et Ireland est payable en cas de cessation d'emploi sans motif valable ou de démission pour un motif sérieux (au sens donné à without cause ou à good reason dans le contrat de travail qu'ils ont conclu avec la Société). La valeur de l'indemnité de cessation d'emploi en cas de changement de contrôle est payable en cas de cessation d'emploi sans motif valable ou de démission pour un motif sérieux dans les douze (12) mois suivant le changement de contrôle. M<sup>me</sup> King n'a pas de contrat de travail avec la Société.

2) Aux termes du deuxième contrat de travail de M. Eckert, la moitié des droits rattachés à sa rémunération incitative à long terme, à ses options et à ses UAR ainsi que ses DAA seraient acquis immédiatement et pourraient être exercés s'il était mis fin à son emploi en date du 31 décembre 2020. La valeur de paiement a été établie en fonction du cours de clôture des actions à la TSX le

31 décembre 2020, soit 12,53 \$. Les montants en dollars pour M. Sciannablo et M<sup>me</sup> Cooper représentent les UAR dont les droits seraient acquis conformément au régime d'UAR et d'ULR en cas de cessation d'emploi à compter du 31 décembre 2020. La valeur marchande ou de paiement des UAR a été établie en fonction du cours de clôture des actions à la TSX le 31 décembre 2020, soit 12,53 \$. Pour M. Sciannablo, la valeur en dollars représente les deux tiers ou 3 666 des UAR octroyées en 2018. Pour M<sup>me</sup> Cooper, la valeur en dollars représente les deux tiers ou 2 950 des UAR octroyées en 2018 et le tiers ou 2 081 des UAR octroyées en 2019.

3) Pour M<sup>me</sup> Cooper et MM. Eckert, Ireland et Sciannablo, aucune somme compensatoire supplémentaire n'est payable aux termes de leurs contrats de travail respectifs.

4) La valeur indiquée pour tous les membres de la haute direction visés dans cette colonne comprend les options, les DAA et les unités d'actions avec restrictions dans l'hypothèse où aucune attribution de remplacement n'est attribuée conformément au régime d'options d'achat d'actions de 2012 et au régime d'UAR et d'ULR après un changement de contrôle. On a calculé la valeur des options en multipliant le nombre d'options attribuées par la différence entre le cours de clôture des actions à la TSX le 31 décembre 2020, soit 12,53 \$, et le prix d'exercice des options, soit 8,79 \$ pour les options et les DAA octroyés en 2020 à M. Eckert, et 7,6069 \$ et 10,4723 \$ pour les options octroyées en 2018, 5,8621 \$ pour les options octroyées en 2019 et 12,1025 \$ pour les options octroyées en 2020 aux membres de la haute direction visés, sauf M. Eckert. La valeur en dollars indiquée comprend les sommes dans le cours pour les options octroyées en 2018, en 2019 et en 2020 au membre de la haute direction visé dont le prix d'attribution est inférieur au cours de clôture des actions à la TSX le 31 décembre 2020, soit 12,53 \$. On a calculé la valeur des UAR en multipliant le nombre d'UAR octroyées selon la cible par le cours de clôture des actions à la TSX le 31 décembre 2020, soit 12,53 \$.

## CONTRAT DE TRAVAIL DU PRÉSIDENT ET CHEF DE LA DIRECTION

Le 16 juillet 2020, la Société a annoncé le maintien en poste de David A. Eckert à titre de président et chef de la direction. Le conseil a prolongé l'emploi de M. Eckert afin de terminer le plan de redressement de la Société. Celui-ci exercera les fonctions de président et chef de la direction pendant une autre période fixe de trois (3) ans. Lors de la signature du deuxième contrat de travail, M. Eckert a reçu une prime de 1 000 000 \$. Le contrat de travail de M. Eckert prévoit ce qui suit :

Caractéristique	Base	Démission pour un motif sérieux ou cessation d'emploi sans motif valable	Démission sans motif sérieux ou cessation d'emploi pour un motif valable	Expiration de la durée	Changement de contrôle
<b>Salaire</b>	875 000 \$ CA, payables en dollars américains et convertis selon un taux de change fixe de 1 \$ CA = 0,82 \$US.	Paiement forfaitaire au titre du salaire de base gagné, mais impayé, majoré d'une somme correspondant au salaire de base de M. Eckert pour neuf (9) mois.	Paiement forfaitaire au titre du salaire de base gagné, mais impayé, des frais admissibles impayés ainsi que des journées de vacances accumulées, mais non utilisées.	À l'expiration de la durée de son contrat, M. Eckert aura droit à un paiement forfaitaire pour le salaire de base gagné, mais impayé, une allocation de retraite correspondant à son salaire de base pour neuf (9) mois, les frais admissibles impayés ainsi que les journées de vacances accumulées, mais non utilisées.	Si M. Eckert démissionne de son poste pour un motif sérieux ou qu'il est mis fin à son emploi sans motif valable au cours de la période de douze (12) mois qui suit un changement de contrôle, il aura droit à un paiement forfaitaire pour le salaire de base gagné, mais impayé, majoré d'une somme correspondant à son salaire de base pour neuf (9) mois, les frais admissibles impayés et les journées de vacances accumulées, mais non utilisées.
<b>Incitatif en espèces à court terme (RICT)</b>	La cible du RICT est fixée à 100 % du salaire de base et le paiement maximum est fixé à 200 % du salaire de base.	Paiement forfaitaire au titre des primes aux termes du RICT dues et impayées pour les périodes d'évaluation du rendement terminées précédant la date de cessation d'emploi, majoré d'une somme correspondant à sa prime cible aux termes du RICT pour neuf (9) mois.	Paiement forfaitaire au titre de toute prime aux termes du RICT due et impayée pour les périodes d'évaluation du rendement terminées précédant la date de cessation d'emploi.	Paiement forfaitaire pour toute prime aux termes du RICT due et impayée pour les périodes d'évaluation du rendement terminées précédant l'expiration de la durée du contrat, majoré d'une somme correspondant à sa prime cible aux termes du RICT pour neuf (9) mois.	Si M. Eckert démissionne de son poste pour un motif sérieux ou qu'il est mis fin à son emploi sans motif valable au cours de la période de douze (12) mois qui suit un changement de contrôle, il aura droit à un paiement forfaitaire pour toute prime aux termes du RICT due et impayée pour les périodes d'évaluation du rendement terminées précédant la date de cessation d'emploi, majoré d'une somme correspondant à sa prime cible aux termes du RICT pour neuf (9) mois.



Caractéristique	Base	Démission pour un motif sérieux ou cessation d'emploi sans motif valable	Démission sans motif sérieux ou cessation d'emploi pour un motif valable	Expiration de la durée	Changement de contrôle
<b>Incitatif à long terme (RILT)</b>	<p>En 2020, un octroi de 1 567 487 options et de 174 165 droits à l'appréciation d'actions (DAA) à un prix d'exercice de 8,79 \$. Le tiers (1/3) des droits rattachés aux options et des DAA s'acquiert à chaque anniversaire de la date d'octroi, soit le 16 juillet 2020 (la « date d'octroi »). Après l'acquisition, les options peuvent être exercées jusqu'au 31 décembre 2023 et les DAA acquis peuvent être exercés jusqu'au 31 décembre de l'année de leur acquisition.</p> <p>De plus, M. Eckert a reçu à ce moment-là une attribution de 321 671 UAR, les droits rattachés à 141 084 d'entre elles s'acquérant au troisième anniversaire de la date d'octroi et ceux rattachés aux tiers (1/3) des 180 587 UAR restantes, à chacun des trois premiers anniversaires de la date d'octroi.</p> <p>M. Eckert n'est admissible à aucune autre attribution au titre du RILT pendant la durée du contrat.</p>	<p>S'il est mis fin à l'emploi de M. Eckert avant le premier anniversaire de la date d'octroi: la moitié (1/2) des droits rattachés aux options s'acquerront et les options pourront être exercées pendant 180 jours; la moitié (1/2) des DAA s'acquerront et pourront être exercés jusqu'au 31 décembre de l'année de la cessation d'emploi et la moitié (1/2) des droits rattachés aux UAR s'acquerront.</p> <p>S'il est mis fin à l'emploi de M. Eckert au premier anniversaire de la date d'octroi ou après celle-ci, mais avant l'expiration d'un délai de dix-huit (18) mois à compter de la date d'octroi, les deux tiers (2/3) des options s'acquerront et pourront être exercées jusqu'au 31 décembre de l'année de la cessation d'emploi et les deux tiers (2/3) des droits rattachés aux UAR s'acquerront.</p> <p>S'il est mis fin à l'emploi de M. Eckert dans un délai de dix-huit (18) mois à compter de la date d'octroi, tous les droits rattachés aux options s'acquerront et les options pourront être exercées pendant 180 jours et jusqu'au 31 décembre 2023, tous les droits rattachés aux UAR s'acquerront et les UAR pourront être exercés jusqu'au 31 décembre de l'année de la cessation d'emploi et tous les droits rattachés aux UAR s'acquerront.</p>	<p>Si M. Eckert démissionne sans motif valable, toutes les options et UAR dont les droits ne sont pas acquis ainsi que les DAA non acquis expireront immédiatement. Les options dont les droits ne sont pas acquis et les DAA non acquis pourront être exercés pendant une période de 180 jours dans le cas des options et jusqu'au 31 décembre de l'année de la démission pour ce qui est des DAA.</p> <p>S'il est mis fin à l'emploi de M. Eckert pour un motif valable, toutes les attributions aux termes du RILT expireront et seront résiliées immédiatement à compter de la date de cessation d'emploi.</p>	Tous les droits rattachés aux attributions aux termes du RILT sont acquis et exercés.	Conformément au libellé du régime, tous les droits rattachés aux attributions aux termes du RILT qui ne sont pas acquis s'acquerront immédiatement dans la mesure où aucune attribution de remplacement n'est effectuée après le changement de contrôle.
<b>Prestations de retraite et autres avantages sociaux</b>	Participation à tous les régimes d'assurance collective et d'avantages indirects comme les autres hauts dirigeants de la Société, outre le régime de soins de santé américain. M. Eckert n'a pas le droit de participer au régime de retraite de la Société. M. Eckert touche un paiement de majoration aux fins de l'impôt et un paiement de péréquation fiscale.	Annulées.	Annulées.	Annulées.	Annulées.

En raison de l'adoption, par la Société, d'une politique en matière de dividendes, M. Eckert a droit à une attribution en espèces spéciale à l'égard des périodes durant lesquelles des dividendes sont versés. Cette attribution est calculée, accumulée et versée à la date d'un dividende et correspond au dividende versé par action, multiplié par le nombre d'options et de DAA non exercés.

De plus, M. Eckert est lié par certaines clauses restrictives standard en faveur de la Société, notamment des clauses de non-divulgaration, de non-sollicitation et de non-concurrence, et ce, pendant deux (2) ans à compter de la cessation de son emploi. M. Eckert n'est pas lié par les lignes directrices en matière de propriété d'actions de la Société. Malgré ce qui précède, la Société déduira 17,75 % du produit brut de tout paiement devant être effectué en faveur de M. Eckert à l'égard de l'exercice des DAA en vue d'acheter pour le compte de M. Eckert, sur le marché libre, des actions qu'elle détiendra en fiducie pendant une période de douze (12) mois à compter de la cessation de l'emploi de M. Eckert.

CONTRAT DE TRAVAIL DU PREMIER VICE-PRÉSIDENT ET CHEF DE LA DIRECTION FINANCIÈRE

Le 19 juillet 2018, la Société a annoncé la nomination de Franco Sciannamblo à titre de premier vice-président et chef de la direction financière. Le 27 mai 2019, des modifications ont été apportées au contrat de travail de M. Sciannamblo selon lesquelles son salaire de base est passé de 275 000 \$ à 340 000 \$ et sa cible aux termes du RILT est passée de 75 % à 85 % de son salaire de base, dans les deux cas avec prise d'effet le 1<sup>er</sup> janvier 2020. Le contrat de travail de M. Sciannamblo prévoit ce qui suit :

Caractéristique	Base	Démission pour un motif sérieux ou cessation d'emploi sans motif valable	Démission sans motif sérieux ou cessation d'emploi pour un motif valable	Changement de contrôle
<b>Salaire</b>	340 000 \$	Paiement forfaitaire au titre du salaire de base gagné, mais impayé, majoré d'une somme correspondant au salaire de base de M. Sciannamblo pour une période de douze (12) mois, aux frais admissibles impayés et aux journées de vacances accumulées, mais non utilisées.	Paiement forfaitaire au titre du salaire de base gagné, mais impayé, des frais admissibles impayés ainsi que des journées de vacances accumulées, mais non utilisées.	Si M. Sciannamblo démissionne de son poste pour un motif sérieux ou qu'il est mis fin à son emploi sans motif valable au cours de la période de douze (12) mois qui suit un changement de contrôle, il aura droit à un paiement forfaitaire au titre du salaire de base gagné, mais impayé, majoré d'une somme correspondant à son salaire de base pour une période de douze (12) mois, aux frais admissibles impayés et aux journées de vacances accumulées, mais non utilisées.
<b>Incitatif en espèces à court terme (RICT)</b>	La cible aux termes du RICT est fixée à 50 % du salaire de base et le paiement maximum est fixé à 100 % du salaire de base.	Paiement forfaitaire au titre des primes aux termes du RICT dues et impayées pour les périodes d'évaluation du rendement terminées précédant la période d'évaluation du rendement durant laquelle la cessation d'emploi de M. Sciannamblo a lieu et de sa prime aux termes du RICT calculée en fonction du niveau cible et au prorata pour le nombre de mois travaillés durant la période d'évaluation du rendement durant laquelle la cessation d'emploi a lieu.	Paiement forfaitaire au titre de toute prime aux termes du RICT due et impayée pour les périodes d'évaluation du rendement terminées précédant la date de cessation d'emploi.	Si M. Sciannamblo démissionne de son poste pour un motif sérieux ou qu'il est mis fin à son emploi sans motif valable au cours de la période de douze (12) mois qui suit un changement de contrôle, il aura droit à un paiement forfaitaire pour toute prime aux termes du RICT due et impayée pour les périodes d'évaluation du rendement terminées précédant la période d'évaluation du rendement durant laquelle il aura été mis fin à l'emploi de M. Sciannamblo, majoré de sa prime aux termes du RICT calculée en fonction du niveau cible et au prorata pour le nombre de jours travaillés durant la période d'évaluation du rendement pendant laquelle la cessation d'emploi a lieu.
<b>Incitatif à long terme (RILT)</b>	Participation à tous les RILT des hauts dirigeants de la Société composés d'options, d'UAR, d'ULR et de DAA. Prime cible aux termes du RILT fixée à 85 % du salaire de base.	Conformément aux modalités du régime d'UAR, d'ULR, d'options et de DAA. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique « Rémunération de la haute direction - Analyse de la rémunération des membres de la haute direction - Sommaire du régime d'options d'achat d'actions, du régime d'UAR et d'ULR et du régime de droits à l'appréciation d'actions ».	Conformément aux modalités du régime d'UAR, d'ULR, d'options et de DAA. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique « Rémunération de la haute direction - Analyse de la rémunération des membres de la haute direction - Sommaire du régime d'options d'achat d'actions, du régime d'UAR et d'ULR et du régime de droits à l'appréciation d'actions ».	Conformément aux modalités du régime d'UAR, d'ULR, d'options et de DAA. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique « Rémunération de la haute direction - Analyse de la rémunération des membres de la haute direction - Sommaire du régime d'options d'achat d'actions, du régime d'UAR et d'ULR et du régime de droits à l'appréciation d'actions ».
<b>Prestations de retraite et autres avantages sociaux</b>	Participation à tous les régimes d'assurance collective et d'avantages indirects comme les autres hauts dirigeants de la Société, ainsi qu'au régime de retraite à cotisations déterminées de la Société.	Annulées.	Annulées.	Annulées.

CONTRAT DE TRAVAIL DE LA PREMIÈRE VICE-PRÉSIDENTE, SECRÉTAIRE ET CONSEILLÈRE JURIDIQUE PRINCIPALE

Le 19 juillet 2018, la Société a annoncé la nomination de Treena Cooper à titre de vice-présidente, Secrétaire et conseillère juridique principale. Le 11 novembre 2020, M<sup>me</sup> Cooper a été promue au poste de première vice-présidente, Secrétaire et conseillère juridique principale et le ratio de sa cible par rapport à son salaire de base est passé de 40 % à 50 % aux termes du RICT et de 60 % à 85 % aux termes du RILT. Le contrat de travail de M<sup>me</sup> Cooper prévoit ce qui suit :

Caractéristique	Base	Démission pour un motif sérieux ou cessation d'emploi sans motif valable	Démission sans motif sérieux ou cessation d'emploi pour un motif valable	Changement de contrôle
<b>Salaire</b>	230 000 \$	Paiement forfaitaire au titre du salaire de base gagné, mais impayé, majoré d'une somme correspondant au salaire de base de M <sup>me</sup> Cooper pour une période de douze (12) mois, aux frais admissibles impayés et aux journées de vacances accumulées, mais non utilisées.	Paiement forfaitaire au titre du salaire de base gagné, mais impayé, des frais admissibles impayés ainsi que des journées de vacances accumulées, mais non utilisées.	Si M <sup>me</sup> Cooper démissionne de son poste pour un motif sérieux ou qu'il est mis fin à son emploi sans motif valable au cours de la période de douze (12) mois qui suit un changement de contrôle, elle aura droit à un paiement forfaitaire au titre du salaire de base gagné, mais impayé, majoré d'une somme correspondant à son salaire de base pour une période de douze (12) mois, aux frais admissibles impayés et aux journées de vacances accumulées, mais non utilisées.
<b>Incitatif en espèces à court terme (RICT)</b>	La cible du RICT est fixée à 50 % du salaire de base et le paiement maximum est fixé à 100 % du salaire de base.	Paiement forfaitaire au titre des primes aux termes du RICT dues et impayées pour les périodes d'évaluation du rendement terminées précédant la période d'évaluation du rendement durant laquelle la cessation d'emploi de M <sup>me</sup> Cooper a lieu et de sa prime aux termes du RICT calculée en fonction du niveau cible et au prorata pour le nombre de mois travaillés durant la période d'évaluation du rendement durant laquelle la cessation d'emploi a lieu.	Paiement forfaitaire au titre de toute prime aux termes du RICT due et impayée pour les périodes d'évaluation du rendement terminées précédant la date de cessation d'emploi.	Si M <sup>me</sup> Cooper démissionne de son poste pour un motif sérieux ou qu'il est mis fin à son emploi sans motif valable au cours de la période de douze (12) mois qui suit un changement de contrôle, elle aura droit à un paiement forfaitaire pour toute prime aux termes du RICT due et impayée pour les périodes d'évaluation du rendement terminées précédant la période d'évaluation du rendement durant laquelle il aura été mis fin à l'emploi de M <sup>me</sup> Cooper, majoré de sa prime aux termes du RICT calculée en fonction du niveau cible et au prorata pour le nombre de jours travaillés durant la période d'évaluation du rendement pendant laquelle la cessation d'emploi a lieu.
<b>Incitatif à long terme (RILT)</b>	Participation à tous les RILT des hauts dirigeants de la Société composés d'options, d'UAR, d'ULR et de DAA. Cible aux termes du RILT fixée à 85 % du salaire de base.	Conformément aux modalités du régime d'UAR, d'ULR, d'options et de DAA. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique « Rémunération de la haute direction - Analyse de la rémunération des membres de la haute direction - Sommaire du régime d'options d'achat d'actions, du régime d'UAR et d'ULR et du régime de droits à l'appréciation d'actions ».	Conformément aux modalités du régime d'UAR, d'ULR, d'options et de DAA. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique « Rémunération de la haute direction - Analyse de la rémunération des membres de la haute direction - Sommaire du régime d'options d'achat d'actions, du régime d'UAR et d'ULR et du régime de droits à l'appréciation d'actions ».	Conformément aux modalités du régime d'UAR, d'ULR, d'options et de DAA. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique « Rémunération de la haute direction - Analyse de la rémunération des membres de la haute direction - Sommaire du régime d'options d'achat d'actions, du régime d'UAR et d'ULR et du régime de droits à l'appréciation d'actions ».
<b>Prestations de retraite et autres avantages sociaux</b>	Participation à tous les régimes d'assurance collective et d'avantages indirects comme les autres hauts dirigeants de la Société, ainsi qu'au régime de retraite à cotisations déterminées de la Société.	Annulées.	Annulées.	Annulées.

## CONTRAT DE TRAVAIL DU PREMIER VICE-PRÉSIDENT, EFFICACITÉ ORGANISATIONNELLE

Le 15 novembre 2017, la Société a annoncé la nomination de John Ireland à titre de premier vice-président, Efficacité organisationnelle. Le contrat de travail de M. Ireland est d'une durée fixe de quatre (4) ans et prévoit ce qui suit :

Caractéristique	Base	Démission pour un motif sérieux ou cessation d'emploi sans motif valable	Démission sans motif sérieux ou cessation d'emploi pour un motif valable	Changement de contrôle
<b>Salaire</b>	395 000 \$	Paiement forfaitaire au titre du salaire de base gagné, mais impayé, majoré d'une somme correspondant au salaire de base de M. Ireland pour une période de douze (12) mois, aux frais admissibles impayés et aux journées de vacances accumulées, mais non utilisées.	Paiement forfaitaire au titre du salaire de base gagné, mais impayé, aux frais admissibles impayés et aux journées de vacances accumulées, mais non utilisées.	Si M. Ireland démissionne de son poste pour un motif sérieux ou qu'il est mis fin à son emploi sans motif valable au cours de la période de douze (12) mois qui suit un changement de contrôle, il aura droit à un paiement forfaitaire au titre du salaire de base gagné, mais impayé, majoré d'une somme correspondant à son salaire de base pour la période de douze (12) mois, aux frais admissibles impayés et aux journées de vacances accumulées, mais non utilisées.
<b>Incitatif en espèces à court terme (RICT)</b>	La cible du RICT est fixée à 50 % du salaire de base et le paiement maximum est fixé à 100 % du salaire de base.	Paiement forfaitaire au titre des primes aux termes du RICT dues et impayées pour les périodes d'évaluation du rendement terminées précédant la période d'évaluation du rendement durant laquelle la cessation d'emploi de M. Ireland a lieu et sa prime aux termes du RICT calculée en fonction du niveau cible et au prorata pour le nombre de mois travaillés durant la période d'évaluation du rendement durant laquelle la cessation d'emploi a lieu.	Paiement forfaitaire au titre de toute prime aux termes du RICT due et impayée pour les périodes d'évaluation du rendement terminées précédant la date de cessation d'emploi.	Si M. Ireland démissionne de son poste pour un motif sérieux ou qu'il est mis fin à son emploi sans motif valable au cours de la période de douze (12) mois qui suit un changement de contrôle, il aura droit à un paiement forfaitaire pour toute prime aux termes du RICT due et impayée pour les périodes d'évaluation du rendement terminées précédant la période d'évaluation du rendement durant laquelle il aura été mis fin à l'emploi de M. Ireland, majoré de sa prime aux termes du RICT calculée en fonction du niveau cible au prorata pour le nombre de jours travaillés durant la période d'évaluation du rendement pendant laquelle la cessation d'emploi a lieu.
<b>Incitatif à long terme (RILT)</b>	Participation à tous les RILT des hauts dirigeants de la Société composés d'options, d'UAR, d'ULR et de DAA. Prime cible aux termes du RILT fixée à 85 % du salaire de base.	Conformément aux modalités du régime d'UAR, d'ULR, d'options et de DAA. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique « Rémunération de la haute direction - Analyse de la rémunération des membres de la haute direction - Sommaire du régime d'options d'achat d'actions, du régime d'UAR et d'ULR et du régime de droits à l'appréciation d'actions ».	Conformément aux modalités du régime d'UAR, d'ULR, d'options et de DAA. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique « Rémunération de la haute direction - Analyse de la rémunération des membres de la haute direction - Sommaire du régime d'options d'achat d'actions, du régime d'UAR et d'ULR et du régime de droits à l'appréciation d'actions ».	Conformément aux modalités du régime d'UAR, d'ULR, d'options et de DAA. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique « Rémunération de la haute direction - Analyse de la rémunération des membres de la haute direction - Sommaire du régime d'options d'achat d'actions, du régime d'UAR et d'ULR et du régime de droits à l'appréciation d'actions ».
<b>Prestations de retraite et autres avantages sociaux</b>	Participation à tous les régimes d'assurance collective et d'avantages indirects comme les autres hauts dirigeants de la Société. M. Ireland ne participe pas au régime de retraite de la Société. M. Ireland touche une allocation de logement de 5 000 \$ par mois et a droit au remboursement des impôts qu'il pourrait devoir payer en double au Commonwealth de la Pennsylvanie.	Annulées.	Annulées.	Annulées.

## PRÊTS AUX ADMINISTRATEURS ET AUX MEMBRES DE LA HAUTE DIRECTION

Les administrateurs et les membres de la haute direction de la Société ainsi que les personnes ayant des liens avec eux ne sont pas endettés envers la Société en date des présentes. En outre, la Société n'a pas fourni de garantie ou de lettre de crédit à l'égard d'un prêt consenti par une autre entité à ces personnes et n'a pas conclu d'accord de soutien ou d'entente analogue à cet égard. De plus, la Société a adopté une politique qui interdit l'octroi de prêts à ses administrateurs et aux membres de sa haute direction.

## ASSURANCE DE LA RESPONSABILITÉ CIVILE DES ADMINISTRATEURS

Les administrateurs sont couverts par une assurance de la responsabilité civile des administrateurs et des dirigeants. Le contrat d'assurance couvre les administrateurs et les dirigeants de la Société ainsi que les administrateurs et les dirigeants de toutes ses filiales. Il prévoit une franchise de 1 million de dollars par réclamation. Pour l'exercice 2020, la Société a payé des primes de 538 000 \$ pour l'assurance de la responsabilité civile des administrateurs et des dirigeants.

## INTÉRÊT DE PERSONNES INFORMÉES DANS DES OPÉRATIONS IMPORTANTES

Sauf comme il est expressément indiqué dans la présente circulaire, la direction de la Société n'a connaissance d'aucun intérêt important, direct ou indirect, d'un administrateur, d'un membre de la haute direction de la Société, de toute personne informée à l'égard de la Société ou de personnes ayant des liens avec eux ou faisant partie de leur groupe, dans toute opération réalisée depuis le début du dernier exercice de la Société qui a eu une incidence importante sur celle-ci ou les membres de son groupe ou dans toute opération projetée qui aurait un tel effet.

## PERSONNES ET SOCIÉTÉS INTÉRESSÉES PAR CERTAINES QUESTIONS À L'ORDRE DU JOUR

Sauf comme il est expressément indiqué dans la présente circulaire, les administrateurs et dirigeants de la Société, les personnes qui ont des liens avec eux et les membres de leur groupe n'ont aucun intérêt important direct ou indirect, notamment parce qu'ils sont propriétaires véritables de titres, relativement à certaines questions à l'ordre du jour de l'assemblée.

## NOMINATION DE L'AUDITEUR

Les personnes nommées dans le formulaire de procuration comptent voter POUR le renouvellement du mandat du cabinet Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. (« **Deloitte** »), de Montréal, comme auditeur indépendant de la Société jusqu'à la prochaine assemblée annuelle des actionnaires ou jusqu'à la nomination du nouvel auditeur, moyennant une rémunération qui sera déterminée par les administrateurs.

## HONORAIRES D'AUDIT

Au cours des exercices 2020 et 2019, la Société a demandé à son auditeur indépendant, Deloitte, de lui fournir les services suivants en contrepartie des honoraires approximatifs indiqués ci-après :

	2020	2019
	(\$)	(\$)
Honoraires d'audit	708 000	668 000
Honoraires pour services liés à l'audit	36 000	35 000
Honoraires pour services fiscaux	32 000	100 000
Total	776 000	803 000

*Honoraires d'audit.* Ce sont les honoraires relatifs à l'audit des états financiers consolidés annuels de la Société et à l'examen de ses états financiers trimestriels. Ce sont les honoraires pour les services qu'un auditeur indépendant fournirait aussi habituellement dans le cadre d'obligations prévues par la loi, de documents à déposer auprès d'autorités de réglementation et de missions semblables au cours de l'exercice, comme les lettres d'accord, les consentements et les services d'aide pour l'examen de documents déposés auprès des autorités de réglementation en valeurs mobilières. De plus, les honoraires d'audit comprennent les frais de traduction de divers documents d'information continue de la Société.

*Honoraires pour services liés à l'audit.* Honoraires pour services liés à l'audit relatifs aux services d'expression d'assurance et aux services connexes rendus par Deloitte qui ne sont pas compris dans les honoraires d'audit susmentionnés. Ce sont les honoraires pour des services non exigés par la loi. Ces services comprenaient essentiellement des audits de régime de retraite des employés et d'autres mandats spéciaux approuvés par le comité d'audit.

*Honoraires pour services fiscaux.* Ces honoraires se divisent en deux (2) catégories : i) conformité fiscale et honoraires de préparation; ii) conseils fiscaux et honoraires de planification et autres mandats spéciaux approuvés par le comité d'audit.

Le comité d'audit de la Société a adopté une politique concernant les missions confiées à Deloitte pour des services non liés à l'audit. Deloitte fournit des services d'audit à la Société et est aussi autorisé à fournir des services particuliers liés à l'audit ainsi que des services fiscaux. Deloitte peut aussi fournir d'autres services à la condition, toutefois, que tous ces services soient approuvés au préalable par le président du comité d'audit et que la mission soit confirmée par le comité d'audit à sa réunion suivante. La politique interdit aussi expressément à Deloitte de fournir certains services pour ne pas compromettre son indépendance. Pour de plus amples renseignements sur le comité d'audit, se reporter à la rubrique « Information sur le comité d'audit » de la notice annuelle figurant sur le site Web de la Société au <https://entreprise.pj.ca> et sur SEDAR à [www.sedar.com](http://www.sedar.com).

## PRATIQUES DE GOUVERNANCE

Un énoncé des pratiques de gouvernance de la Société figure à l'annexe A.

## GÉNÉRALITÉS

À la connaissance des administrateurs, aucune autre question que celles mentionnées dans l'avis de convocation ci-joint ne sera présentée à l'assemblée.

## PROPOSITIONS D'ACTIONNAIRES POUR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE DE 2022

La Société inclura les propositions d'actionnaires qu'elle reçoit dans les délais prescrits et qui respectent les lois applicables dans la circulaire de sollicitation de procurations par la direction pour l'assemblée générale annuelle de 2022 de la Société. Veuillez faire parvenir vos propositions à la Secrétaire de la Société, au 1751, rue Richardson, bureau 8.300, Montréal (Québec) H3K 1G6 au plus tard le 31 décembre 2021.

## RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

La Société est tenue en vertu des lois sur les valeurs mobilières canadiennes applicables de déposer divers documents, notamment une notice annuelle et des états financiers annuels et trimestriels. De l'information financière figure dans les états financiers comparatifs et dans les rapports de gestion de la Société pour son dernier exercice. Des exemplaires de ces documents ainsi que des renseignements supplémentaires sur la Société sont disponibles sur SEDAR à [www.sedar.com](http://www.sedar.com) ou peuvent être obtenus auprès de la Secrétaire de la Société, au 1751, rue Richardson, bureau 8.300, Montréal (Québec) H3K 1G6.

## **APPROBATION DES ADMINISTRATEURS**

Le contenu et l'envoi aux actionnaires de la présente circulaire ont été approuvés par le conseil d'administration.

Fait le 23 mars 2021.

Par ordre des administrateurs de Pages Jaunes Limitée

La présidente du conseil,  
(signé) *Susan Kudzman*



# ANNEXE A : INFORMATION CONCERNANT LES PRATIQUES DE GOUVERNANCE

## LIGNES DIRECTRICES SUR LES PRATIQUES DE GOUVERNANCE

La Société s'est engagée à appliquer des normes de gouvernance d'une grande efficacité, à revoir périodiquement ses pratiques en matière de gouvernance et à inclure ces pratiques, de façon constructive et appropriée, dans ses mécanismes de gouvernance.

Le conseil a adopté certaines lignes directrices en matière de gouvernance (les « **lignes directrices sur les pratiques de gouvernance** »). Ces lignes directrices ont pour but d'aider le conseil à s'acquitter de ses responsabilités et de servir l'intérêt de la Société et de ses actionnaires. Elles se veulent un cadre transparent, souple et pragmatique à l'intérieur duquel le conseil peut amener la Société à s'acquitter de ses responsabilités. Il est possible de consulter les lignes directrices sur les pratiques de gouvernance sur le site Web de la Société au <https://entreprise.pj.ca>.

Les pratiques de gouvernance de la Société respectent entièrement les obligations d'information et exigences d'inscription de la TSX et la réglementation canadienne adoptée par les Autorités canadiennes en valeurs mobilières. Le conseil révisé chaque année les lignes directrices sur les pratiques de gouvernance afin de les améliorer continuellement. Il en compare l'efficacité par rapport aux nouvelles pratiques exemplaires et aux normes prônées par les principales autorités en matière de gouvernance, en fonction de l'évolution de la situation et des besoins de la Société.

Le texte ci-après expose les pratiques en matière de gouvernance de la Société et est présenté conformément à l'Instruction générale 58-201 relative à la gouvernance et au Règlement 58-101 sur l'information concernant les pratiques en matière de gouvernance adoptées par les Autorités canadiennes en valeurs mobilières.

## RÔLE DU CONSEIL

Le conseil d'administration a pour mandat de surveiller l'exercice des activités de la Société et de superviser la direction. Le conseil établit les politiques générales de la Société, surveille et évalue son orientation stratégique et garde plein pouvoir sur toute question non déléguée spécifiquement à l'un de ses comités ou à la direction. Le conseil est l'organe de direction suprême qui oriente les activités de la Société. Dans le cadre de sa responsabilité de gérance, le conseil d'administration conseille la direction sur les grandes questions commerciales. Il s'acquitter de ses responsabilités directement ou par l'intermédiaire de ses trois (3) comités. Se reporter à la rubrique « Surveillance des risques » ci-après.

Le conseil travaille de concert avec la direction pour élaborer la stratégie de la Société et tient des réunions spéciales de planification stratégique au moins une fois par année. La direction et le conseil discutent également des principaux risques auxquelles la Société est exposée, du contexte concurrentiel et des occasions d'affaires.

Les règles du conseil sont reproduites à l'appendice A des présentes, et les règles du comité d'audit sont reproduites à l'annexe A de la notice annuelle qui est affichée sur SEDAR à [www.sedar.com](http://www.sedar.com). Ces règles et les règles respectives du comité des ressources humaines et de la rémunération et du comité de gouvernance d'entreprise et de nomination sont affichées sur le site Web de la Société au <https://entreprise.pj.ca/fr/entreprise-marketing-numerique/gouvernance/apercu>.

## STRUCTURE ET FONCTIONNEMENT DU CONSEIL

Il incombe au comité de gouvernance d'entreprise et de nomination de conseiller le conseil sur sa taille et celle des comités qu'il considère comme la plus apte à favoriser la prise de décisions efficace, selon les circonstances, tout en respectant les limites prévues dans les documents constitutifs de la Société. Les administrateurs sont élus chaque année par les actionnaires et constituent le conseil, avec ceux qui sont nommés au cours de l'exercice pour pouvoir à des postes vacants ou comme administrateurs supplémentaires.

Le conseil se réunit au moins cinq (5) fois par an et plus souvent au besoin. Tout administrateur peut demander la convocation d'une réunion du conseil. Dans la mesure du possible, les réunions du conseil sont prévues suffisamment à l'avance afin de maximiser la participation des administrateurs. Il est attendu des administrateurs qu'ils consacrent tout le temps nécessaire aux affaires de la Société. Ils doivent se libérer pour les réunions et tentent d'assister à toutes. Les administrateurs sont censés assister en personne à toutes les réunions du conseil et des comités auxquels ils siègent (sauf les réunions tenues par conférence téléphonique). En outre, les administrateurs sont tenus de se préparer minutieusement en vue de chaque réunion du conseil et des comités en examinant les documents pertinents, en se tenant au courant des activités de la Société et des principales tendances du secteur dans lequel elle exerce ses activités et en approfondissent continuellement leurs connaissances à ce sujet.

Les administrateurs sont priés d'aviser la Société s'ils ne peuvent pas assister à une réunion, et les présences aux réunions sont dûment consignées. Par ailleurs, les administrateurs indépendants peuvent tenir des réunions en l'absence des administrateurs non indépendants et des membres de la direction.

L'information pertinente, notamment financière, est mise à la disposition des administrateurs plusieurs jours ou suffisamment à l'avance avant les réunions régulières du conseil et des comités pour leur permettre de se préparer. À part le président et chef de la direction qui est membre du conseil et qui apporte sa participation à ce titre, le conseil invite d'autres membres de la direction à assister à des parties ou à la totalité de ses réunions (en dehors de la partie à huis clos) pour se faire présenter des rapports et de l'information.

Les administrateurs indépendants tiennent des séances à huis clos lors de toutes les réunions du conseil et des comités, en l'absence des membres de la direction, pour pouvoir débattre librement et franchement entre eux. En 2020, le conseil a tenu huit (8) de ces réunions.

## DESCRIPTION DE POSTES

### PRÉSIDENTE DU CONSEIL ET PRÉSIDENTS DES COMITÉS DU CONSEIL

La personne appelée à exercer les fonctions de président du conseil est nommée tous les ans par résolution du conseil. Il est choisi parmi les membres du conseil pour un mandat d'un an (sauf si un poste vacant est comblé). Le choix prend effet juste après l'assemblée générale annuelle des actionnaires. Susan Kudzman, administratrice indépendante, est présidente du conseil depuis le 11 mai 2018. La Société a pour politique à l'heure actuelle de séparer les fonctions de président du conseil de celles de président et chef de la direction.

Les responsabilités de la présidente du conseil sont énoncées dans sa description de poste. Il doit s'agir d'un administrateur indépendant, auquel il incombe de diriger le conseil et de faire en sorte que le conseil et les administrateurs prennent des décisions efficaces, éthiques et responsables. La présidente du conseil a notamment pour fonctions de présider les réunions du conseil et de surveiller généralement son orientation et son administration. Il veille à ce que le conseil fonctionne comme un tout cohérent, implante une forte culture de gouvernance et s'acquitter de ses obligations. La présidente du conseil assure la liaison entre le conseil et la direction, donne des conseils au président et chef de la direction, aux présidents des comités et aux autres administrateurs. La présidente du conseil travaille en collaboration avec le président et chef de la direction et la haute direction pour surveiller les progrès et la mise en œuvre de la planification stratégique.

Le conseil d'administration a également rédigé des descriptions de postes pour le président de chaque comité permanent du conseil. Se reporter à la rubrique « Comités du conseil – Comité de gouvernance d'entreprise et de nomination », « Comités du conseil – Comité des ressources humaines et de la rémunération » et « Comités du conseil – Comité d'audit » ci-après.

## PRÉSIDENT ET CHEF DE LA DIRECTION

Le conseil a rédigé et approuvé la description de poste du président et chef de la direction. Ce dernier assume les responsabilités suivantes : assurer un leadership dans l'établissement de la vision et l'élaboration du plan stratégique de la Société conjointement avec le conseil. Sous réserve de l'approbation du conseil, le président et chef de la direction veille également à la réalisation des objectifs et du plan stratégique adopté par le conseil et avise celui-ci en temps opportun des écarts par rapport au plan stratégique ou aux paramètres établis par le conseil. Le président et chef de la direction est également chargé de diriger le redressement de la Société. Il doit assurer un leadership sur le plan de l'exploitation et établir une vision de la gestion des activités de la Société dans le but de bonifier les résultats financiers de la Société, le cours de l'action et la valeur à long terme pour les actionnaires. Il a également pour fonction de diriger une organisation efficace et efficiente, de régler les problèmes nouveaux ayant une incidence sur l'orientation future de la Société et de préparer la Société à affronter les défis que présentent les nouvelles tendances et l'évolution au sein du marché. Ensuite, il doit gérer et motiver les hauts dirigeants de la Société afin qu'ils respectent les priorités stratégiques établies par le conseil, surveiller la qualité et l'intégrité de la gestion de la Société et « donner le ton » à la direction afin qu'elle prenne des décisions éthiques et responsables et qu'elle adopte des pratiques de gestion appropriées et des pratiques exemplaires en matière de gouvernance d'entreprise. En outre, il doit évaluer le rendement des hauts dirigeants en ce qui a trait à la conformité aux politiques établies et aux objectifs de la Société et évaluer la façon dont ils ont contribué à l'atteinte de ces objectifs. Enfin, il doit communiquer de façon efficace la vision, les valeurs, la stratégie et le plan d'affaires de la Société aux parties intéressées internes et externes et s'assurer que les administrateurs sont suffisamment informés pour prendre des décisions éclairées.

## INDÉPENDANCE DU CONSEIL

Afin de maintenir son indépendance en tout temps, le conseil a pour politique de n'être constitué que de membres indépendants au sens du Règlement 52-110 sur le comité d'audit des ACVM, exception faite du président et chef de la direction. Le conseil a déterminé que, hormis le président et chef de la direction, chaque administrateur était indépendant en 2020 et que chaque candidat à l'élection en tant qu'administrateur à l'assemblée (sauf le président et chef de la direction) est indépendant. Par conséquent, plus de la majorité des administrateurs du conseil sont indépendants.

## LIMITES APPLICABLES AUX MANDATS ET RETRAITE

Le conseil souscrit au principe du renouvellement continu, soit l'actualisation constante des expériences, compétences et perspectives qui stimule les débats et la prise de décision au sein du conseil. Il a intégré ce principe dans les procédures formelles et informelles de la Société en matière de gouvernance. Le renouvellement fait partie des critères d'efficacité du conseil évalués par le comité de gouvernance d'entreprise et de nomination. C'est un sujet constamment abordé dans les discussions sans caractère officiel des membres du conseil. Le conseil est d'avis que cette approche favorise un renouvellement continu plus dynamique et efficace que s'il imposait des limites arbitraires à la durée du mandat ou à l'âge des titulaires de postes. C'est pourquoi le conseil ne croit pas qu'il soit dans l'intérêt de la Société d'avoir à ce stade-ci de son évolution une politique de mise à la retraite des administrateurs.

## CHANGEMENT DE POSTE D'UN ADMINISTRATEUR

Selon les lignes directrices sur les pratiques de gouvernance de la Société, l'administrateur dont la situation professionnelle change profondément doit offrir de remettre sa démission au comité de gouvernance d'entreprise et de nomination, qui présentera sa recommandation sur la réponse à donner à cette offre de démission.

## POLITIQUE RELATIVE AU VOTE MAJORITAIRE

Le conseil a adopté une politique relative au vote majoritaire aux termes de laquelle le candidat à un poste d'administrateur qui reçoit plus d'abstentions que de voix favorables à une assemblée à laquelle les administrateurs doivent être élus doit offrir de remettre sa démission à la présidente du conseil après cette assemblée. Cette politique ne s'applique qu'aux élections non contestées, qui ne comportent pas de course aux procurations; il y a course lorsque les documents de procuration sont communiqués en vue d'appuyer un ou plusieurs candidats qui ne sont pas les candidats aux postes d'administrateurs soutenus par le conseil. Sauf en cas de circonstances exceptionnelles, il faut s'attendre à ce que le comité de gouvernance d'entreprise et de nomination recommande au conseil d'accepter l'offre de démission. De plus, le conseil donnera suite à la recommandation du comité de gouvernance d'entreprise et de nomination dans un délai de quatre-vingt-dix (90) jours suivant l'assemblée annuelle pertinente et acceptera l'offre de démission, sauf en cas de circonstances exceptionnelles. Le conseil communiquera sans délai sa décision, y compris les motifs pour lesquels il refuse l'offre de démission, le cas échéant, par communiqué de presse, dont un exemplaire sera fourni à la TSX. Si la démission est acceptée, le conseil pourra nommer un nouvel administrateur pour pourvoir au siège vacant. La politique relative au vote majoritaire est conforme aux recommandations formulées par la Coalition canadienne pour une saine gestion des entreprises à cet égard et aux règles de la TSX.

## RECRUTEMENT DES ADMINISTRATEURS

Le comité de gouvernance d'entreprise et de nomination doit élaborer et revoir les critères et la procédure de sélection des administrateurs en évaluant les compétences et aptitudes que le conseil, dans son ensemble, devrait posséder et en évaluant régulièrement les compétences, les habiletés, les qualités personnelles, les antécédents professionnels et la variété d'expérience du conseil dans son ensemble et de chaque administrateur en poste. Il incombe aussi au comité de gouvernance d'entreprise et de nomination d'indiquer au conseil la taille et la composition du conseil et de ses comités qu'il considère comme les plus aptes à favoriser la prise de décisions efficace.

Le conseil est déterminé à favoriser une culture de diversité, d'inclusion et de respect et il a adopté à cette fin une politique de diversité. Le conseil appuie la mise en place d'un conseil d'administration composé d'administrateurs hautement qualifiés issus de différents milieux et ayant différentes expériences qui reflètent le marché sur lequel la Société exerce ses activités ainsi que le bassin changeant de clients et d'employés de la Société. Le comité estime que la diversification du conseil d'administration profite à la Société en permettant au conseil d'examiner des questions de divers points de vue. La diversité peut faciliter la prise de décisions efficace et la planification stratégique et améliorer la productivité, la créativité, la qualité, le travail d'équipe et la prise de décisions. La diversité et l'inclusion enrichissent l'expérience des employés, élargissent la réflexion et aident à être plus concurrentiel, à innover et à croître sur le marché en constante évolution des médias numériques. La politique de diversité prévoit que le comité de gouvernance d'entreprise et de nomination tiendra compte de considérations liées à la diversité, comme le sexe, l'âge, le pays d'origine et l'origine ethnique, en plus des compétences commerciales, des qualifications et de l'expérience de travail lorsqu'il évaluera les candidats éventuels au conseil.

Conformément à la politique de diversité, le comité de gouvernance d'entreprise et de nomination fixe aussi des objectifs mesurables pour assurer la diversité et les recommande au conseil en vue de leur adoption. En particulier, par l'adoption de la politique, le conseil s'est engagé à ce que les femmes représentent au moins 30 % de ses membres indépendants d'ici 2019 et au moins 30 % de la haute direction de la Société (qui comprend les hauts dirigeants

de la Société) d'ici 2019. Au début de 2019, la Société a atteint cet objectif. En novembre 2019, le comité de gouvernance d'entreprise et de nomination a recommandé au conseil de modifier la politique de diversité afin de prolonger l'engagement de la Société et faire en sorte que les femmes représentent au moins 30 % des membres indépendants du conseil et des hauts dirigeants pendant une période supplémentaire de deux (2) ans (jusqu'en novembre 2021), ce que le conseil a fait.

Au 23 mars 2021, deux, ou 29 %, des membres du conseil d'administration de la Société sont des femmes et deux, ou 40 % des hauts dirigeants de la Société, sont des femmes.

Cibles de la politique de diversité	Pourcentage de femmes d'ici 2021	Pourcentage de femmes en date du 23 mars 2021
Administrateurs du conseil	30 %	29 %
Haute direction	30 %	40 %

Lorsqu'il faut recruter un administrateur, le comité de gouvernance d'entreprise et de nomination commence par demander aux autres administrateurs leurs avis et suggestions sur les compétences, les aptitudes, l'expérience des affaires, le profil, l'indépendance et les qualités personnelles des possibles candidats, y compris leur intégrité, sens des responsabilités et leadership, et par réviser et mettre à jour les aptitudes, habiletés et compétences des autres administrateurs. Le comité de gouvernance d'entreprise et de nomination, seul, avec les autres administrateurs ou avec l'aide d'une société de recrutement, identifie les candidats qualifiés, évalue leurs compétences et habiletés, les rencontres en entrevue, puis recommande les candidats retenus au conseil.

## CODE D'ÉTHIQUE

La Société a un code d'éthique qui établit les principes directeurs de la Société dans toutes ses activités. Le code d'éthique traite de questions comme l'intégrité personnelle et l'éthique, le harcèlement et la discrimination en général, les relations avec la clientèle, les fournisseurs et les concurrents, les relations avec les actionnaires et les médias, l'intégrité des registres, les avoirs et les liquidités de la Société, les emplois externes et l'emploi de membres de la famille, la confidentialité et les droits de propriété intellectuelle, les conflits d'intérêts, l'information privilégiée et l'information confidentielle importante ainsi que les contributions politiques; il traite aussi des questions prévues par les lignes directrices de gouvernance. Le code d'éthique s'applique à tous les administrateurs, dirigeants et employés de la Société.

Chaque administrateur et employé de la Société doit confirmer chaque année qu'il a lu et respecté les exigences prévues par le code d'éthique. La direction rend compte annuellement au comité de gouvernance d'entreprise et de nomination de l'application et du respect du code et le comité, à son tour, présente son rapport au conseil à ce sujet. Le conseil peut, dans certains cas, autoriser les administrateurs ou dirigeants de la Société à déroger à certaines dispositions du code d'éthique, à condition qu'il en soit fait état conformément à la législation applicable. Aucune dérogation de ce genre n'a été accordée depuis l'adoption du code d'éthique en 2004.

Un administrateur ou un dirigeant de la Société doit indiquer par écrit à la Société la nature et l'étendue de son intérêt dans tout contrat ou toute opération d'importance, réel ou envisagé, et ne doit pas voter sur une résolution visant à approuver le contrat ou l'opération, sauf dans certains cas. Chaque administrateur doit également faire part au conseil de toute participation directe ou indirecte qu'il détient dans une entité, qui pourrait le mettre en position de conflit d'intérêts. Chaque année, les administrateurs doivent remplir un questionnaire dans lequel ils indiquent ces participations et conflits d'intérêts, le cas échéant. Si une entité dans laquelle un administrateur a une participation est visée par une discussion ou une décision, le conseil demande alors à l'administrateur de ne pas participer à la décision ou discussion et de s'abstenir de voter.

Le code d'éthique est affiché sur le site Web de la Société au <https://entreprise.pj.ca/fr/entreprise-marketing-numerique/gouvernance/code-ethique/>. Il peut aussi être obtenu sur demande adressée à la Secrétaire de la Société à son siège social : 1751, rue Richardson, bureau 8.300, Montréal (Québec) H3K 1G6.

## PLANIFICATION DE LA RELÈVE DES HAUTS DIRIGEANTS

Les membres du conseil rencontrent des hauts dirigeants et des employés clés lorsqu'ils assistent aux réunions du conseil et présentent des exposés et de façon informelle lorsqu'ils participent à des activités sociales généralement tenues au cours de l'année. Le conseil a également pour habitude d'inviter des hauts dirigeants à grand potentiel à ses soupers trimestriels, afin de préparer la planification de la relève de manière moins formelle. Cela permet aux membres du conseil de se familiariser et d'interagir avec les membres de la direction susceptibles de devenir les leaders futurs de la Société. Cependant, bien que le conseil continue de s'efforcer d'attirer et de garder au service de la Société les candidats les plus talentueux possibles et de repérer les talents au sein de l'organisation et s'occupe de la planification de la relève de façon continue et informelle, les efforts de redressement courant de l'organisation signifient que le conseil a dû mettre l'accent sur la collaboration avec la direction afin d'en réduire les effectifs de façon appropriée, notamment le nombre de dirigeants.

## COMITÉS DU CONSEIL

Le conseil a trois (3) comités permanents : le comité de gouvernance d'entreprise et de nomination, le CRHR et le comité d'audit. Un quatrième comité, soit le comité ad hoc, a été créé le 11 mai 2018. Il était chargé d'examiner toutes les questions relatives à la rationalisation du portefeuille de locaux pour bureaux loués de la Société et les autres questions déterminées par le conseil à l'occasion, et de faire des recommandations au conseil à ce sujet. Ce comité a été dissous le 10 février 2021. Les comités sont formés uniquement d'administrateurs indépendants au sens du Règlement 52-110 sur le comité d'audit des ACVM.

## COMITÉ DE GOUVERNANCE D'ENTREPRISE ET DE NOMINATION

Le comité de gouvernance d'entreprise et de nomination a des règles écrites officielles, affichées sur le site Web de la Société au <https://entreprise.pj.ca>, qui exposent sa structure, ses fonctions et ses responsabilités. Il doit notamment surveiller la taille et la composition du conseil et des comités, surveiller la conformité à la politique de diversité de la Société, élaborer et revoir les critères et la procédure de sélection des administrateurs, identifier les candidats aptes à devenir administrateurs, établir et surveiller les mécanismes nécessaires à l'évaluation périodique du rendement et de l'efficacité du conseil, de ses comités, des présidents du conseil et des comités et des administrateurs, revoir la rémunération des administrateurs et présenter des recommandations à cet égard, établir et revoir les principes de gouvernance applicables à la Société, élaborer le code d'éthique à soumettre à l'approbation du conseil et surveiller sa communication, et élaborer et revoir les programmes d'orientation et de formation continue pour les administrateurs. Énoncées dans une description de poste, les responsabilités du président du comité de gouvernance d'entreprise et de nomination sont de présider les réunions du comité, de veiller à son efficacité et de s'assurer qu'il s'acquitte de ses responsabilités. De plus, le président du comité de gouvernance d'entreprise et de nomination assure la liaison entre le comité et le conseil.

## COMITÉ DES RESSOURCES HUMAINES ET DE LA RÉMUNÉRATION

Le CRHR a des règles écrites officielles, affichées sur le site Web de la Société au <https://entreprise.pj.ca>, qui obligent tous ses membres à posséder une expérience directe dans la gestion de la rémunération des hauts dirigeants qui leur permet de s'acquitter de leurs responsabilités respectives avec compétence. En outre, les règles du CRHR énoncent sa structure, ses fonctions et ses responsabilités. Il doit notamment fixer la rémunération du président et chef de la direction et des membres de la haute direction de la Société, évaluer tous les ans le rendement du président et chef de la direction selon les

critères de rendement et les objectifs précis fixés par le conseil, recommander au conseil la nomination des membres de la haute direction et examiner avec le président et chef de la direction l'évaluation annuelle de leur rendement, concevoir, établir et superviser la politique de rémunération des hauts dirigeants de la Société, veiller à la mise en place d'un mécanisme de planification de la relève adéquat, surveiller les régimes incitatifs à long terme de la Société et examiner l'information sur la rémunération avant sa publication. Énoncées dans sa description de poste, les responsabilités du président du CRHR sont de présider les réunions du comité, de veiller à son efficacité et de s'assurer qu'il s'acquitte de ses responsabilités. De plus, le président du CRHR assure la liaison entre le comité et le conseil.

Le CRHR aide le conseil à s'acquitter de ses responsabilités relatives à l'embauche, à l'évaluation, à la rémunération et à la planification de la relève des hauts dirigeants et d'autres membres du personnel.

En outre, le CRHR est chargé de surveiller les risques associés aux politiques et pratiques de la Société en matière de rémunération, comme il est plus amplement décrit à la rubrique « Rémunération de la haute direction – Analyse de la rémunération des membres de la haute direction – Établissement de la rémunération – Processus décisionnel en matière de rémunération et gestion du risque ».

## COMITÉ D'AUDIT

Le comité d'audit a des règles écrites officielles, affichées sur le site Web de la Société au <https://entreprise.pj.ca>, qui exposent sa structure, ses fonctions, son mandat et ses responsabilités et conformément auxquelles chaque membre doit posséder des compétences financières au sens du Règlement 52-110 sur le comité d'audit, soit la capacité de lire et de comprendre un jeu d'états financiers qui présente des questions comptables d'une ampleur et d'un degré de complexité comparables, dans l'ensemble, à celles dont on peut raisonnablement croire qu'elles seront soulevées lors de la lecture des états financiers de la Société. On trouve également ces règles ainsi que d'autres renseignements sur le comité d'audit à la rubrique « **Information sur le comité d'audit** » de la notice annuelle de la Société affichée sur le site Web de la Société au <https://entreprise.pj.ca> et sur SEDAR à [www.sedar.com](http://www.sedar.com). Énoncées dans sa description de poste, les responsabilités du président du comité d'audit sont de présider les réunions du comité, de veiller à son efficacité et de s'assurer qu'il s'acquitte de ses responsabilités. De plus, le président du comité d'audit assure la liaison entre le comité et le conseil.

Le comité d'audit surveille la communication de l'information financière, les systèmes comptables et les contrôles internes de la Société. En vue de surveiller et de gérer les risques, le comité d'audit examine les rapports d'évaluation des risques rédigés par l'auditeur interne et des consultants externes. À la suite de l'examen des rapports par le comité d'audit, la liste des irrégularités est transmise aux chefs des divisions concernées, qui doivent ensuite corriger la situation et mettre en œuvre des contrôles afin de diminuer les incidences défavorables de ces irrégularités sur la Société. L'auditeur interne est chargé d'assurer un suivi et de veiller à la correction, en temps opportun, des irrégularités constatées dans les rapports d'audit internes. Le comité d'audit a établi une politique de dénonciation, la politique sur la déclaration de problèmes, prévoyant l'envoi confidentiel, sous le couvert de l'anonymat, à un prestataire de services tiers de plaintes et de préoccupations à l'égard de mauvaises pratiques ou de mesures douteuses qui pourraient avoir un effet défavorable sur l'intégrité de la Société, y compris en ce qui concerne les questions d'audit, de comptabilité ou de contrôle interne (les « **questions comptables** »). Dans le cadre de ce processus, toute plainte et préoccupation touchant des questions comptables est communiquée au président du comité d'audit qui participe à sa résolution. Le comité d'audit examine les rapports trimestriels du comité d'éthique de la Société, chargé de régler l'ensemble des problèmes signalés conformément à la politique sur la déclaration de problèmes, y compris ceux qui ne touchent pas les questions comptables. La première vice-présidente, Secrétaire et conseillère juridique principale, le premier vice-président, Efficacité organisationnelle et le premier vice-président et chef des affaires financières siègent au comité d'éthique de la Société.

## COMITÉ AD HOC

Le comité ad hoc a été créé le 11 mai 2018 et il est chargé d'examiner et d'analyser toutes les questions relatives à la rationalisation du portefeuille de locaux pour bureaux loués de la Société et les autres questions déterminées par le conseil à l'occasion, et de faire des recommandations au conseil à ce sujet. Le comité ad hoc est composé de trois (3) membres. David Eckert, Rob Hall et Susan Kudzman siègent à ce comité. Celui-ci a été dissous le 10 février 2021.

## SURVEILLANCE DES RISQUES

Au cours des dernières années, la direction, le conseil et les comités du conseil ont consacré du temps à identifier, gérer, communiquer et atténuer les risques. Le tableau ci-après indique la manière dont le conseil, ses comités et la direction gèrent et surveillent les risques au sein de l'organisation :

Conseil d'administration	Comités	Direction
Responsabilité globale de la surveillance des risques et des risques commerciaux stratégiques	<p>Comité d'audit</p> <p>Gère les risques financiers, principalement au moyen de la politique concernant les risques financiers ainsi que de la liste des politiques et procédures de placement et en collaboration avec l'auditeur interne au moyen d'audits internes</p> <p>Comité des ressources humaines et de la rémunération</p> <p>Surveille les risques liés à la rémunération, à la gestion des talents et à la relève</p> <p>Comité de gouvernance d'entreprise et de nomination</p> <p>Surveille la gouvernance et appuie la gestion des risques par la mise au point de politiques comme le code d'éthique</p>	Responsabilité globale des risques d'exploitation et des risques commerciaux

En 2016, la direction a réalisé une évaluation du risque d'entreprise dont l'approche large et systématique a permis d'identifier, d'évaluer, de communiquer et de gérer les risques importants auxquels la Société se heurte dans le cadre de ses activités et de son exploitation. Une carte des risques identifiant les zones de risque a été mise au point. Les critères d'évaluation des risques en fonction de leur incidence et de leur probabilité de réalisation ont été définis en collaboration avec les propriétaires des risques en tenant compte des niveaux de risque convenables pour la Société. Finalement, un rapport sur les risques d'entreprise a été rédigé et a permis de circonscrire les séances de planification stratégique.

## SURVEILLANCE DE LA PLANIFICATION STRATÉGIQUE

Le conseil collabore avec la direction afin d'élaborer l'orientation direction stratégique, qui est actuellement axée sur le redressement à court terme de la Société. La direction et le conseil discutent des principaux risques auxquels la Société est exposée, soit ceux qui concernent les activités, les questions stratégiques, la concurrence et les perspectives. La direction présente certaines questions stratégiques au conseil tout au long de l'année, et le président et chef de la direction met le conseil au courant de l'évolution des mesures prises par la Société à chaque réunion ordinaire du conseil. Le conseil soulève également des questions et propose des sujets de discussion divers dans le cadre du processus global.



## APPENDICE A :

### RÈGLES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION (LES « RÈGLES ») DE PAGES JAUNES LIMITÉE (LA « SOCIÉTÉ »)

#### AUTORITÉ

Le conseil d'administration de la Société (le « conseil ») établit les politiques générales de la Société, surveille et évalue l'orientation stratégique de la Société et conserve les pleins pouvoirs sur les fonctions qu'il n'a pas spécifiquement déléguées à ses comités ou aux membres de la direction. Par conséquent, conformément à leurs responsabilités à titre d'administrateurs d'une société en vertu de la LCSA, les membres du conseil ont pour mandat de surveiller la gestion des activités et des affaires de la Société au mieux des intérêts de celle-ci et, pour déterminer s'ils s'acquittent de cette responsabilité, peuvent tenir compte des intérêts des actionnaires et des autres parties prenantes. Le rôle de la direction est de diriger les activités quotidiennes de la Société de manière à atteindre cet objectif.

De temps à autre, le conseil peut adopter et examiner les mandats de ses comités et peut également déléguer certaines tâches à ceux-ci, mais il n'est pas ainsi libéré de ses responsabilités générales.

Le conseil a libre accès au personnel, aux documents et à l'auditeur externe de la Société. Il disposera de toutes les ressources nécessaires à l'exercice de ses responsabilités. Pour l'aider dans l'exécution de ses fonctions, le conseil peut retenir les services de conseillers externes aux frais de la Société. Il fixe et fait verser la rémunération de ces conseillers. Pour les aider dans l'exécution de leurs fonctions, les administrateurs peuvent retenir les services de conseillers externes aux frais de la Société, avec l'approbation préalable du président du comité de gouvernance d'entreprise et de nomination du conseil.

Les présentes règles n'ont pas pour objet d'augmenter la norme de responsabilité applicable à un administrateur de la Société en vertu de la loi et des règlements.

Les membres du conseil sont fondés à se fier, sauf indication contraire : i) à l'intégrité des personnes et organismes qui leur fournissent des renseignements, et ii) à l'exactitude et à l'exhaustivité des renseignements fournis.

#### STRUCTURE

1. Les administrateurs sont élus chaque année par les actionnaires de la Société. Ils constituent, collectivement avec ceux qui sont nommés au cours de l'année pour pourvoir à un poste ou à titre d'administrateurs supplémentaires, le conseil d'administration de la Société.
2. Le conseil est constitué d'une majorité de personnes qui sont des administrateurs indépendants (au sens des lois sur les valeurs mobilières applicables). La composition du conseil, notamment la compétence de ses membres, doit par ailleurs être conforme aux documents constitutifs de la Société ainsi qu'aux autres lois, règles et règlements applicables.
3. Le président du conseil est un administrateur indépendant (au sens des lois sur les valeurs mobilières applicables) qui est nommé parmi les membres du conseil par voie de résolution du conseil, lequel tient compte de la recommandation du comité de gouvernance d'entreprise et de nomination. Il demeure en poste à compter de sa nomination jusqu'à l'assemblée générale annuelle des actionnaires suivante ou jusqu'à la nomination de son successeur. La Secrétaire de la Société (ou son représentant) agit à titre de secrétaire du conseil.
4. Le conseil se réunit au moins une fois par trimestre ou plus souvent au besoin. Les réunions du conseil peuvent être convoquées à la demande de tout membre du conseil. En outre, une réunion extraordinaire du conseil a lieu au moins une fois chaque année afin d'examiner le plan stratégique de la Société. Toutes les réunions du conseil peuvent être tenues au téléphone ou par tout moyen de communication qui permet aux participants de communiquer entre eux de façon simultanée.
5. Les administrateurs indépendants doivent se réunir régulièrement sans la présence des administrateurs non indépendants et des membres de la direction.
6. Les dispositions des statuts constitutifs et des règlements administratifs de la Société qui réglementent la procédure et les réunions régissent les réunions du conseil.
7. Lors de chaque réunion régulière, le conseil rencontre au besoin tout employé interne et tout conseiller externe dans le cadre de séances à huis clos distinctes.
8. Le conseil peut inviter de temps à autre les personnes qu'il juge aptes à assister à une réunion et à participer aux débats et à l'étude des affaires du conseil.
9. Le président du conseil approuve l'ordre du jour des réunions et veille à la préparation adéquate et à l'envoi des documents nécessaires aux administrateurs assez à l'avance pour leur permettre de les étudier avant les réunions.
10. Le procès-verbal des réunions du conseil rend compte avec précision des discussions et décisions importantes du conseil. Il est distribué aux membres du conseil, avec copies au chef de la direction et au chef de la direction financière de la Société et à l'auditeur externe.

#### RESPONSABILITÉS DU CONSEIL

Dans le cadre de sa responsabilité de gérance, le conseil d'administration fournit des conseils à la direction et l'oriente à l'égard des questions commerciales d'importance et est responsable d'exercer les fonctions énumérées ci-dessous, directement ou par l'intermédiaire de ses comités, en tenant compte des recommandations de ses comités s'il y a lieu.

1. Assurer un leadership indépendant et efficace pour superviser la gestion des activités et des affaires de la Société afin d'en accroître la valeur de manière responsable, profitable et durable. Le conseil peut prendre des mesures pour veiller à ce que le conseil et ses comités fonctionnent indépendamment de la direction.
2. Examiner et approuver, au début de chaque exercice, le plan d'affaires, le budget d'immobilisations et les objectifs financiers de la Société, les politiques et les formalités édictées par la direction pour autoriser les investissements majeurs et les affectations importantes de capitaux ainsi qu'examiner avec attention les plans stratégiques à long terme préparés et mis au point par la direction et, au cours de l'année, surveiller la réalisation des objectifs fixés et, si nécessaire, approuver les modifications importantes apportées à ces plans.
3. Examiner, étudier et approuver, s'il y a lieu, les recommandations de tout comité spécial d'administrateurs établi par le conseil.
4. Examiner et approuver tous les documents d'information continue déposés à l'égard des valeurs mobilières, comme le rapport annuel (y compris les états financiers audités de la Société), la circulaire de sollicitation de procurations et la notice annuelle.

5. S'assurer d'être convenablement informé, en temps opportun, de toutes les questions importantes (notamment en matière d'environnement, de gestion de l'encaisse et d'expansion des affaires), des nouvelles tendances et des autres faits nouveaux touchant la Société et son environnement commercial.
6. Conformément au barème des pouvoirs d'autorisation de la Société, approuver toutes les décisions importantes et les opérations hors du cours normal des activités, y compris les propositions relatives aux fusions, aux acquisitions et aux autres investissements ou désinvestissements importants.
7. Repérer, avec la direction, les principaux risques que court l'entreprise exploitée par la Société ainsi que les occasions s'offrant à elle et veiller à ce que des systèmes soient en place et soient évalués régulièrement pour gérer ces risques et exploiter ces occasions en temps opportun.
8. S'assurer de l'intégrité du chef de la direction et des autres hauts dirigeants et voir à ce qu'ils mettent en place une culture d'intégrité dans l'ensemble de la Société.
9. Passer régulièrement en revue les relations entre la direction et le conseil en particulier pour assurer une communication efficace et l'accès à l'information aux administrateurs en temps voulu.
10. Recevoir les rapports du comité de gouvernance d'entreprise et de nomination concernant les violations du code d'éthique de la Société et examiner les enquêtes réalisées et la résolution des plaintes reçues en vertu de ce code.
11. Évaluer les compétences et habiletés que devrait posséder le conseil dans son ensemble, identifier les compétences et habiletés de chaque administrateur actuel et évaluer le nombre d'administrateurs dont le conseil a besoin. Le conseil peut déléguer ces responsabilités au comité de gouvernance d'entreprise et de nomination.
12. Choisir le chef de la direction et s'assurer par ailleurs de la mise en place d'un plan de relève convenable, prévoyant notamment la nomination, la formation et la surveillance du président du conseil et des hauts dirigeants.
13. Examiner, considérer et approuver, le cas échéant, les recommandations de ses comités, y compris l'évaluation du rendement du chef de la direction et des hauts dirigeants faite par le comité des ressources humaines et de la rémunération.
14. Adopter et examiner au moins une fois par an, en conformité avec les directives prévues par l'Instruction générale 51-201 – Lignes directrices en matière de communication de l'information, la politique globale de la Société en matière de communication, y compris les mesures de réception des commentaires des parties intéressées de la Société et le respect par la direction de cette politique.
15. Surveiller les programmes de relations avec les investisseurs et les communications avec les analystes, les médias et le public.
16. Mettre au point l'approche de la Société relative à la gouvernance d'entreprise, notamment adopter et mettre en œuvre de bonnes pratiques et procédures de gouvernance d'entreprise.
17. S'assurer de l'intégrité du système de contrôle interne à l'égard de l'information financière, des systèmes d'information de gestion, des contrôles et procédures de communication de l'information et de la communication de l'information financière de la Société.
18. En collaboration avec le comité de gouvernance d'entreprise et de nomination, approuver la liste des candidats aux postes d'administrateurs en vue de leur élection par les actionnaires et superviser l'élaboration et la mise en œuvre du programme d'éducation permanente et du programme d'orientation des administrateurs.
19. Établir les comités du conseil et définir leur mandat afin d'aider le conseil à s'acquitter de ses fonctions et de ses responsabilités.
20. Adopter des mesures, y compris celles visées dans les présentes, pour recevoir des commentaires des actionnaires et des autres parties prenantes ainsi que pour communiquer avec ceux-ci, et assurer la divulgation appropriée des mesures selon les exigences de la loi ou de la réglementation.
21. Examiner chaque année les présentes règles en vue de recommander et de mettre en œuvre d'éventuels changements. Le conseil s'assure que des mécanismes sont en place pour évaluer chaque année son rendement, celui de ses comités et celui des administrateurs en vue d'apprécier l'efficacité, la contribution et l'indépendance du conseil et de ses membres.
22. Examiner chaque année les règles de chacun des comités du conseil ainsi que la description des postes de président du conseil, de chef de la direction et de président de chacun des comités du conseil, afin de veiller à ce que les règles et règlements applicables soient respectés et approuver les modifications qui y sont apportées, le cas échéant.

## COMMUNICATIONS AVEC LE CONSEIL

Les actionnaires et autres parties intéressées peuvent communiquer avec le conseil et les administrateurs en contactant le bureau de la Secrétaire, comme le mentionne le site Web de Pages Jaunes Limitée (<https://entreprise.pj.ca>). Ils peuvent le faire directement par courrier, par télécopieur ou par courriel.

La Secrétaire présente périodiquement les préoccupations valables des actionnaires et des autres parties prenantes au conseil ou au comité responsable.

## RESPONSABILITÉS DES ADMINISTRATEURS

La liste non exhaustive qui suit présente les compétences personnelles et les valeurs qui sont attendues de chaque administrateur et dont chaque administrateur devrait faire preuve dans l'exercice de ses fonctions.

1. Posséder l'expérience, les compétences et les antécédents lui permettant d'apporter une contribution importante au conseil et à ses comités et bien comprendre son rôle et ses fonctions à titre d'administrateur d'une société ouverte.
2. Agir honnêtement et de bonne foi et respecter des normes d'intégrité et des normes éthiques et fiduciaires élevées, plus particulièrement celles décrites dans la LCSA et dans le code d'éthique de la Société.
3. Être en mesure d'agir indépendamment de la direction et être disposé à prendre position, même si celle-ci va à l'encontre de l'opinion dominante.
4. Être en mesure d'exprimer son point de vue de façon objective, logique et convaincante et de proposer de nouvelles idées conformes aux stratégies et aux objectifs de la Société.
5. Être capable de travailler en équipe avec tous les membres du conseil et des comités de façon efficace et productive et être disposé à le faire.
6. Faire preuve d'indépendance de jugement et donner des conseils avertis et réfléchis sur plusieurs questions différentes.
7. Consacrer suffisamment de temps aux affaires de la Société et déployer des efforts raisonnables pour assister à toutes les réunions du conseil et des comités dont il est membre ou, en cas d'impossibilité d'y assister, pour s'informer des questions importantes discutées lors de ces réunions.



8. Se préparer rigoureusement pour chaque réunion du conseil et des comités en passant en revue les documents fournis et en demandant, au besoin, des précisions ou des renseignements additionnels afin de pouvoir participer pleinement aux délibérations du conseil, poser des jugements éclairés et exercer une supervision efficace.
9. Comprendre les politiques et les pratiques actuelles de la Société en matière de gouvernance, les présentes règles, les politiques du conseil et les règles des comités du conseil auxquels siège l'administrateur dans un délai raisonnable suivant son entrée en fonction au sein du conseil.
10. Comprendre les activités de la Société et les principales tendances dans le secteur d'activités de la Société dans un délai raisonnable suivant son entrée en fonction au sein du conseil et continuer d'élargir ses connaissances à cet égard.
11. Posséder de grandes compétences financières, y compris la capacité de lire des états financiers et d'utiliser des ratios financiers et d'autres indicateurs afin d'évaluer le rendement de la Société.
12. Maintenir la participation convenue au capital de la Société afin d'assurer le respect des intérêts à long terme de la Société.

## RESPONSABILITÉS DU PRÉSIDENT DU CONSEIL

La liste non exhaustive qui suit présente les responsabilités du président du conseil, qui s'ajoutent à ses responsabilités aux termes de la législation et des statuts constitutifs et règlements administratifs applicables de la Société, ainsi qu'à celles que le conseil lui attribue à l'occasion :

1. présider les assemblées des actionnaires et les réunions du conseil;
2. faire preuve de leadership pour améliorer l'efficacité du conseil et lui donner le ton et s'assurer que l'ordre du jour du conseil permettra à ce dernier de remplir ses fonctions;
3. assurer la liaison entre le conseil et la direction;
4. contribuer à la représentation de la Société auprès des groupes externes;
5. assurer la liaison entre le conseil et ses comités.

De plus, le président du conseil est membre d'office de tous les comités du conseil.

## RESPONSABILITÉS DU PRÉSIDENT ET DU CHEF DE LA DIRECTION

La liste non exhaustive qui suit présente les responsabilités du chef de la direction aux termes des statuts constitutifs et des règlements administratifs de la Société, ainsi que celles que le conseil lui attribue à l'occasion :

1. faire preuve de leadership dans la mise en place de la vision et l'élaboration du plan stratégique de la Société, en collaboration avec le conseil et sous réserve de son approbation;
2. assurer la mise en œuvre des objectifs et du plan stratégique adoptés par le conseil et aviser le conseil en temps opportun des écarts par rapport au plan stratégique ou tout autre paramètre établi par le conseil;
3. diriger la transformation de Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée (« **PJ** ») en chef de file du secteur des solutions médias et marketing numériques;
4. faire preuve de leadership opérationnel et de vision dans la gestion des activités de PJ en vue d'améliorer les résultats financiers de la Société, le cours de ses actions et la valeur à long terme pour les actionnaires;
5. mener une organisation efficace et efficiente, en réglant les nouveaux enjeux qui influencent l'orientation future de PJ et en préparant celle-ci à relever les défis imposés par les nouvelles tendances et l'évolution au sein du marché;
6. gérer et motiver les hauts dirigeants de la Société à réaliser les priorités stratégiques établies par le conseil;
7. superviser la qualité et l'intégrité de la gestion de la Société et « donner le ton » pour favoriser de la part de la direction la prise de décisions éthiques et responsables de même que l'adoption de pratiques de gestion appropriées et de pratiques exemplaires de gouvernance d'entreprise;
8. évaluer le rendement des hauts dirigeants en ce qui concerne la conformité avec les politiques établies et les objectifs de la Société et évaluer leurs contributions à la réalisation des objectifs;
9. communiquer efficacement la vision, les valeurs, la stratégie et le plan d'affaires de la Société à l'ensemble des parties prenantes tant à l'interne qu'à l'externe;
10. s'assurer que les informations nécessaires sont fournies au conseil pour permettre aux administrateurs de prendre des décisions éclairées.

## **ANNEXE B : MODIFICATION APPORTÉE AU RÉGIME D'OPTIONS D'ACHAT D' ACTIONS DE 2012**

### **ATTENDU QUE :**

- A. Le 23 mars 2021, le conseil d'administration de Pages Jaunes Limitée (la « **Société** ») a approuvé une modification apportée au régime d'options d'achat d'actions de la Société (le « **régime d'options d'achat d'actions de 2012** »), comme il est décrit dans la circulaire de sollicitation de procurations de la Société datée du 23 mars 2021 (la « **circulaire** »), afin d'accroître les limites de participation des initiés et le nombre maximum d'actions pouvant être émises en faveur d'une personne pour le faire passer de 5 % à 10 % des actions émises et en circulation;

### **IL EST RÉSOLU CE QUI SUIT :**

1. Les modifications apportées au régime d'options d'achat d'actions de 2012 afin d'accroître les limites de participation des initiés et le nombre maximum d'actions pouvant être émises en faveur d'une personne pour le faire passer de 5 % à 10 % des actions émises et en circulation sont par les présentes approuvées;
2. Les administrateurs ou dirigeants de la Société sont par les présentes autorisés, pour le compte de la Société, à signer et à remettre tous les documents qu'ils peuvent, à leur appréciation, juger nécessaires afin de donner pleinement effet à l'intention et à l'objet de la présente résolution.